

50 / 44023 / 43844

C. 3. M. 3. 1947.

63

Genève, le 1^{er} mars 1947.SOCIÉTÉ DES NATIONSLEAGUE OF NATIONS
REGISTRY

RECEIVED

28 MAR. 1947

Comité de Liquidation**TROISIÈME RAPPORT
PROVISOIRE**(couvrant la période 1^{er} décembre 1946—28 février 1947)*présenté conformément à la résolution adoptée par l'Assemblée le 18 avril 1946.*

SOMMAIRE

	Pages
REMARQUES PRÉLIMINAIRES	2
<i>Chapitre 1. — TRANSFERTS EFFECTUÉS DEPUIS LE 30 NOVEMBRE 1946:</i>	
I. Avoirs, Fonds, etc., transférés	3
II. Activités transférées	3
III. Personnel transféré lors de la cessation des activités de la Société	3
<i>Chapitre 2. — TRANSFERTS EN COURS A LA DATE DU 28 FÉVRIER 1947:</i>	
Avoirs, fonds, etc.:	
A. Transferts aux Nations Unies encore en voie de règlement	4
B. Transferts à l'Organisation internationale du Travail encore en voie de règlement	5
<i>Chapitre 3. — SERVICES, FONDS, ETC., NON TRANSFÉRABLES, LIQUIDÉS DEPUIS LE 30 NOVEMBRE 1946:</i>	
Caisse de prévoyance du personnel	6
<i>Chapitre 4. — SERVICES, FONDS, ETC., NON TRANSFÉRABLES, EN COURS DE LIQUIDATION:</i>	
Office Nansen	6
<i>Chapitre 5. — QUESTIONS DE PERSONNEL:</i>	
a) Situation du personnel du Secrétariat	7
b) Association d'assurance mutuelle du personnel en cas de maladie ou d'accidents	8
<i>Chapitre 6. — RÉCLAMATIONS:</i>	
a) Réclamation de M. Manley O. Hudson	8
b) Réclamations concernant les bâtiments de la Société	9
c) Réclamation de M. van Eysinga tendant à établir que les pensions des membres de la Cour permanente de Justice internationale sont payables en florins-or	10
<i>Chapitre 7. — QUESTIONS FINANCIÈRES:</i>	
a) Dépenses de liquidation afférentes à l'année 1947	10
b) Vérification des comptes de 1946	10
c) Situation en ce qui concerne les contributions reçues en 1947 et les contributions restées impayées à la date du 28 février 1947	10

* * *

Annexes.

	Pages
1. Bilan actuariel de la Caisse des pensions du personnel de la Société des Nations au 31 juillet 1946: Rapport du D ^r H. Wyss, Actuaire-conseil de la Caisse des pensions	13
2 a). Conseil d'administration de la Caisse des pensions du personnel: Douzième rapport adressé au Comité de liquidation en tant que successeur de l'Assemblée	15
b). Treizième Rapport adressé au Comité de liquidation, en tant que successeur de l'Assemblée, et au Conseil d'administration du Bureau international du Travail	17
3. Comptes pour l'exercice financier 1946, de la Caisse des pensions du personnel, de la Caisse de prévoyance du personnel, du Fonds de pensions des membres de l'ancienne Cour permanente de Justice internationale	19
4. Vérification des comptes de la Caisse des pensions du personnel pour l'exercice 1946: Rapport de M. U. A. J. Brunskog, Commissaire aux comptes	24
5 a). Fonds de pensions des membres de l'ancienne Cour permanente de Justice internationale (Fonds de pensions des Juges): Rapport de l'Actuaire-conseil, en date du 11 mai 1946, sur la situation du Fonds	25
b). Rapport supplémentaire de l'Actuaire-conseil, en date du 27 janvier 1947	27
6 a). Demande d'avis juridique adressée à M. Plinio Bolla, Président du Tribunal fédéral suisse, et concernant le droit éventuel de M. Manley O. Hudson, ex-juge à la Cour permanente de Justice internationale, à être remboursé par la Société des Nations des impôts dus par lui aux Etats-Unis sur le traitement qu'il a reçu de la Société des Nations pour la période allant du 1 ^{er} janvier 1941 au 31 janvier 1946	28
b). Avis juridique donné par M. Plinio Bolla, Président du Tribunal fédéral suisse	42
7. Relevé des contributions reçues en 1947 et des contributions restées impayées à la date du 28 février 1947	48

REMARQUES PRÉLIMINAIRES

Le Troisième Rapport provisoire du Comité¹ est présenté aux Etats membres avec le ferme espoir que le prochain rapport sera le rapport définitif que prévoit la résolution de l'Assemblée du 18 avril 1946 et qui enregistrera l'achèvement de la tâche du Comité et sa propre dissolution.

Au cours d'une série de réunions, tenues du 10 au 18 février 1947, le Comité a non seulement réglé un certain nombre de questions qui, depuis sa création, avaient retenu son attention, mais il a encore fixé les grandes lignes à suivre pour le prompt règlement d'autres questions dont plusieurs comptaient parmi les plus importantes dont il ait eu à s'occuper: par exemple, l'avenir de la Caisse des pensions du personnel et du Fonds de pension des Juges. Il a également engagé des discussions préliminaires sur l'objet principal de sa tâche, au sujet duquel une décision définitive ne saurait, cependant, intervenir avant la clôture des comptes: à savoir la détermination de la part des avoirs matériels et liquides de la Société qui doit revenir à chaque Etat membre.

En conséquence, le présent rapport donne un compte rendu plus détaillé que cela n'a été possible dans les rapports antérieurs au sujet des considérations qui ont amené le Comité à prendre des décisions sur certaines des questions dont il était saisi ou à indiquer la manière dont une solution définitive devait être recherchée pour d'autres questions.

Le présent rapport fournit des détails complets sur la situation financière, mais il convient d'attirer l'attention sur le fait que, dans le second semestre de 1946, il a été perçu une somme de 10.109.956 francs suisses au titre des contributions et des arriérés et que, depuis le 1^{er} janvier 1947, une somme de 2.350.359,92 francs suisses est entrée dans les caisses de la Société. Les pourparlers se poursuivent avec les quelques Etats qui ne se sont pas encore acquittés de leurs obligations et l'on peut raisonnablement espérer que de nouveaux paiements seront opérés avant la fin du mois de mars 1947.

¹ Les Premier et Deuxième Rapports provisoires, auxquels on est prié de se reporter à l'occasion du présent rapport, ont été publiés respectivement comme documents C.83.M.83.1946 et C.89.M.89.1946.

CHAPITRE I

TRANSFERTS EFFECTUÉS DEPUIS LE 30 NOVEMBRE 1946¹

I. AVOIRS, FONDS, ETC., TRANSFÉRÉS

Objet	Transférés à	Date du transfert
Biens mobiliers du Bureau subsidiaire de New Delhi	Nations Unies	31 déc. 1946
Haut Commissariat pour les réfugiés:	Comité intergouvernemental pour les Réfugiés (en vue du transfert ultérieur à l'Organisation internationale pour les Réfugiés)	id. id.
a) Solde du Fonds humanitaire ^{2 3}		
b) Solde du Fonds pour l'établissement des réfugiés de la Sarre ^{2 3}		
c) Mobilier et installations du Bureau de Londres		
Biens mobiliers de l'Institut international de Coopération intellectuelle sur lesquels la Société avait un droit de propriété ⁴	Nations Unies	7 fév. 1947
Solde du prix Wateler de la Paix (Donation de la Fondation Carnegie) ^{3 5}	id. id.	27 fév. 1947

II. ACTIVITÉS TRANSFÉRÉES

Objet	Transférées à	Date du transfert
Institut international de Coopération intellectuelle	Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture	31 déc. 1946
Haut Commissariat pour les Réfugiés	Comité intergouvernemental pour les Réfugiés (en vue du transfert ultérieur à l'Organisation internationale pour les Réfugiés)	1 ^{er} janv. 1947

III. PERSONNEL TRANSFÉRÉ LORS DE LA CESSATION DES ACTIVITÉS DE LA SOCIÉTÉ

Le 1^{er} janvier 1947, un fonctionnaire de la première Division, appartenant au personnel du Bureau subsidiaire de New Delhi, a été transféré aux Nations Unies, et deux fonctionnaires, l'un de la première Division et l'autre de la deuxième Division, appartenant au personnel de la Trésorerie, ont été transférés au Bureau international du Travail. Ces deux derniers fonctionnaires ont été temporairement détachés à nouveau par le Bureau international du Travail au Secrétariat, où leur concours est indispensable pour l'achèvement de la liquidation.

Depuis la publication du dernier rapport, d'autres membres du Secrétariat ont accepté des engagements dans l'Organisation des Nations Unies et dans les institutions spécialisées.

¹ Les transferts effectués avant le 1^{er} décembre 1946 sont énumérés dans les Premier et Deuxième Rapports provisoires.

² Les soldes du Fonds humanitaire (destiné à secourir les réfugiés Nansen) et du Fonds de la Sarre ont été transférés sous réserve qu'ils seront utilisés exclusivement pour l'assistance aux catégories respectives de réfugiés en faveur desquelles ils avaient été constitués.

³ Le montant du solde effectivement transféré sera indiqué dans le Rapport définitif du Comité.

⁴ Le 19 novembre 1946, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une résolution aux termes de laquelle, afin d'assurer, sous les auspices de l'UNESCO, la continuité des travaux accomplis par l'Institut international de Coopération intellectuelle, le Secrétaire général des Nations Unies était invité à autoriser l'UNESCO à utiliser les avoirs de l'Institut transférés par la Société des Nations aux Nations Unies (*Journal des Nations Unies*, No. 38; Supplément A-A/P.V./49, du 21 novembre 1946, page 325).

⁵ Par un télégramme en date du 31 décembre 1946, le Secrétaire général des Nations Unies a confirmé l'acceptation du solde de cette donation dans les conditions stipulées par l'Assemblée de la Société (voir Rapport de la Commission de contrôle sur les travaux de sa 100^e session, document A.19.1946.X, page 6).

CHAPITRE 2

TRANSFERTS EN COURS A LA DATE DU 28 FÉVRIER 1947

AVOIRS, FONDS, ETC.

A. *Transferts aux Nations Unies encore en voie de règlement.*

a) *Archives.*

Les archives ont été officiellement transférées aux Nations Unies, mais il est intervenu, entre les deux organisations, un arrangement aux termes duquel elles devaient se concerter sur certaines questions concernant l'entretien et l'affectation des archives de la Société.

Ces pourparlers n'ayant pas eu lieu, il a été signalé, en janvier, au Secrétariat des Nations Unies, qu'il y aurait lieu d'établir une distinction très nette entre, d'une part, les documents de travail nécessaires pour l'accomplissement des tâches courantes des Nations Unies, et, d'autre part, les archives de la Société elles-mêmes. Il est évident que les documents de travail doivent être mis, selon les besoins, à la disposition du nouveau personnel. Néanmoins, tous les efforts devraient être faits pour éviter les dispersions qui ne seraient pas indispensables et pour maintenir, autant que possible, l'unité des archives, qui constituent un élément important de la documentation relative à l'histoire internationale entre les deux guerres.

Le Secrétariat des Nations Unies a maintenant reconnu pleinement l'importance que présentaient ces observations et il s'est engagé à prendre tout le soin voulu de cette partie de l'héritage de la Société des Nations.

b) *Avoirs dont l'évaluation est en cours*¹.

Par une résolution adoptée le 7 décembre 1946², l'Assemblée générale des Nations Unies a approuvé l'Accord³ concernant l'exécution du transfert, aux Nations Unies, de certains avoirs de la Société des Nations ainsi que le Protocole⁴ concernant l'exécution de diverses opérations de transfert, aux Nations Unies, de certains avoirs de la Société des Nations. Cet Accord et ce Protocole avaient été élaborés conformément aux dispositions du « Projet commun » portant sur le transfert de certains avoirs de la Société des Nations.

L'Assemblée générale a, en outre, autorisé le Secrétaire général des Nations Unies à préparer un tableau fixant définitivement l'évaluation de ces avoirs, conformément aux termes du Projet commun, de concert avec le Comité consultatif des questions administratives et budgétaires et avec les autorités de la Société, étant entendu que ce tableau, une fois accepté par le Comité consultatif, par les autorités de la Société et par le Secrétaire général des Nations Unies, sera considéré comme définitif.

Les discussions prévues dans la résolution susmentionnée seront prochainement terminées.

c) *Fonds extra-budgétaire et comptes d'attente*⁵.

i) *Fonds Léon Bernard; Fondation Darling.* — Le Secrétaire général des Nations Unies ayant fait savoir, le 31 janvier 1947, qu'il est habilité par l'Assemblée générale à accepter la gestion de ces deux Fonds en vue de leur transfert ultérieur à l'Organisation mondiale de la Santé, la procédure à suivre fait l'objet d'actifs pourparlers entre les deux administrations.

ii) *Fonds de la Maison internationale de la Presse.* — Les discussions concernant le transfert de la garde de ce fonds conformément aux vues de l'Assemblée se poursuivent.

d) *Fonds de dotation de la Bibliothèque.*

Le Secrétaire général des Nations Unies a fait connaître, le 31 décembre 1946, que l'Assemblée générale avait décidé, le 7 décembre 1946, d'accepter le Fonds de dotation de la Bibliothèque et qu'il se propose d'adopter, pour la gestion de ce Fonds, des règles en vertu desquelles le Fonds sera réservé de façon permanente pour les fins qui avaient été prévues lors de sa création.

En même temps que la lettre datée du 29 juillet 1946, par laquelle il offrait ce Fonds aux Nations Unies, le Secrétaire général de la Société, sur les instructions du Comité, avait transmis un exemplaire des « Règles révisées proposées pour la gestion du Fonds après son transfert aux Nations Unies ».

Les discussions sur ces règles révisées sont en cours.

e) *Avoirs du Bureau d'Extrême-Orient, Singapour.*

Le transfert matériel, aux Nations Unies, de la partie des archives, de la bibliothèque et des installations du Bureau qui a survécu à la guerre s'effectuera dès réception de l'inventaire demandé aux autorités locales.

¹ Voir les notes 4 et 5 du Tableau annexé au Projet commun, qui est reproduit dans le Premier Rapport provisoire, Annexe I, Appendice, page 13.

² Document des Nations Unies A/214, du 5 décembre 1946.

³ Pour le texte, voir Premier Rapport provisoire, Annexe 2 (i), page 14.

⁴ Pour le texte, voir Premier Rapport provisoire, Annexe 2 (ii), page 16.

⁵ Les recommandations de la Commission de contrôle approuvées, le 18 avril 1946, par l'Assemblée, et concernant l'affectation de ces fonds figurent dans le Rapport de la Commission sur les travaux de sa 100^e session (document A.19.1946.X, pages 7-8).

Dans le passé, les fonds affectés aux dépenses de ce Bureau provenaient en partie du don Rockefeller à l'Organisation d'Hygiène, en partie des contributions des Etats membres et des territoires d'Extrême-Orient qui s'intéressaient directement aux travaux du Bureau et, enfin, de subsides votés par l'Assemblée dans les budgets annuels de la Société.

Compte tenu de ces circonstances et de l'intérêt particulier que présente la réouverture, à une date aussi rapprochée que possible, de ce Bureau, le Comité de liquidation a décidé qu'il serait conforme aux vœux de l'Assemblée de la Société de transférer aux Nations Unies, pour transfert ultérieur à l'Organisation mondiale de la Santé, le solde créditeur figurant, lors de la liquidation finale, au compte du Bureau de Singapour, après déduction des paiements qui ont été autorisés par le Comité en faveur de deux anciens fonctionnaires du Bureau pour la perte d'effets personnels à la suite de l'occupation japonaise. Le montant du solde à transférer sera indiqué dans le Rapport définitif du Comité.

B. *Transferts à l'Organisation internationale du Travail encore en voie de règlement.*

Caisse des pensions du personnel et Fonds de pensions des Juges.

Comme l'a indiqué le Deuxième Rapport provisoire¹, l'Organisation internationale du Travail a décidé, en principe, d'accepter la recommandation de l'Assemblée visant le transfert, à cette Organisation, de la Caisse des pensions du personnel et du Fonds de pensions des Juges, étant entendu que les dispositions financières appropriées seront adoptées antérieurement à la prise en charge par l'Organisation internationale du Travail des responsabilités afférentes à la Caisse et au Fonds. La Conférence internationale du Travail ayant laissé toute latitude au Conseil d'administration en ce qui concerne le détail des conditions de transfert, des négociations sont en cours entre le Comité de liquidation et les autorités de l'Organisation internationale du Travail. La prochaine session du Conseil d'administration s'ouvrira le 5 mars 1947.

En examinant les aspects de la question qui intéressent la *Caisse des pensions du personnel*, le Comité de liquidation n'a pas perdu de vue l'engagement assumé par les Membres de la Société dans le paragraphe 16 c) de la résolution de l'Assemblée du 18 avril 1946, qui est ainsi conçu :

« c) La Caisse continuera à verser aux fonctionnaires retraités du Secrétariat et du Greffe de la Cour permanente, à leurs veuves et à leurs enfants, les sommes ou prestations que leur doit la Caisse; mais, si ces paiements entraînent pour la Caisse un déficit qui doit être couvert par des contributions supplémentaires de l'Organisation internationale du Travail, ces contributions seront réparties entre les Etats membres de l'Organisation qui étaient Membres de la Société des Nations à la date de la présente résolution, au prorata de leur contribution aux autres dépenses de l'Organisation internationale du Travail, qui sera proportionnellement majorée. »

Le Comité était également saisi du rapport de l'Actuaire-Conseil en date du 30 octobre 1946, concernant l'évaluation actuarielle de la Caisse au 31 juillet 1946², des douzième et treizième rapports du Conseil d'administration de la Caisse des pensions du personnel³, des Comptes de la Caisse au 31 décembre 1946⁴, et d'un rapport du Commissaire aux comptes⁵, en date du 14 février 1947, indiquant, notamment, la valeur en bourse des placements de la Caisse à la date susmentionnée. Ce dernier rapport indique que, sur les bases techniques actuelles de la Caisse (rendement de 4¼%), les avoirs de la Caisse dépassent de 5.391.000 francs suisses la réserve actuarielle. A cet égard, toutefois, un élément qui serait à prendre en considération est la baisse du loyer de l'argent qui est survenue depuis la création de la Caisse. Cette question retient encore l'attention du Comité.

En ce qui concerne la Caisse, le Comité attache de l'importance aux considérations ci-après :

a) Quel que soit le taux d'intérêt qui sera adopté dorénavant comme base d'évaluation de la Caisse, il ne saurait être question d'augmenter les sommes en capital payables, en lieu et place d'une pension annuelle, aux membres de la Caisse.

b) La Caisse ne doit pas accepter de nouveaux membres.

c) La situation, par rapport à la Caisse, des Etats membres de l'Organisation internationale du Travail qui ne sont pas membres de la Société ne doit pas être perdue de vue.

En considérant les dispositions qu'il y aurait lieu d'adopter pour renforcer le *Fonds de pensions des Juges* avant son transfert à l'Organisation internationale du Travail, le Comité a été saisi d'un rapport de l'Actuaire-conseil sur la situation du Fonds, en date du 11 mai 1946, et d'un rapport supplémentaire, en date du 27 janvier 1947⁶. Le Comité a pris des mesures pour obtenir d'une compagnie d'assurance un avis technique sur le montant dont il y aurait lieu d'augmenter le Fonds, en supposant un rendement de 2½% et en tenant compte de la situation actuelle du Fonds. On espère que la réponse fournira les bases qui permettront de calculer le montant indispensable pour assurer de manière satisfaisante la situation du Fonds en question avant son transfert.

Un relevé des Comptes du Fonds de pension des juges au 31 décembre 1946 se trouve à l'Annexe 3 (page 22).

¹ Document C.89.M.89.1946, page 3.

² Voir Annexe 1.

³ Voir Annexe 2 a) et b).

⁴ Voir Annexe 3.

⁵ Voir Annexe 4.

⁶ Voir Annexe 5 a) et b).

CHAPITRE 3

SERVICES, FONDS, ETC., NON TRANSFÉRABLES, LIQUIDÉS DEPUIS LE 30 NOVEMBRE 1946¹

Caisse de prévoyance du personnel: liquidée le 31 décembre 1946.

Conformément à la recommandation de la Commission de contrôle², approuvée, le 18 avril 1946, par l'Assemblée, le solde de la Caisse de prévoyance du personnel qui, après le remboursement de l'avance provenant du Fonds de réserve³, se montait à 47.916,40 francs suisses, a été porté, le 31 décembre 1946, au crédit de la Caisse des pensions du personnel.

Les comptes de la Caisse de prévoyance du personnel au 31 décembre 1946 figurent à l'annexe 3 (pages 20 et 21).

CHAPITRE 4

SERVICES, FONDS, ETC., NON TRANSFÉRABLES, EN COURS DE LIQUIDATION

Office Nansen.

Après avoir entendu un exposé de M. de Reffye, liquidateur de l'Office Nansen, le Comité a adopté la décision ci-après:

« Le Comité de liquidation de la Société des Nations:

« Considérant, d'une part:

« 1^o Que, conformément au Rapport de la deuxième Commission de la vingt et unième Assemblée approuvé le 18 avril 1946, il appartient « aux autorités chargées de la liquidation de la Société de prendre toutes mesures utiles pour la liquidation de l'ex-Office international Nansen »;

« 2^o Que le liquidateur actuel dudit Office, M. de Reffye, désigné par le Conseil d'administration de ce même Office et envers lequel il est directement responsable, a été muni par le même Conseil d'administration de très larges pouvoirs devant permettre, dans le plus bref délai, la liquidation de l'Office en question;

« 3^o Que le principal obstacle à cette liquidation, déjà considérablement retardée par la deuxième guerre mondiale et les événements subséquents, semble être la liquidation du fonds autonome, dit Fonds du Proche-Orient;

« 4^o Que la liquidation du Fonds du Proche-Orient intéresse au premier chef les réfugiés arméniens au profit desquels ledit Fonds a été institué;

« 5^o Que le Comité intergouvernemental pour les Réfugiés a accepté de prendre en charge la protection des réfugiés arméniens assurée jusqu'au 31 décembre 1946 par le Haut Commissaire de la Société des Nations;

« 6^o Que, par ailleurs, parmi les créanciers du Fonds du Proche-Orient figure le Fonds humanitaire pour les réfugiés Nansen, fonds dont la gestion se trouve confiée dès le 1^{er} janvier 1947 au Comité intergouvernemental pour les Réfugiés;

« Et considérant, d'autre part:

« 1^o Qu'il est hautement désirable que le Comité de liquidation de la Société soit saisi en temps utile du rapport final de M. de Reffye, avant la clôture de ses propres travaux;

« 2^o Que bien que la Société ne puisse encourir aucune responsabilité quelconque du fait de cette liquidation, le Comité est néanmoins désireux de constater que toutes les garanties ont été prises pour que la liquidation de l'ex-Office Nansen s'effectue en bonne et due forme et selon les directives tracées par le Conseil d'administration de l'Office:

« Prend acte de la déclaration faite à cet égard par M. de Reffye dans la séance du 13 février 1947 et conçoit comme suit:

« 1. M. Burnier, représentant de l'Office à Beyrouth, sera invité par télégramme de clore ses comptes jusqu'à fin février 1947 au plus tard, et de se rendre dès maintenant à Paris avec les comptes de sa gestion accompagnés des pièces justificatives.

« 2. Avant son départ pour Paris, M. Burnier remettra tous les dossiers des cas non encore liquidés à la personne qui lui sera indiquée par M. de Reffye.

« 3. Les comptes de M. Burnier seront examinés et contrôlés par le Comité de liquidation de l'ex-Office Nansen. A cette occasion, ledit Comité cooptera un membre possédant toutes les qualifications requises pour le contrôle des comptes. Ses services seront éventuellement rétribués par le Fonds du Proche-Orient.

¹ Les services, fonds, etc., liquidés avant le 1^{er} décembre 1946 sont énumérés dans les Premier et Deuxième Rapports provisoires du Comité.

² Voir Rapport de la Commission de contrôle sur les travaux de sa 101^e session, document A.25.1946.X, chapitre A.

³ Cette avance, qui se montait à 174.100 francs suisses, a été ultérieurement transférée à la Caisse des pensions du personnel.

« 4. Une fois ce contrôle effectué, le Comité de liquidation de l'ex-Office Nansen donnera décharge à M. Burnier après lui avoir payé tous les frais nécessités par sa gestion et la rémunération à laquelle il a droit.

« 5. Le reliquat du Fonds du Proche-Orient, déduction faite des prélèvements prévus au paragraphe 4 ci-dessus, sera réparti entre les créanciers du Fonds eu égard aux conditions stipulées dans les contrats de prêts et au prorata de leurs créances.

« A cette occasion, un rapport sera rédigé par M. de Reffye. Ce rapport, qui devra être approuvé par le Comité de liquidation de l'Office, sera adressé, à titre d'information, au Comité de liquidation de la Société des Nations. Tous les créanciers du Fonds du Proche-Orient, y compris le Comité intergouvernemental pour les Réfugiés à Londres, recevront copies de ce rapport.

« 6. En ce qui concerne les comptes non encore liquidés et prévus au paragraphe 2 ci-dessus, M. de Reffye déléguera ses pouvoirs à une personne choisie par l'Union générale arménienne de bienfaisance et agréée par le Comité de liquidation de l'ex-Office Nansen. Cette délégation de pouvoirs se fera conformément à la résolution adoptée en date du 25 novembre 1938 par le Conseil d'administration de l'Office Nansen qui, entre autres, prévoit que le liquidateur possède le droit de se subroger ou de donner mandat en vue de l'exécution d'une partie de son activité.

« Les Gouvernements syrien et libanais, qui seront dûment informés de cette délégation de pouvoirs, seront priés de bien vouloir prêter au représentant du liquidateur toute l'aide et l'assistance nécessaires pour l'exercice de ses fonctions.

« 7. Le montant des créances récupérées par le délégué sera réparti par les soins de M. de Reffye aux créanciers selon la procédure fixée à l'alinéa 1 du paragraphe 5 ci-dessus. Le rapport rédigé à cette occasion par le délégué à Beyrouth sera porté à la connaissance des créanciers du Fonds, y compris le Comité intergouvernemental (ou tout autre organisme international qui aura définitivement pris en charge la protection des réfugiés arméniens), par l'intermédiaire de M. de Reffye, aussitôt qu'il aura été approuvé par ce dernier.

« 8. Les archives et tous autres documents se référant à la liquidation des propriétés sises en Syrie et au Liban seront remis aux autorités compétentes syriennes et libanaises, aussitôt que la liquidation du Fonds du Proche-Orient aura été terminée.

« Les archives administratives seront mises à la disposition de l'organisation internationale qui aura été chargée de la protection des réfugiés arméniens. »

« Charge le Secrétaire général de :

« 1^o Communiquer, aux fins utiles, au Directeur du Comité intergouvernemental le texte de la décision adoptée en date de ce jour¹ par le Comité ;

« 2^o Prier les Gouvernements syrien et libanais, auxquels le texte de cette décision sera également communiqué, de bien vouloir prêter à M. de Reffye, liquidateur de l'ex-Office Nansen, ainsi qu'à son représentant, toutes les facilités nécessaires pour l'exercice de leurs fonctions. »

CHAPITRE 5

QUESTIONS DE PERSONNEL

a) Situation du personnel du Secrétariat.

Le tableau suivant fait ressortir la réduction progressive du personnel du Secrétariat depuis le 1^{er} juin 1946 :

	1946			1947
	1 ^{er} juin	1 ^{er} août	30 nov.	28 février
Hauts fonctionnaires	4	3	2	2
Première division	37	22	6	5
Deuxième division	97	50	17	13
Troisième division	21	1	—	—
Non classés	87	—	—	—
	246	76	25	20

Les chiffres ci-dessus comprennent tout le personnel émergeant au budget du Secrétariat, y compris les personnes employées aux opérations de liquidation.

La colonne de droite comprend un fonctionnaire de la première Division et un fonctionnaire de la deuxième Division qui ont été transférés, le 1^{er} janvier 1947, au Bureau international du Travail, mais qui sont temporairement détachés au Secrétariat.

¹ Le mardi 18 février 1947.

b) *Association d'assurance mutuelle du personnel en cas de maladie ou d'accident.*

Par suite de la dissolution de la Société et du licenciement subséquent de presque tout le personnel du Secrétariat, la question s'est posée de l'avenir de l'Association d'assurance-maladie du personnel. Bien qu'elle ait été créée par la Société, l'Association était un organe autonome, dirigé par un Comité exécutif et par l'Assemblée générale de ses membres, qui était seule compétente, aux termes des statuts de l'Association, pour prendre des décisions quant à l'avenir de celle-ci.

Le Secrétaire général, bien qu'il fût représenté au Comité exécutif, n'avait, en ce qui concerne l'Association, aucune responsabilité légale. D'autre part, la Société, qui, pendant toute l'existence de l'Association, a contribué à ses dépenses, n'avait pas de droits juridiques à faire valoir sur une part des avoirs, qui appartiennent à l'Association en tant que telle.

Aux termes des statuts de l'Association, les fonctionnaires du Secrétariat sont tenus, à l'expiration de leurs services, d'abandonner toutes prétentions qu'ils pourraient avoir à l'égard de l'Association. Il s'ensuit que l'Association se serait trouvée, au cours de l'automne de 1946, lorsque la majeure partie des fonctionnaires du Secrétariat furent transférés aux Nations Unies, sans un nombre suffisant de membres pour pouvoir assurer dorénavant son existence. En vue du maintien des buts pour lesquels l'Association avait été créée, l'Assemblée générale adopta donc un amendement aux statuts, en vertu duquel le titre de l'Association était modifié et devenait « Association d'assurance du personnel des Organisations internationales au Palais des Nations », ce qui permit, non seulement aux anciens fonctionnaires du Secrétariat de rester membres de l'Association, mais encore aux fonctionnaires des Nations Unies en service à Genève et aux fonctionnaires des organisations intergouvernementales ayant leur siège au Palais des Nations d'en faire partie.

Les amendements aux statuts ayant obtenu l'entier assentiment du représentant du Secrétaire général au Comité exécutif, et les fins pour lesquelles l'Association avait été créée se trouvant ainsi sauvegardées, le Comité de liquidation a approuvé les décisions qui avaient été prises.

Les avoirs de l'Association, qui, au 31 juillet 1946, se montaient à environ 80.000 francs suisses, ont été transférés à la nouvelle Association. Tous les anciens fonctionnaires du Secrétariat, actuellement en service, au Palais des Nations, auprès de l'une des organisations susmentionnées, peuvent ainsi continuer à jouir des avantages accordés par l'assurance en cas de maladie ou d'accident, ce qui correspond aux intentions qui avaient présidé à la création, par la Société, de l'ancienne Association. Ils constituent la grande majorité des membres de la nouvelle Association.

Les anciens membres du Secrétariat qui ont accepté un poste ailleurs et qui ne peuvent donc, aux termes des statuts amendés, adhérer à l'Association, sont autorisés sous certaines conditions, en cas de maladie ou d'accident, à s'adresser à l'Association pour obtenir une assistance qui est accordée sur un fonds spécial réservé à cet effet par l'Assemblée générale.

CHAPITRE 6

RÉCLAMATIONS

Au cours de la série de réunions tenues en février 1947, le Comité a réglé certaines des réclamations élevées contre la Société, et dont il a eu à s'occuper. Des progrès satisfaisants ont été réalisés en vue du règlement d'autres réclamations.

Celles au sujet desquelles une décision définitive est intervenue, sont indiquées ci-dessous :

- a) *Réclamation de M. Manley O. Hudson, ancien membre de la Cour permanente de Justice internationale, tendant au remboursement de l'impôt sur le revenu exigé par le « Commissioner of Internal Revenue » des Etats-Unis sur les arriérés de traitement versés en 1946, pour la période du 1^{er} janvier 1941 au 31 janvier 1946.*

Au cours de la guerre, la Commission de contrôle avait eu l'occasion d'examiner la réclamation de M. Manley O. Hudson, citoyen des Etats-Unis, qui demandait à ce que son traitement de juge à la Cour permanente de Justice internationale lui fût payé net de tout impôt sur le revenu. Le fondement juridique de cette réclamation se trouve à l'article 32 du Statut de la Cour, qui est ainsi conçu :

« Les membres de la Cour reçoivent un traitement annuel.

« »

« Les traitements sont exempts de tout impôt. »¹

A cet égard, il convient d'observer que, en acceptant d'accorder une situation exceptionnelle aux membres de la Cour, l'Assemblée était certainement guidée par la considération que, en tant que membres de la haute cour internationale de justice, ils devaient être placés non seulement sur un pied d'égalité les uns vis-à-vis des autres, mais aussi dans une situation d'indépendance financière, quel que fût le volume du travail qui pouvait, à un moment quelconque, incomber à la Cour. En 1940, la Commission de contrôle, comme l'exposent son Rapport relatif à l'année 1940 et son Premier Rapport pour l'année 1941², tout en assurant la continuation de l'existence de la Cour, s'était crue obligée de demander une réduction du traitement normalement attaché aux fonctions de membre de la Cour, et, du 1^{er} janvier 1941 jusqu'au 31 janvier 1946, la

¹ L'article 32 du statut de la nouvelle Cour internationale de Justice renferme la même prévision.

² Documents C.152.M.139.1940.X et C.53.M.50.1941.X.

rémunération des juges (autres que le Président de la Cour) fut limitée à 500 francs suisses par mois. Après la guerre, et dans le cadre des arrangements relatifs à la dissolution de la Cour, l'ensemble de la question qui se posait entre la Société et les juges fut réexaminé. A la suite de cet examen, il fut versé une somme de 106.730,61 florins des Pays-Bas à chacun des membres de la Cour en règlement des arriérés de traitement. Les circonstances dans lesquelles s'effectua ce règlement sont signalées dans le Premier Rapport de la Commission de contrôle pour l'année 1945¹.

Plusieurs années avant cette décision, M. Hudson, qui résidait alors aux Etats-Unis, avait lui-même soulevé, auprès des autorités compétentes américaines, la question de savoir dans quelle mesure son traitement de juge à la Cour permanente de Justice internationale était assujéti à l'impôt des Etats-Unis sur le revenu. Les autorités américaines refusèrent de tenir compte de l'argument selon lequel les traitements des juges, membres de la plus haute instance judiciaire internationale, étant payés sur des fonds fournis par une association internationale d'Etats, devaient être exonérés de l'impôt sur le revenu. Elles firent valoir que, les Etats-Unis n'étant pas partie au Statut de la Cour, le traitement de M. Hudson, en tant que membre de la Cour, était, selon la législation des Etats-Unis, assujéti à l'impôt des Etats-Unis sur le revenu. Dans ces conditions, M. Hudson argua qu'il avait droit au remboursement par la Société, conformément à l'article 32 du Statut de la Cour, et sa réclamation revêtit une importance pratique plus considérable lorsque fut prise, après la guerre, la décision concernant le paiement d'une somme substantielle au titre des arriérés de traitement des juges.

Le Comité de liquidation eut donc à poursuivre l'examen de cette question à partir du point où l'avait laissée la Commission de contrôle.

Les questions d'ordre juridique que posait cette réclamation donnèrent lieu à certains doutes, et le Comité de liquidation estima nécessaire d'obtenir d'une haute autorité judiciaire un avis consultatif avant de pouvoir arriver à un règlement équitable de cette question. Il se mit donc en rapport avec M. Plinio Bolla, président du Tribunal fédéral suisse, qui voulut bien consentir à donner son avis au Comité sur les considérations d'ordre juridique que comportait ce cas d'espèce. Etant donné l'importance des questions en jeu, le Comité de liquidation estime utile de consigner ici 1) les termes de la demande d'avis adressée à M. Plinio Bolla et 2) les termes de la réponse de celui-ci. Ces documents sont, en conséquence, joints en annexe au présent rapport².

On observera que, de l'avis de M. Plinio Bolla :

1) La Société des Nations est obligée, au cas où les autorités des Etats-Unis n'accorderaient pas l'exemption d'impôt, de rembourser à M. Hudson l'impôt exigé de lui par le fisc américain sur la totalité de ses arriérés de traitement pour la période comprise entre le 1^{er} janvier 1941 et le 31 janvier 1946;

2) Le montant à rembourser par la Société représente la différence entre la somme que M. Hudson aura à payer au fisc américain et la somme qu'il aurait dû payer si la Société ne lui avait pas versé les arriérés de traitement se montant à 106.730,61 florins des Pays-Bas.

3) La Société n'est pas tenue de rembourser à M. Hudson un impôt quelconque dont les autorités des Etats-Unis pourront frapper les montants remboursés au titre de la rubrique 2) ci-dessus.

Le Comité de liquidation, après avoir examiné attentivement la question à la lumière du rapport de M. Plinio Bolla, croit devoir accepter l'avis de M. Bolla. M. Hudson a été informé de ce fait et des mesures sont actuellement prises pour déterminer le montant qui est dû. Il convient de mentionner que cette décision a été adoptée sous réserve que M. Hudson prendrait toutes les mesures nécessaires pour que les autorités des Etats-Unis, en déterminant ses obligations fiscales, tiennent dûment compte du fait que les paiements faits aux juges en 1946 représentent non pas le traitement de l'année au cours de laquelle le paiement a été opéré, mais des arriérés de traitement afférents à une période de cinq ans et un mois. M. Hudson a, depuis lors, informé le Comité que le « Commissioner of Internal Revenue » a décidé que les paiements effectués en 1946 doivent être considérés, du point de vue fiscal, comme constituant une partie du revenu de M. Hudson pour ladite année.

Le Comité de liquidation désire souligner officiellement combien il est sincèrement obligé à M. Plinio Bolla de l'avis autorisé que celui-ci a formulé sur cette affaire, ainsi que de l'assistance que M. Bolla a bien voulu prêter au Comité pour le règlement de la question.

b) *Réclamations concernant les bâtiments de la Société.*

Un compromis est intervenu au sujet des deux réclamations en suspens de l'Entreprise sanitaire du Palais des Nations (E.S.) et de l'Entreprise du Chauffage et de la Ventilation du Palais des Nations (E.C.V.), concernant les installations faites par elles dans les bâtiments de la Société.

Ces deux réclamations, qui ont été formulées pour la première fois en 1937, avaient été, par la suite, renvoyées à un tribunal arbitral.

Les deux firmes en question avaient réclamé des dommages et intérêts à raison de retards dans la construction des nouveaux bâtiments, et leurs réclamations s'élevaient ensemble à une somme de 1.138.000 francs suisses. Ce montant comprenait à la fois une indemnité pour les pertes prétendument subies au titre des dépenses administratives et pour les pertes prétendument subies par suite de la dévaluation du franc suisse. En ce qui concerne l'E.C.V., la réclamation comportait également une demande d'indemnité pour des travaux qui, tout en n'ayant pas été ordonnés par les architectes, avaient été exécutés par cette firme et ultérieurement acceptés (agrandissement de la surface de chauffe des chaudières et dédoublement de la tuyauterie à distance).

¹ Document C.118.M.118.1945.X.

² Voir Annexe 6 a) et b).

En raison des difficultés que les deux firmes prétendaient avoir subies pour recueillir les moyens de preuve qu'elles voulaient faire valoir à l'appui de leurs réclamations, la procédure d'arbitrage, en dépit des efforts du Secrétariat pour l'activer, n'était pas encore terminée lorsque la question est venue devant le Comité de liquidation. En conséquence, ce dernier a abouti à la conclusion qu'une tentative devait être faite pour régler les deux réclamations, en offrant une somme raisonnable à titre de règlement de compte définitif et intégral. Ce faisant, le Comité a été guidé par les considérations suivantes: La procédure d'arbitrage, étant donné les circonstances des deux cas d'espèce, se serait sans doute prolongée et aurait pu se poursuivre au delà de la phase définitive de la liquidation de la Société. Il aurait été alors nécessaire, soit d'ajourner la date de la liquidation finale, soit de déposer une certaine somme entre les mains d'un fiduciaire. Toutefois, il aurait été virtuellement impossible de prévoir les montants exacts qui, en cas d'une décision défavorable du tribunal arbitral, auraient dû être payés par la Société; en sus de ces sommes, les honoraires des hommes de loi et la part revenant à la Société dans les frais judiciaires se seraient également accrues. Le Comité a donc autorisé le Secrétaire général à aboutir à un règlement de compromis aussi satisfaisant que possible, et il est maintenant en mesure de signaler le succès des efforts du Secrétaire général, car les firmes en question ont accepté un montant total de 130.000 francs suisses et ont donné quittance en règlement définitif et intégral de ces réclamations.

- c) *Réclamation de M. van Eysinga tendant à établir que les pensions des membres de la Cour permanente de Justice internationale sont payables en florins-or.*

Le Comité a été saisi d'une réclamation émanant de M. van Eysinga, et dans laquelle celui-ci s'efforce d'établir que la Société est légalement tenue de payer en florins-or les pensions des anciens juges.

Le Comité a obtenu une consultation juridique au sujet de la réclamation de M. van Eysinga et selon l'avis formulé, cette réclamation n'est pas fondée en droit. Il a, en conséquence, décidé, à l'unanimité, de rejeter ladite réclamation.

Un certain nombre d'autres réclamations d'importance secondaire, héritage du passé ou présentées depuis la création du Comité, ont été réglées ou sont en voie de règlement. Dans toutes ces affaires, le Comité a examiné avec sympathie celles qui pouvaient sembler comporter des conséquences individuelles indûment pénibles, mais il a décidé qu'il ne devait pas se laisser guider par d'autres arguments que ceux qui reposent sur des engagements et responsabilités d'ordre juridique.

CHAPITRE 7

QUESTIONS FINANCIÈRES

- a) *Dépenses de liquidation afférentes à l'année 1947.*

Le second rapport provisoire indiquait qu'une provision, d'un montant de 200.100 francs suisses, avait été autorisée pour les dépenses afférentes à la liquidation de la Société durant le premier trimestre de 1947. On espérait alors que la liquidation pourrait être achevée à la fin du mois de mars. Toutefois, en raison de retards qui ne sont pas dus au Comité, ainsi que du fait que de nouveaux paiements seront probablement effectués au titre des contributions, on estime maintenant que la phase finale n'interviendra qu'à une date un peu plus éloignée. En conséquence, le Comité a autorisé le Secrétaire général à continuer d'engager des dépenses pendant le mois d'avril et, si cela est nécessaire, pendant le mois de mai, au même prorata mensuel que celui qui a été approuvé pour le premier trimestre et, si besoin en est, de couvrir les dépenses de 1947 au moyen de l'excédent de 1946.

- b) *Vérification des comptes de 1946.*

Le Comité espère pouvoir faire figurer dans son prochain rapport la déclaration du Commissaire aux comptes relative aux comptes de l'exercice 1946 du Secrétariat, de l'Organisation internationale du Travail et de la Cour permanente de Justice internationale.

- c) *Situation en ce qui concerne les contributions reçues en 1947 et les contributions restées impayées à la date du 28 février 1947.*

L'annexe 7 présente un relevé détaillé des contributions reçues en 1947 et des contributions restées impayées à la date du 28 février 1947.

Si, dans l'ensemble, la situation accuse une certaine amélioration, le Comité se voit obligé d'attirer l'attention sur les arriérés relativement considérables dont quelques Etats restent redevables, surtout certains des Etats avec lesquels des arrangements spéciaux sont intervenus, soit en 1935, soit pendant la dernière session de l'Assemblée, soit depuis la création du Comité. En ce qui concerne les règlements intervenus en 1935, le Comité désire insister sur la recommandation ci-après, formulée par le Comité pour le règlement des contributions arriérées et approuvée par l'Assemblée de 1935:

« 6. Enfin, le Comité recommande à l'Assemblée de n'approuver un arrangement avec un Etat en vue du règlement de ses contributions arriérées que si cet Etat paie ponctuellement, non seulement les sommes annuellement exigibles aux termes de l'arrangement, mais encore ses contributions de l'année en cours. Il propose que, si l'un ou l'autre de ces paiements n'est pas effectué intégralement au cours de l'année de l'échéance, l'arrangement lui-même soit considéré comme automatiquement annulé et la dette intégralement due. »¹

¹ Document A.73.1935.X.

La plupart des arrangements conclus lors de la dernière Assemblée de 1946 étaient subordonnés à la ponctualité du paiement stipulé et renferment une réserve analogue à celle qui est mentionnée ci-dessus. Il est rappelé, une fois de plus, aux Etats membres redevables d'arriérés que, dans le cas de ceux auxquels s'appliquent les réserves précitées, le Comité, en vertu de la résolution de l'Assemblée du 18 avril 1946, ne pourra adopter d'autre solution que de faire figurer leur nom sur la liste prévue par cette résolution et d'indiquer, en regard, le montant intégral dont ils sont redevables à la Société.

Afin que les comptes puissent être définitivement clos le 31 mars 1947 et que la détermination du pourcentage des avoirs de la Société qui est dû à chaque Etat membre ne se trouve pas indûment retardée, le Comité a prié les Etats retardataires de s'acquitter de leurs obligations au plus tard le 15 mars prochain. Pour les raisons données ci-dessus, le Comité attache la plus grande importance à ce que cette demande reçoive une prompte exécution.

ANNEXE 1

C.P.99. (Genève, octobre 1946).

BILAN ACTUARIEL DE LA CAISSE DES PENSIONS DU PERSONNEL
DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS AU 31 JUILLET 1946

Rapport du Dr H. Wyss, Actuaire-conseil de la Caisse des pensions.

I.

Depuis la dernière expertise actuarielle de la Caisse des pensions du personnel de la Société des Nations, telle qu'elle se présentait le 31 décembre 1944, la moitié des membres actifs ont démissionné. L'effectif de ces membres a reculé de 197 personnes au 31 décembre 1944 à 98 au 31 juillet 1946. Une grande partie des membres démissionnaires ont reçu l'indemnité en capital prévue dans le règlement; toutefois, un nombre assez important d'anciens membres ont choisi le service de la pension de retraite. C'est pourquoi l'effectif des membres pensionnés a passé, depuis le 31 décembre 1944, de 163 à 204 retraités au 31 juillet 1946. Les données relatives à l'effectif des membres, aux traitements assurés, aux pensions assurées, ont été fournies, ainsi que toutes les autres particularités, par les fiches du personnel que le Secrétariat de la Caisse a tenues et mises à disposition pour servir de base aux calculs.

Voici les données les plus importantes relatives à l'effectif des membres assurés:

Membres assurés au 31 juillet 1946.

Catégories	Membres actifs	Retraités Nombre	Arrérages annuels Francs
Secrétariat	1	118	563.367
Bureau international du Travail	97	78	401.773
Cour permanente de Justice internationale.	—	8	42.529
Total	98	204	1.007.669

II.

Le Conseil d'administration de la Caisse des pensions m'a chargé de calculer la réserve mathématique des membres encore actifs et des retraités au 31 juillet 1946, par groupes séparés, suivant qu'ils font ou ont fait partie de l'une des trois organisations suivantes:

Secrétariat de la Société des Nations,
Bureau international du Travail,
Cour permanente de Justice internationale.

La réserve mathématique représente la valeur actuelle, déterminée par des méthodes actuarielles, des engagements futurs de la Caisse des pensions à l'égard de chacun de ses membres, déduction faite de la valeur actuelle des contributions réglementaires que la Caisse doit encore recevoir à l'avenir pour chacun de ses membres actifs.

Le calcul a été effectué dans l'hypothèse que la Caisse aura à fournir, à l'avenir également, soit lors de la mise à la retraite, soit en cas de démission, le montant exact des prestations fixées dans le Règlement; en revanche, il a été supposé que la Caisse ne recevra pas à l'avenir les contributions réglementaires, mais — comme c'est le cas depuis quelques années — des contributions augmentées (18, 16 ou 15³/₄% du traitement). Ces contributions, ainsi que le rendement de ses placements, sont les seules recettes de la Caisse qui aient été prises en considération.

Conformément au mandat qui m'avait été donné, j'ai effectué deux calculs:

1^o Le *premier calcul* fait état des bases techniques adoptées lors de la fondation de la Caisse, au taux technique de 4¹/₄%. Conformément aux méthodes de calculs adoptées jusqu'ici, il n'a pas été tenu compte des charges supplémentaires qui peuvent résulter dans certaines circonstances pour la Caisse lorsque, en cas de démission, la prestation accordée selon le règlement (pension ou indemnité en capital) est plus grande que la réserve mathématique à disposition.

2° Si la Caisse continue ses opérations, elle ne peut plus faire appel à la garantie de la Société des Nations; aussi, pour évaluer ses engagements futurs, il n'est plus possible d'adopter les anciennes bases techniques. En particulier, il ne conviendrait plus, à l'avenir, d'admettre que le rendement des placements atteindrait $4\frac{1}{4}\%$ par an, à moins qu'un nouveau garant ne s'engage à couvrir toutes les futures pertes d'intérêts.

C'est pourquoi j'ai été chargé d'effectuer un *second calcul* d'après des bases techniques mieux adaptées aux circonstances dont il faut tenir compte. A cet effet, les anciennes bases techniques ont été modifiées comme suit:

a) Le taux technique a été abaissé de $4\frac{1}{4}\%$ à $2\frac{1}{2}\%$ par an;

b) Pour tenir suffisamment compte de la diminution de la mortalité, les engagements résultant des pensions de retraite en cours et des droits d'expectative ont été augmentés de 10% environ par rapport à ceux qui résulteraient de la table de mortalité utilisée jusqu'ici.

Par suite de ces modifications, les bases techniques ont dû être entièrement transformées.

* * *

Les calculs ont conduit aux résultats suivants, dont les détails se trouvent dans l'appendice au présent rapport:

	I. Anciennes bases techniques, taux technique $4\frac{1}{4}\%$	II. Bases techniques modifiées, taux technique $2\frac{1}{2}\%$.
	Réserve mathématique Francs suisses	Reserve mathématique Francs suisses
Secrétariat	7.404.078	9.891.975
B. I. T.	10.459.598	15.844.004
Cour permanente	545.962	730.183
Total	18.409.638	26.466.162

III.

Si la Caisse doit être mise à même d'assumer ses obligations à l'avenir, sans recevoir de dotations spéciales, il faut lui affecter un fonds au moins égal à la réserve mathématique.

A cette occasion, on ne pourrait tenir compte du résultat du *premier calcul* basé sur un taux technique de $4\frac{1}{4}\%$ que si la Caisse reçoit la garantie que ses placements fourniront régulièrement un rendement de $4\frac{1}{4}\%$ ou que, dans le cas contraire, les pertes d'intérêts seront compensées par des allocations spéciales. En outre, il serait aussi nécessaire de faire couvrir par des allocations spéciales les pertes résultant de l'écart entre la mortalité présumée d'après les anciennes bases techniques et la mortalité effective (prolongement du service des pensions de retraite).

Les hypothèses sur lesquelles se fonde le second calcul semblent devoir mieux répondre à l'évolution future. Mais même si la Caisse est dotée d'un fonds d'environ 26,5 millions de francs, il conviendrait de lui procurer la garantie d'un tiers, notamment eu égard au fait que l'effectif des membres lui restant est relativement faible et ne fournit plus une base suffisante pour la compensation des risques. En outre, le risque tend à s'uniformiser toujours plus à mesure que le service des pensions en cours prend plus d'importance. Dans ces circonstances, il y a lieu de craindre qu'au cours des années des fluctuations assez importantes ne puissent se produire en relation avec la réalisation du risque. Naturellement, la garantie accordée conformément au second calcul serait beaucoup moins lourde pour le garant que celle qui ferait état du premier calcul dont on sait d'emblée qu'il ne repose pas sur des bases tenant suffisamment compte de la réalité. Si l'on adopte le taux technique de $2\frac{1}{2}\%$, le danger des pertes d'intérêts est notablement moindre qu'en admettant le taux technique de $4\frac{1}{4}\%$.

S'il n'était pas possible, à l'avenir, d'obtenir régulièrement un rendement des placements de $2\frac{1}{2}\%$ par an, il faudrait toutefois augmenter le montant de la valeur actuelle des engagements de la Caisse, tels qu'ils résultent des évaluations. Si, par exemple, le taux technique devait être de 2% par an, il en résulterait au 31 juillet 1946 une réserve mathématique d'environ 29 millions de francs pour l'effectif assuré dont il est question ci-dessus.

Zurich, le 30 octobre 1946.

L'Actuaire-conseil:
(Signé) Hans Wyss.

* * *

Appendice.

RÉSERVE MATHÉMATIQUE AU 31 JUILLET 1946

		I. <i>Anciennes bases techniques</i> <i>(taux technique 4 1/4%)</i>	II. <i>Bases techniques modifiées</i> <i>(taux technique 2 1/2%)</i>
	Bénéficiaires	Réserve mathématique (Francs suisses)	
a) <i>Membres actifs.</i>			
Secrétariat	1	201.739	292.499
B. I. T.	97	5.592.021	9.408.921
Cour permanente	—	—	—
	<hr/>		
Total a)	98	5.793.760	9.701.420
b) <i>Bénéficiaires de pensions.</i>			
i) Retraités:			
Secrétariat	107	6.682.806	8.915.854
B. I. T.	58	3.807.328	5.025.800
Cour permanente	7	533.935	714.795
ii) <i>Veuves et orphelins:</i>			
Secrétariat	11	519.533	683.622
B. I. T.	20	1.060.249	1.409.283
Cour permanente	1	12.027	15.388
	<hr/>		
Total i) + ii):			
Secrétariat	118	7.202.330	9.599.476
B. I. T.	78	4.867.577	6.435.083
Cour permanente	8	545.962	730.183
	<hr/>		
Total b)	204	12.615.878	16.764.742
Total a) + b):			
Secrétariat	119	7.404.078	9.891.975
B. I. T.	175	10.459.598	15.844.004
Cour permanente	8	545.962	730.183
	<hr/>		
Total général	302	18.409.638	26.466.162
	<hr/>		

ANNEXE 2 a)

C.P.102.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA CAISSE DES PENSIONS DU PERSONNEL:
DOUZIÈME RAPPORT ADRESSÉ AU COMITÉ DE LIQUIDATION EN TANT QU'UN
SUCCESSEUR DE L'ASSEMBLÉE

Le Conseil d'administration de la Caisse des pensions du personnel s'est réuni à Genève, le 16 décembre 1946. Etaient présents les membres et fonctionnaires ci-après:

- M. F. T. CREMINS, nommé par la Conférence internationale du Travail, *Président*;
 - Professeur W. RAPPARD, nommé par la Conférence internationale du Travail, *Vice-Président*;
 - Miss J. STEMBERG, nommée par la Conférence internationale du Travail;
 - M. V. ŠTENČEK, représentant le Secrétaire général de la Société des Nations;
 - M. M.-R. DE SALIS, représentant le Directeur général du Bureau international du Travail;
 - M. H. GALLOIS, Bureau international du Travail;
 - M. P. SCHNAIDT,
 - Dr Y. BIRAUD,
 - M. J. H. B. LHOEST,
- } représentant les membres de la Caisse;
- M. P. WELPS, Secrétaire p. i. de la Caisse.

Etaient également présents:

- Dr H. WYSS, Actuaire-conseil de la Caisse;
- M^e J. SECRETAN, Conseiller juridique de la Caisse.

I. COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Président a soulevé la question de la composition du Conseil d'administration et demandé si la réunion actuelle est une réunion de l'ancien Conseil ou du nouveau, fondée à parler au nom des possesseurs actuels de la Caisse des pensions.

Le Comité a examiné cette question à la lumière de l'article 16 de la Résolution de l'Assemblée concernant la dissolution de la Société des Nations (document A.32(1).1946.X); il a pris acte du fait que les conditions fixées par ledit article n'étaient pas encore entièrement remplies, et que le Comité siégeait donc avec une composition intérimaire. Le Comité a reconnu, en outre, que ses décisions garderaient un caractère provisoire jusqu'à ce que les conditions stipulées à l'article 16 de la Résolution de l'Assemblée aient été remplies.

2. ELECTION DU PRÉSIDENT ET DU VICE-PRÉSIDENT

Le Comité a réélu M. Cremins comme Président et le professeur Rappard comme Vice-Président.

3. BILAN ACTUARIEL DE LA CAISSE

Le Conseil d'administration a examiné le rapport du Dr Wyss, Actuaire-conseil, d'après lequel la situation de la Caisse est saine. Il a noté ce fait avec satisfaction. Le Dr Wyss a informé le Conseil d'administration que, si la Caisse avait été liquidée au 31 juillet 1946, sur la base de la réserve mathématique, il serait resté, après liquidation de tous les engagements calculés selon l'ancienne base actuarielle, un solde d'environ 5,3 millions de francs suisses. Il a ajouté que, si les annuités de pension dues aux anciens membres du Secrétariat et de la Cour étaient achetées à une compagnie d'assurances, un paiement supplémentaire de 2,5 millions de francs suisses pour les fonctionnaires pensionnés du Secrétariat et de 0,2 million de francs suisses pour les fonctionnaires pensionnés de la Cour devrait être prévu. Ce montant ne comprendrait pas les frais d'administration. Ainsi, même alors, il resterait dans la Caisse un solde de 2,6 millions de francs suisses.

4. TRANSFERT DE LA CAISSE A L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Le Conseil d'administration a pris acte des trois résolutions, concernant la Caisse des pensions du personnel, qui ont été adoptées par la Conférence internationale du Travail, lors de sa vingt-neuvième session, à Montréal (septembre-octobre 1946), savoir:

a) *Résolution concernant l'adoption du Règlement révisé de la Caisse des pensions du personnel.*

« Considérant que le Conseil d'administration du Bureau international du Travail a décidé, à sa 98^e session tenue à Montréal en mai 1946, que l'Organisation internationale du Travail serait responsable du financement et de la gestion de la Caisse des pensions du personnel, sur la base des dispositions prévues au paragraphe 16 de la résolution adoptée, le 18 avril 1946, par la vingt et unième et dernière session de l'Assemblée de la Société des Nations, et sous réserve des arrangements faits pour que la Caisse des pensions soit réexaminée par l'Actuaire-Conseil de sorte que, selon les circonstances, des sommes puissent être prélevées sur les fonds de la Société par le Comité de liquidation avant que le transfert ne soit effectué;

« La Conférence, ayant pris note des propositions d'amendements au Règlement de la Caisse des pensions du personnel qui lui ont été présentées par le Conseil d'administration:

« Adopte le Règlement de la Caisse des pensions du personnel révisé de la manière suivante: . . . »

b) *Résolution concernant les contributions payables à la Caisse des pensions du personnel en 1947.*

« La Conférence internationale du Travail:

« Décide que la contribution de l'Organisation internationale du Travail à la Caisse des pensions pour 1947, prévue par l'article 7 a) du Règlement de la Caisse des pensions, sera fixée à 10,5 pour cent des traitements, soumis à retenue, des membres de la Caisse;

« Décide que, pour l'année 1947, les fonctionnaires mentionnés à l'article 4, paragraphe a), i) du Règlement de la Caisse des pensions continueront à verser une contribution supplémentaire d'un pour cent de leur traitement soumis à retenue, et les fonctionnaires mentionnés à l'article 4, paragraphe a), ii), une contribution supplémentaire d'un demi pour cent si leurs émoluments soumis à retenue dépassent 6.500 francs par an, et une contribution supplémentaire d'un quart pour cent si leurs émoluments soumis à retenue sont égaux ou inférieurs à 6.500 francs;

« Décide que, conformément à l'arrangement approuvé au cours des années précédentes, l'ensemble du crédit budgétaire voté pour 1947 afférent à la partie II du Budget sera versé à la Caisse des pensions. »

c) *Résolution concernant l'élection des membres du Conseil d'administration de la Caisse des pensions du personnel.*

« Aux termes de l'article 3 du Règlement révisé de la Caisse des pensions du personnel, la Conférence nomme, sur la désignation du Conseil d'administration du Bureau international du Travail, pour une durée d'un an à partir du 9 octobre 1946, en qualité de membres du Conseil d'administration de la Caisse des pensions du personnel, M. F. T. Cremins (Irlande) le professeur W. Rappard (Suisse), et le professeur H. Cramer (Suède), et, en qualité de membres suppléants, M^{lle} Stemberg (Pays-Bas), premier membre suppléant, et le professeur Kirkaldy (Royaume-Uni), deuxième membre suppléant. »

Le Conseil d'administration tenait à s'assurer que la Caisse, après avoir été transférée à l'Organisation internationale du Travail, bénéficierait des mêmes garanties que celles qui avaient

été données jusqu'ici par la Société des Nations. Il a enregistré avec satisfaction le fait que l'article 13 du Règlement de la Caisse des pensions du personnel, tel qu'il a été adopté par la Conférence internationale du Travail, renferme la disposition ci-après :

« L'Organisation internationale du Travail garantit le paiement de toutes sommes qui viendront à être dues, du chef des pensions ou des prestations à payer en capital, en vertu du présent Règlement. »

Le Conseil a noté, en outre, que, d'après les dispositions de l'article 7 du Règlement de la Caisse des pensions du personnel adopté par la Conférence du Travail, l'Organisation internationale du Travail sera responsable, à partir du 1^{er} janvier 1947, des contributions à la Caisse qui, jusqu'ici, avaient été versées par la Société en vertu de l'article 7 du Règlement existant.

Pour remplir les obligations qui lui incombent, l'Organisation internationale du Travail a prévu à son budget de 1947 un crédit de 703.660 francs suisses, composé des prévisions se rapportant : a) aux contributions afférentes aux membres du personnel de l'Organisation internationale du Travail actuellement membres de la Caisse, b) aux frais de gestion de la Caisse et c) à la contribution afférente au déficit estimé des intérêts sur les placements en 1947.

La Conférence internationale du Travail a décidé, en outre, que, pour continuer l'arrangement approuvé au cours des années antérieures, la totalité du crédit budgétaire de 1947 afférent à la Caisse des pensions du personnel sera versée à cette Caisse.

Le Conseil d'administration n'a pas cru devoir formuler de suggestions ou de propositions concernant les dispositions financières à prendre, sur les fonds de la Société, par le Comité de liquidation avant le transfert de la Caisse; il a estimé que c'était là une question qui doit être examinée par le Comité de liquidation. Il a toutefois acquis la conviction que, en ce qui concerne la situation juridique, toutes les mesures ont été prises pour assurer le fonctionnement satisfaisant de la Caisse après son transfert à l'Organisation internationale du Travail.

5.

Le Conseil d'administration a examiné à nouveau un appel qui avait été adressé par une pensionnée, dont la pension est payée en francs français. Dans le cas considéré, la pension se monte à environ 10.000 francs français par an — somme qui, dans des circonstances normales, permettrait une existence assurément très modeste, mais néanmoins supportable. Toutefois, en raison de la dépréciation considérable survenue dans le pouvoir d'achat du franc français, ce montant est maintenant de beaucoup inférieur au minimum d'existence indispensable et la pensionnée demande un rajustement de sa pension.

Dans son dixième rapport à l'Assemblée (document A.4.1946.X), le Conseil d'administration avait déjà attiré l'attention sur ce cas et sur quelques autres. Bien que, aux termes de ses statuts, le Conseil d'administration ne soit pas à même de consentir des secours, il a estimé qu'il serait désirable d'accorder, à titre charitable, une allocation destinée à augmenter temporairement la pension. Entre autres suggestions, le Conseil d'administration a examiné s'il serait possible, aux termes du Règlement, que le Comité de liquidation ou la Conférence internationale du Travail, à titre de mesure exceptionnelle visant les quelques cas où la pension est payée en francs français, et sans constituer un précédent, convertisse en francs suisses la pension accordée en francs français, au taux de 10 francs français pour un franc suisse, qui était le cours officiel du franc français au moment où la pension a été accordée. Le Conseil d'administration soumet la modification susmentionnée à l'examen favorable du Comité de liquidation ou de la Conférence internationale du Travail.

ANNEXE 2 b)

C.P.106 (Genève, 17 février 1947).

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA CAISSE DES PENSIONS DU PERSONNEL:
TREIZIÈME RAPPORT ADRESSÉ AU COMITÉ DE LIQUIDATION, EN TANT QUE
SUCCESSEUR DE L'ASSEMBLÉE, ET AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU BUREAU
INTERNATIONAL DU TRAVAIL

Le Conseil d'administration de la Caisse des pensions du personnel s'est réuni à Genève, le 17 février 1947. Étaient présents les membres et fonctionnaires ci-après :

M. F. T. CREMINS, nommé par la Conférence internationale du Travail, *Président*;
M. V. ŠTENČEK, représentant le Secrétaire général de la Société des Nations;
M. G. A. JOHNSTON, représentant le Directeur général du Bureau international du Travail;
M. S. JACKLIN, représentant le Directeur général du Bureau international du Travail;
M. M.-R. DE SALIS, Bureau international du Travail;
M. D. H. BLELLOCH, }
M. B. A. RENBORG, } représentant les membres de la Caisse;
M. P. SCHNAIDT, }
M. J. H. B. LHOEST, }
M. P. WELPS, Secrétaire p. i. de la Caisse;

Était également présent: M. K. G. MCKINLAY, Bureau international du Travail.

Le Comité était saisi du rapport présenté par l'Actuaire-Conseil (document C.P.104) en réponse à la demande faite par le Directeur général du Bureau international du Travail, conformément aux décisions prises par le Conseil d'administration à sa 99^e session (Montréal, septembre 1946).

Le Conseil d'administration était invité à faire rapport sur les trois questions ci-après :

- i) Les amendements au Règlement de la Caisse des pensions du personnel qui seraient nécessaires pour donner effet aux propositions du personnel, tendant à ce que la Caisse soit ouverte à tous les fonctionnaires réguliers de l'Organisation internationale du Travail, qui consacrent tout leur temps à leurs fonctions, et à ce que lesdits fonctionnaires obtiennent le droit de choisir de faire compter leurs services antérieurs en vue de la pension;
- ii) Les dispositions financières qui seraient nécessaires pour donner effet à ces propositions, compte tenu du rapport de l'Actuaire-conseil; et
- iii) Toutes observations que le Comité pourrait désirer formuler quant aux répercussions possibles de l'adoption de ces propositions sur la situation des membres et des pensionnés actuels de la Caisse.

Le Conseil d'administration a d'abord examiné la question ii). Il a noté que le rapport de l'Actuaire-conseil avait été établi, comme on le demandait, sur l'hypothèse d'un taux d'intérêt de 2½%, au lieu de 4¼%, et compte tenu des charges additionnelles, afférentes aux pensions, qui résultent de la diminution des taux de mortalité. Le Conseil d'administration a considéré que les propositions faites par l'Actuaire-conseil impliquaient que l'on s'écarterait complètement de la base essentielle du système de pensions actuel, notamment en prévoyant des taux individuels de contribution variables selon l'âge d'entrée et le sexe des fonctionnaires. Le Conseil d'administration a pris acte des conclusions auxquelles a abouti l'Actuaire-conseil. Selon ces conclusions, pour les 109 personnes dont le cas avait été pris en considération, le taux annuel moyen total des contributions serait de 28% du traitement; dans le cas de ces mêmes personnes, si l'on tenait compte des services antérieurs à partir de la date de la première nomination ou re-nomination dans le personnel du Bureau, la contribution annuelle moyenne atteindrait, au total, 33% du traitement. Tout en se rendant compte qu'une augmentation du nombre des membres serait de l'intérêt de la Caisse, le Conseil d'administration n'a pas estimé qu'un système exigeant des contributions aussi élevées pour les groupes d'âge supérieurs était réalisable.

Le Conseil d'administration a également noté, dans le deuxième rapport de l'Actuaire-conseil (document C.P.105), que, si le système de financement de la Caisse devait être modifié selon les grandes lignes indiquées dans le premier rapport de l'Actuaire-conseil (document C.P.104), il serait indispensable d'adapter l'article 9, paragraphe 4 a), du Règlement à ces conditions et que, en tout cas, il serait nécessaire de modifier les coefficients de réduction en cas de départ prématuré, si de nouvelles bases de calcul, par exemple un nouveau taux d'intérêt, devaient être adoptées.

En ce qui concerne iii), le Conseil d'administration a noté que le barème des contributions suggéré par l'Actuaire-conseil serait suffisant pour assurer les prestations existantes que prévoit le Règlement de la Caisse et n'exigerait le versement, à la Caisse, d'aucune somme initiale en capital. L'adoption de ces propositions ne porterait donc pas préjudice à la situation des membres et des pensionnés actuels de la Caisse. Le Conseil d'administration a tenu à enregistrer qu'il considère comme essentiel de sauvegarder les droits existants des membres et des pensionnés actuels.

Le Conseil d'administration, en examinant le point i), a estimé que, s'il devait être donné effet aux propositions du personnel tendant à ce que la Caisse soit ouverte à tous les fonctionnaires réguliers de l'Organisation internationale du Travail, consacrant tout leur temps à leurs fonctions, et à ce que ces fonctionnaires obtiennent le droit de choisir de faire compter leurs services antérieurs pour la pension, il serait nécessaire d'amender le Règlement de la Caisse des pensions en ce qui concerne la participation de ces nouveaux membres, notamment sur les points suivants, si le système suggéré par l'Actuaire-conseil était approuvé. (Il est entendu que les règles actuelles continueraient à s'appliquer aux membres et aux pensionnés existants.)

Article 1, paragraphe i): supprimer la dernière phrase afin de prévoir la possibilité d'entrée, dans la Caisse, des fonctionnaires âgés de plus de 45 ans qui en ont été exclus jusqu'ici.

Un nouveau paragraphe 5 devrait être ajouté à l'article premier pour prévoir l'admission de tous les fonctionnaires réguliers, consacrant tout leur temps à leurs fonctions, qui, actuellement, ne sont pas membres de la Caisse, ainsi qu'une disposition visant la prise en considération des services antérieurs au 1^{er} janvier 1947, dans le cas de ces fonctionnaires, au point de vue des prestations qui leur seraient dues.

L'article 4 devrait être modifié de façon à prévoir les nouveaux barèmes de contribution et les modes de fixation proposés par l'Actuaire.

En outre, le Conseil d'administration a décidé de proposer à l'adoption de la Conférence internationale du Travail la résolution ci-après :

« La Conférence internationale du Travail :

« Décide que la contribution de l'Organisation internationale du Travail à la Caisse des pensions pour 1948, prévue par l'article 7, paragraphe a), du Règlement de la Caisse des pensions du personnel, sera fixée à 10,5 pour cent des traitements, soumis à retenue, des membres de la Caisse;

« Décide que, pour l'année 1948, les fonctionnaires mentionnés à l'article 4, paragraphe a) i) du Règlement de la Caisse des pensions, du personnel continueront à verser une contribution supplémentaire d'un pour cent de leur traitement soumis à retenue et les fonctionnaires mentionnés à l'article 4, paragraphe a) ii), une contribution supplémentaire d'un demi pour cent si leurs émoluments soumis à retenue dépassent 6.500 francs par an, et une contribution supplémentaire d'un quart pour cent si leurs émoluments soumis à retenue sont égaux ou inférieurs à 6.500 francs;

« Décide que, en continuation de l'arrangement approuvé pour les années antérieures, la totalité du crédit budgétaire pour 1948 afférent à la Partie II du budget sera versée à la Caisse des pensions.

ANNEXE 3

C.P.103
C.2.M.2.1947.X. — Extrait N° I.

Genève, le 10 février 1947.

COMPTES, POUR L'EXERCICE FINANCIER 1946, DE LA CAISSE DES PENSIONS
DU PERSONNEL, DE LA CAISSE DE PRÉVOYANCE DU PERSONNEL, ET DU
FONDS DE PENSIONS DES MEMBRES DE L'ANCIENNE COUR PERMANENTE
DE JUSTICE INTERNATIONALE

COMPTES DE LA CAISSE DES PENSIONS DU PERSONNEL DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

CAISSE DE PENSIONS : BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1946

Actif.

	Francs suisses	Francs suisses
FONDS DISPONIBLES:		
Compte courant — francs suisses	1.132.208,95	
Compte courant — dollars des Etats-Unis (\$235.341,39) ¹	1.014.321,40	
Compte courant — livres sterling (£44.388 2s. 2d.) ¹ .	767.914,25	
Compte courant — dollars canadiens (\$23.827,77) ¹ . .	102.697,70	
Compte de dépôt-or (au prix d'achat)	8.338.949,95	
		11.356.092,25
PLACEMENTS (au prix d'achat) conformément aux indications détaillées figurant au tableau, pages 22-23		
Plus intérêts échus	11.609.409,43	
	41.521,25	
		11.650.930,68
COMPTES DÉBITEURS DIVERS:		
Dettes au titre des primes d'assurance		32.070,20
Divers		687,15
		23.039.780,28

Passif.

	Francs suisses	Francs suisses
FONDS ACCUMULÉS		
		22.786.365,68
COMPTES CRÉDITEURS DIVERS:		
Pensions exigibles mais non payées	252.806,20	
Sommes dues en capital	—	
		252.806,20
FONDS DE RÉSERVE SUR LES DETTES AU TITRE DES PRIMES D'ASSURANCE		
		608,40
		23.039.780,28

Le Chef comptable:
(Signé) O. JENNY.

Francs suisses
¹ Taux de conversion : 1 dollar des Etats-Unis = 4,31
1 livre sterling = 17,30
1 dollar canadien = 4,31

CAISSE DES PENSIONS DU PERSONNEL : RELEVÉ DES

RECETTES		Francs suisses	Francs suisses
Soldes au 1 ^{er} janvier 1946:			
En banque:			
Compte courant — francs suisses		702.721,70	
Compte courant — dollars des E.-U. (\$436.106,42) .		1.879.618,65	
Compte courant — livres sterling (£2.797 18s. 10d.) .		48.404,40	
Compte courant — dollars canadiens (\$48.339,93) . .		189.492,50	
Compte courant — francs français (fr. 16.312,50) . .		592,95	
Compte de dépôt-or		8.361.846,75	
Placements (prix d'achat), y compris les intérêts échus		13.066.309,98	
Débiteurs divers:			
Dettes pour primes d'assurance		30.836,75	
Divers		633,10	
		<hr/>	24.280.456,78
Recettes pendant l'année:			
	Francs suisses		
Contributions des membres de la Caisse des pensions	222.704,65		
Contributions des Etats membres des Organisations:			
Contributions courantes.	322.439,45		
Solde non dépensé de la partie VI du budget de la Société	631.834,35		
Recette accessoire (Partie VI) (Contributions des Etats non membres) .	164.410,—		
Montant remboursé pour des fonctionnaires détachés du Bureau international du Travail .	3.279,90		
Annuité	799.524,25 400.000,—		
		<hr/>	1.744.668,35
Contribution de la Société payée par des membres de la Caisse détachés temporairement		5.270,15	
Remboursement en vertu de l'article 19 du Règlement		6.347,50	
Intérêts		190.956,30	
Profit (net) de changes réalisé sur comptes courants . .		30.468,15	
Ajustements relatifs à l'année précédente		—	
		<hr/>	1.977.710,45
Remises de la Société des Nations représentant les soldes:			
du Fonds pour couvrir les pertes de change		285.129,75	
du Fonds de réserve.		174.100,—	
de la Caisse de prévoyance du personnel		47.916,40	
		<hr/>	507.146,15
Soldes au 31 décembre 1946:			
Pensions exigibles mais non payées		252.806,20	
Sommes dues en capital.		—	
Fonds de réserve sur les dettes au titre des primes d'assurance		608,40	
		<hr/>	253.414,60
			<hr/>
			27.018.727,98
			<hr/>

RECETTES ET DES DÉPENSES AU 31 DÉCEMBRE 1946

DÉPENSES		Francs suisses	Francs suisses
Soldes au 1 ^{er} janvier 1946:			
Pensions exigibles mais non payées		181.896,60	
Sommes dues en capital		204.629,05	
Fonds de réserve sur les dettes au titre des primes d'assurance		405,60	
		<hr/>	386.931,25
Dépenses pendant l'année:			
	Francs suisses		
Sommes en capital	1.926.346,65		
Remboursements de contributions	414.192,70		
	<hr/>	2.340.539,35	
Pensions	674.969,95		
Pensions d'invalidité	94.284,40		
Pensions aux veuves et orphelins	119.136,—		
	<hr/>	888.390,35	
Perte nette sur placements remboursés		344.928,10	
Divers		13.836,30	
Ajustements relatifs à l'année précédente		4.322,35	
		<hr/>	3.592.016,45
Soldes au 31 décembre 1946:			
En banque:			
Compte courant — francs suisses	1.132.208,95		
Compte courant — dollars des Etats-Unis (\$235.341,39) ¹	1.014.321,40		
Compte courant — livres sterling (£44.388 2s. 2d.) ¹	767.914,25		
Compte courant — dollars canadiens (\$23.827,77) ¹	102.697,70		
Compte de dépôt-or	8.338.949,95		
	<hr/>	11.356.092,25	
Placements (prix d'achat), y compris les intérêts échus		11.650.930,68	
Débiteurs divers:			
Dettes pour primes d'assurance		32.070,20	
Divers		687,15	
		<hr/>	23.039.780,28
			<hr/> <hr/>
			27.018.727,98

Le Chef comptable:
(Signé) O. JENNY.

¹ Pour les taux de conversion, voir note au bas de la page 19.

PLACEMENTS APPARTENANT A LA

Titres	Au 1 ^{er} janvier 1946			Placements achetés en 1946 ¹			Placements Valeur nominale
	Valeur nominale	Prix d'achat		Valeur nominale	Prix d'achat		
		en monnaie du titre	en francs suisses		en monnaie du titre	en francs suisses	
3¾% Emprunt brésilien 1957	\$E.-U. 52.560	\$ 27.625,—	116.083,90	—	—	—	—
7% Consort. italien de crédit 1927-1947	\$E.-U. 5.000	\$ 4.951,—	25.583,50	—	—	—	—
1¾% Emprunt canadien 1 ^{er} novembre 1948	\$ can. 2.741.000	\$ can. 2.741.000	10.739.736,35	—	—	—	—
4% Emprunt français 1939	Fl. 120.500	Fl. 110.156,75	259.859,75	—	—	—	—
5% Canal de Suez (386 obligations-or)		F.fr. 1.072.408,30	225.673,55	—	—	—	—
Canal de Suez (2 actions jouiss.)		F.fr. 37.759,40	7.671,88	—	—	—	—
Canal de Suez (172/5 Soc. civ.)		F.fr. 819.130,60	165.737,45	—	—	—	F.fr. 361.941,45
4% Emprunt argentin 1933-1953	£ 8.500	£ 7.976,80	172.210,85	—	—	—	—
2½% Bons Défense nationale britannique 1944-1948	£ 44.900	£ 49.889,96	973.652,70	£ 2.600	£ 2.598,76	56.306,80	—
2½% Emprunt norvégien 1946	Kr. 235.000	Kr. 231.475,—	252.319,50	Kr. 40.000,—	Kr. 39.400,—	43.118,20	—
			12.938.529,43			99.425,—	

COMPTES DE LA CAISSE DE PRÉVOYANCE DU

COMPTES DES RECETTES ET DES

RECETTES

SOLDES au 1^{er} janvier 1946:

En banque:

Compte courant — francs suisses	11.321,30
Compte courant — dollars des Etats-Unis (\$36.482,83)	157.241,—
Compte courant — livres sterling (£257 9s. 6d.)	4.454,35
Placements (prix d'achat)	148.127,75

Francs suisses Francs suisses

321.144,40

Débiteurs divers align="right">11,30

321.155,70

CONTRIBUTIONS :

Secrétariat.

Francs suisses

Contributions des membres	741,93
Contributions du Secrétariat	667,71

1.409,64

Bureau international du Travail.

Contributions des membres	1.721,20
Contributions du Bureau international du Travail	1.549,40

3.270,60

Caisse de décès et d'invalidité align="right">653,95

5.334,19

REVENU PROVENANT DES PLACEMENTS, Y COMPRIS LES INTÉRÊTS DE BANQUE

9.028,10

Moins montant transféré au Compte capital au titre des intérêts jusqu'au 31 décembre 1946 au taux de 2½%

2.322,49

6.705,61

333.195,50

¹ Placements transférés de la Caisse de prévoyance du personnel.

CAISSE DES PENSIONS DU PERSONNEL

vendus en 1946	Placements remboursés en 1946		Profit	Perte	Au 31 décembre 1946			
	Valeur nominale	en francs suisses			en francs suisses	Valeur nominale	Prix d'achat	
			en francs suisses	en monnaie du titre			en francs suisses	
—	—	—	—	—	\$ 52.560	\$ 27.625,—	116.083,90	144.981,50
—	—	—	—	—	\$ 5.000	\$ 4.951,—	25.583,50	— ²
—	—	—	—	—	\$ can. 2.741.000	\$ can. 2.741.000,—	10.739.736,35	11.866.871,70
—	Fl. 1.000	2.405,—	248,55	—	Fl. 119.500	Fl. 109.242,60	257.703,30	239.258,40
—	386 oblig.	131.576,95	—	94.096,60	—	—	—	—
—	—	—	—	—	2 actions	F.fr. 37.759,40	7.671,88	3.744,05
49.106,45	—	—	—	24.126,40	96/5 Société civile	F.fr. 457.189,15	92.504,60	58.625,25
—	£ 300	5.190,—	—	888,45	£ 8.200	£ 7.694.17.7	166.132,40	143.987,90
—	£ 47.500	821.750,—	—	208.209,50	—	—	—	—
—	Kr. 85.000	73.588,50	—	17.855,70	Kr. 190.000,—	Kr. 187.150,—	203.993,50	164.185,80
49.106,45		1.034.510,45	248,55	345.176,65			11.609.409,43	12.621.654,60

PERSONNEL DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS (EN LIQUIDATION)

DÉPENSES AU 31 DÉCEMBRE 1946

	DÉPENSES		
	Francs suisses	Francs suisses	Francs suisses
MONTANTS VERSÉS A DES MEMBRES DÉMISSIONNAIRES, ETC.:			
<i>Secrétariat.</i>			
Compte des membres	19.361,63		
Compte du Secrétariat	17.425,07		
		36.786,70	
<i>Bureau international du Travail.</i>			
Compte des membres	33.930,15		
Compte du Bureau international du Travail	30.538,55		
		64.468,70	
			101.255,40
Pertes nettes sur placements remboursés			9.765,25
Dépenses diverses			158,45
Remboursement de l'avance du Fonds de réserve de la Société des Nations			174.100,—
Solde final transféré à la Caisse des pensions du personnel			47.916,40
			<u>333.195,50</u>

Le Chef comptable:
(Signé) O. JENNY.

1 Taux de conversion :	1 dollar des E.-U.	=	4,31
	1 dollar canadien	=	4,31
	1 livre sterling	=	17,30
	100 florins	=	240,50 (taux fixe)
	100 francs français	=	3,635
	100 couronnes norvégiennes	=	86,61

² Ce titre n'est pas coté.

COMPTES DU FONDS DE PENSIONS DES MEMBRES DE L'ANCIENNE COUR PERMANENTE
DE JUSTICE INTERNATIONALE
RELEVÉ AU 31 DÉCEMBRE 1946

RECETTES	Francs suisses	Francs-or	DÉPENSES	Francs suisses	Francs-or
Fonds accumulés au 1 ^{er} janvier 1946: Compte de dépôt	1.380.752,39	976.615,18	Pensions payées en 1946 à titre de pensions dues pour 1946 (147.958,43 florins)	240.685,70	170.238,56
Prélèvement sur le crédit de 174.282,90 francs suisses figurant dans le budget de la Cour perma- nente de Justice internationale pour le vingt-huitième exercice (1946)	174.282,90	123.271,43	Fonds accumulés au 31 décembre 1946: Compte de dépôt	1.314.349,59	929.648,05
	1.555.035,29	1.099.886,61		1.555.035,29	1.099.886,61

Le Chef comptable:
(Signé) O. JENNY.

ANNEXE 4

VÉRIFICATION DES COMPTES DE LA CAISSE DES PENSIONS DU PERSONNEL
POUR L'EXERCICE 1946

Rapport de M. U. A. J. BRUNSKOG, Commissaire aux comptes.

J'ai examiné les comptes de la Caisse des pensions du personnel de la Société des Nations et les ai trouvés conformes, à tous égards, aux livres et au bilan à la date du 31 décembre 1946.

Pendant l'exercice 1946, le capital accumulé de la Caisse des pensions du personnel a diminué de 1.107.159,85 francs suisses, alors que, en 1945, il s'était accru de 1.066.170,35 francs suisses. Cette diminution est due surtout à l'augmentation, en 1946, des sommes en capital qui ont été versées — augmentation qui a été de 1.516.334,70 francs suisses. D'autre part, il y a lieu de noter que les soldes (au 1^{er} janvier 1946) du fonds destiné à couvrir les pertes de change et du Fonds de réserve ont été transférés à la Caisse des pensions du personnel en même temps que le solde final, au 31 décembre 1946, de la Caisse de prévoyance du personnel. Le total des sommes ainsi versées à la Caisse s'est élevé à 507.146,15 francs suisses.

La balance de la Caisse des pensions du personnel s'établissait comme suit au 31 décembre 1946:

	Francs suisses	
Débiteurs divers		32.757,35
Intérêts échus		41.521,25
Placements		11.609.409,43
Or		8.338.949,95
Espèces en caisse		3.017.142,30
		<u>23.039.780,28</u>
<i>Moins:</i>		
Pensions dues mais non encore payées	252.806,20	
Fonds de réserve pour dettes afférentes aux primes d'assurance	608,40	
		<u>253.414,60</u>
		22.786.365,68

Toutefois, il convient de mentionner que les placements de la Caisse sont indiqués dans le bilan au prix coûtant, savoir 11.609.409,43
Alors que, conformément aux cours indiqués par les banques ce jour, la valeur, en bourse, de ces placements s'élève à 12.623.702,40

De sorte qu'il y a une plus-value de 1.014.292,97
et, par conséquent, la valeur réelle de la Caisse des pensions du personnel, se monte actuellement à 23.800.658,65

En ce qui concerne les obligations 7% du Consortium de Crédit Italien (1927-1947), la Banque a reçu des renseignements selon lesquels les valeurs italiennes émises en dollars des Etats-Unis ne sont pas cotées, pour le moment, à la Bourse de New-York.

Le Commissaire aux comptes,
(Signé) Uno BRUNSKOG.

Genève, le 14 février 1947.

ANNEXE 5 a)

B.L. 13 (Genève, le 29 juin 1946).

FONDS DE PENSIONS DES MEMBRES DE L'ANCIENNE COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE (FONDS DE PENSIONS DES JUGES)

RAPPORT DE L'ACTUAIRE-CONSEIL, EN DATE DU 11 MAI 1946, SUR LA SITUATION DU FONDS

Note du Secrétaire général.

Conformément aux instructions de la Commission de contrôle, le Trésorier de la Société des Nations a adressé, le 26 mars dernier, au D^r Hans Wyss, Actuaire-conseil du Fonds de pensions des juges, une lettre le priant de bien vouloir examiner la situation du Fonds, à la date la plus récente possible, et évaluer le montant (en florins, au cours de 1 florin = 1,625 franc suisse) de la somme qui serait nécessaire pour garantir le service des pensions des quatorze juges encore en vie.

Le Secrétaire général a l'honneur de communiquer ci-dessous aux membres du Comité de liquidation la réponse du D^r Wyss, datée du 11 mai 1946.

* * *

En réponse à votre demande du 26 mars 1946, j'ai l'honneur de vous donner les renseignements suivants à propos de la situation du Fonds de pensions de la Cour de Justice:

1. Le compte annuel de 1945 du Fonds de pensions de la Cour de Justice indique que le fonds accumulé au 31 décembre 1945 se monte à 1.380.752 francs suisses ou 849.694 florins, si l'on adopte le taux de conversion de 1 florin = 1,625 franc, tel qu'il est mentionné dans votre lettre précitée.

S'il avait été possible d'affecter régulièrement à la Caisse les sommes prévues dans le plan primitif, le fonds aurait atteint, à la fin de 1945, 950.000 florins environ. Dans un bilan établi à la manière d'un budget, on aurait pu faire figurer, outre ce poste de l'actif, encore la valeur actuelle des annuités de 80.766 florins dont le paiement était prévu jusqu'en 1951, soit 450.000 florins environ. En outre, pour trois de ses membres, jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de 65 ans, la Caisse aurait reçu des contributions annuelles dont la valeur actuelle doit être estimée à 80.000 florins environ. D'après le plan primitif, l'actif du Fonds de pensions de la Cour de Justice à la fin de 1945 aurait atteint près de 1.500.000 florins.

J'ai déjà fait allusion dans des rapports précédents aux modifications apportées à ce plan primitif pour diverses raisons (voir, par exemple, mon rapport du 10 mai 1945).

2. Conformément à l'annexe V de votre lettre du 26 mars 1946, à partir du 1^{er} février 1946, onze juges ont droit à des pensions, dont le montant annuel s'élève à 156.189 florins. Plus tard, trois autres juges auront droit à des pensions, dont le total sera de 35.495,83 florins, mais qui ne commenceront à courir que lorsque les intéressés auront atteint l'âge de 65 ans.

3. Dans de précédents rapports (voir notamment celui du 10 mai 1945), j'ai exposé souvent les motifs pour lesquels toute évaluation du Fonds de pensions de la Cour de Justice d'après les principes actuariels est exclue. Pour obtenir au moins quelques éléments d'appréciation en vue de l'établissement d'un budget équilibré, certains calculs d'intérêt ont été faits d'après des hypothèses très simples, en négligeant l'influence de la mortalité. Ces calculs ont toujours été effectués en supposant que la Société des Nations garantirait dans chaque cas le paiement des pensions aux juges.

Si l'on détermine, en partant des hypothèses les plus importantes que le professeur Friedli avait déjà adoptées pour son premier plan financier, quel serait le montant du fonds nécessaire au 1^{er} juillet 1946 pour garantir le service des futures pensions à quatorze juges, en tenant compte des nouvelles circonstances (mise à la retraite de tous les juges, soit immédiatement, soit à l'âge de 65 ans, suppression du paiement des annuités et des contributions), on obtient les résultats suivants:

Hypothèse a): Le fonds produit régulièrement un intérêt de 2,5%; les pensions sont servies selon le chiffre 2, à chaque juge jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de 80 ans; dans ce cas le fonds nécessaire serait de 1.165.000 florins. Il serait même un peu inférieur au total de l'actif qui devrait se trouver disponible au 31 décembre 1945 d'après le plan primitif, conformément aux explications sous chiffre 1. Cela provient surtout de ce que, dans bien des cas, le service de la pension a commencé plus tard qu'il n'était admis dans le budget;

Hypothèse b): Si les pensions étaient servies dans les mêmes conditions, à une différence près toutefois, c'est-à-dire jusqu'à ce que l'assuré ait atteint l'âge de 85 ans, le fonds, au 1^{er} juillet 1946, devrait être de 1.885.000 florins. Ce montant est plus élevé que le total de l'actif indiqué sous chiffre 1 d'après le plan primitif, parce que le paiement des pensions n'était prévu dans le budget que jusqu'à l'âge de 80 ans.

L'hypothèse *b*) semble correspondre beaucoup mieux à la réalité que l'hypothèse *a*). Dans les deux cas cependant, le fonds nécessaire est notablement plus élevé que celui qui était effectivement disponible à la fin de 1945.

4. Depuis que la garantie de la Société des Nations concernant les engagements du Fonds de pensions de la Cour de Justice a été supprimée, un autre garant doit intervenir à sa place. Comme institution entièrement livrée à elle-même, le Fonds de pensions de la Cour de Justice ne pourrait pas fonctionner d'une manière satisfaisante. Il ne procurerait pas aux juges une garantie suffisante concernant l'exécution des engagements pris à leur égard, à moins qu'il ne soit renforcé d'une manière vraiment exagérée.

Pratiquement, il me semble que nous n'avons que deux solutions à envisager :

a) La nouvelle Caisse des pensions de l'Organisation du Travail, qui va se créer et reprendra probablement les engagements de l'ancienne Caisse des pensions de la Société des Nations, pourrait également assumer les obligations de la Caisse de pensions de la Cour de Justice. Comme contre-prestation équitable au point de vue actuariel, il conviendrait de fournir à la Caisse de l'Organisation du Travail un fonds de 1.650.000 florins.

b) Les engagements de la Caisse de pensions de la Cour de Justice pourraient être remis à une entreprise privée d'assurances. Je constate, à la lecture des pièces jointes à votre lettre du 26 mars 1946, que cette solution a déjà été examinée. Deux offres ont été faites, à savoir :

aa) Une émane d'une entreprise hollandaise (*Nationale Levensverzekering-Bank N.V.*). D'après cette offre, la Compagnie en question se chargerait de servir aux quatorze juges les pensions indiquées sous chiffre 2 contre paiement d'une prime unique de 1.510.452 florins, en tenant compte du décès de deux juges.

bb) L'autre offre a été faite par une Compagnie anglaise. Si, pour faciliter la comparaison, les chiffres indiqués par elle sont convertis en florins, le montant demandé en échange de la même garantie est de 1.693.158 florins.

Une comparaison exacte des deux offres montre que la différence serait encore plus grande si l'offre de la Compagnie anglaise prévoyait le paiement de pensions absolument identiques à celles de l'offre mentionnée sous *aa*). Cette dernière ferait courir, à partir du 1^{er} mai 1946, les rentes trimestrielles payables à terme échu. Les premiers arrérages seraient donc payés le 1^{er} août 1946, à condition que l'assuré soit en vie ce jour-là, les suivants le 1^{er} novembre 1946, 1^{er} février 1947, et ainsi de suite.

Selon l'offre *bb*), en revanche, les rentes courraient à partir du 1^{er} juillet 1946. Elles seraient payables semestriellement, à terme échu. Les premiers arrérages ne seraient donc exigibles que le 1^{er} janvier 1947, puis les suivants le 1^{er} juillet 1947, et ainsi de suite. En outre, l'offre *aa*) prévoit que les trois pensions qui commenceront à courir plus tard seraient plus élevées de 200 florins que les rentes correspondantes selon l'offre *bb*). Dans les mêmes conditions que celles de l'offre *bb*), la prime unique à verser à la Compagnie hollandaise serait d'environ 200.000 florins plus faible que celle que demande la Compagnie anglaise. Il ne faudrait cependant pas manquer de remarquer, en parlant de cette différence, que la question du coût de l'assurance n'est pas la seule à considérer. Il faut tenir compte encore d'autres facteurs lorsqu'il s'agit de choisir la Compagnie qui devrait assumer les engagements du Fonds de pensions de la Cour de Justice.

5. D'une part, pour pouvoir apprécier les offres faites par deux compagnies d'assurances sur la vie et, d'autre part, pour attirer l'attention sur le fait que la *Société suisse d'Assurances générales sur la vie humaine* serait également disposée à assumer le service des pensions prévues pour les quatorze juges, j'ai aussi fait calculer une offre par cette Société.

En supposant que les rentes commencent à courir le 1^{er} juillet 1946, selon cette offre, les rentes viagères trimestrielles, payables à terme échu, selon le tableau figurant dans l'annexe V de votre lettre du 26 mars 1946, nécessiteraient le paiement d'une prime unique de 1.591.816 florins. Si l'on prévoit des rentes semestrielles — comme la Compagnie anglaise — la prime unique serait de 1.568.000 florins.

La *Société suisse d'Assurances générales sur la vie humaine* est connue comme une entreprise sûre et consciencieuse. Depuis longtemps, elle a un gros portefeuille d'assurances de rentes. Même pendant les dernières années, elle a payé régulièrement des arrérages de rentes dans presque tous les pays. Comme elle est autorisée à exercer ses opérations non seulement en Suisse, mais aussi aux Pays-Bas et en France, et qu'elle a dans ces pays des sièges spéciaux, les rentes pourraient être servies sans difficulté, soit en florins avec lieu d'exécution à Amsterdam, soit en francs suisses avec lieu d'exécution en Suisse, selon le désir exprimé par l'assuré au moment de la conclusion du contrat. Je me tiens volontiers à votre disposition pour vous donner toutes les explications concernant les questions qui pourraient se poser à ce sujet. Si vous le désirez, je serais disposé à vous soumettre une offre détaillée, en joignant toutes les pièces nécessaires à son appréciation.

* * *

J'espère vous avoir donné tous les renseignements que vous désiriez. Je me tiens à votre entière disposition pour les compléter si cela était nécessaire.

(Signé) Wyss.

ANNEXE 5 b)

B.L.87 (Genève, le 30 janvier 1947).

FONDS DE PENSIONS DES JUGES

RAPPORT SUPPLÉMENTAIRE DE L'ACTUAIRE-CONSEIL, EN DATE DU 27 JANVIER 1947

Note du Secrétaire général.

Dans son rapport, en date du 11 mai 1946 (document B.L.13), l'Actuaire a examiné la situation du Fonds à la date du 1^{er} juillet 1946, et a indiqué le montant de la somme qui serait nécessaire pour garantir le service des pensions des quatorze juges encore en vie.

Dans un rapport supplémentaire, en date du 27 janvier 1947, l'Actuaire examine la situation, à la date du 15 mars 1947, en supposant que, à cette date, aucune modification ne sera intervenue dans l'effectif des membres ayant droit à une pension.

Ce rapport est reproduit ci-après.

* * *

Comme complément à ma lettre du 11 mai 1946, je vais résumer les résultats des calculs qu'on obtient en prenant en considération la date du 15 mars 1947, en supposant qu'à cette date aucune modification ne sera intervenue dans l'effectif des membres ayant droit à la pension.

Les calculs font état des données communiquées par le Secrétariat, d'après lesquelles onze juges sont au bénéfice d'une pension. Le montant total de ces pensions s'élève à 156.189 florins. Plus tard, trois autres juges seront pensionnés et toucheront ensemble 35.495,83 florins; les pensions ne commenceront à courir que quand ils auront atteint l'âge de 65 ans.

Quant au reste, je me réfère aux observations et aux réserves faites dans la lettre susmentionnée du 11 mai 1946.

Ne connaissant pas encore l'état du fonds accumulé au 15 mars 1947, je dois me borner à indiquer le montant nécessaire d'après les différentes hypothèses mentionnées plus en détail dans la lettre en question. Dès que le montant du fonds accumulé sera connu, il sera donc possible de calculer directement le montant dont, le cas échéant, il devrait être renforcé.

Calculs effectués au 15 mars 1947 en supposant payées les prestations échues.

Hypothèse a: Le fonds produit régulièrement un intérêt de 2½%. La pension est servie à chaque juge jusqu'à l'âge de 80 ans. Fonds nécessaire: 1.070.000 florins.

Hypothèse b: Le fonds produit régulièrement un intérêt de 2½%. La pension est servie à chaque juge jusqu'à l'âge de 85 ans. Fonds nécessaire: 1.800.000 florins.

Hypothèse c: Le fonds produit régulièrement un intérêt de 2½%. La pension est servie à chaque juge jusqu'à son décès. L'évaluation actuarielle d'après les bases techniques de la Caisse des pensions du personnel de la Société des Nations, mais en tenant compte d'un intérêt technique de 2½% seulement, donne un fonds nécessaire de 1.720.000 florins.

Pour faciliter la comparaison, je mentionne encore les hypothèses suivantes:

Hypothèse d: Le fonds ne produit pas d'intérêt. La pension est servie à chaque juge jusqu'à l'âge de 80 ans. Fonds nécessaire: 1.285.000 florins.

Hypothèse e: Le fonds ne produit pas d'intérêt. La pension est servie à chaque juge jusqu'à l'âge de 85 ans. Fonds nécessaire: 2.185.000 florins.

Du point de vue actuariel, il me semble indiqué de prendre en considération le résultat selon l'hypothèse *c* (fonds nécessaire: 1.720.000 florins) si le Fonds des pensions des membres de la Cour permanente de Justice internationale est géré par le Bureau international du Travail et s'il bénéficie de la garantie des Etats membres de la Société des Nations.

(Signé) Wyss.

ANNEXE 6 a)

B.L.45(1) (Genève, le 23 juillet 1946).

DEMANDE D'AVIS JURIDIQUE ADRESSÉE A M. PLINIO BOLLA, PRÉSIDENT DU TRIBUNAL FÉDÉRAL SUISSE, ET CONCERNANT LE DROITS ÉVENTUEL DE M. MANLEY O. HUDSON EX-JUGE A LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE, A ÊTRE REMBOURSÉ PAR LA SOCIÉTÉ DES NATIONS DES IMPÔTS DUS PAR LUI AUX ÉTATS-UNIS SUR LE TRAITEMENT QU'IL A REÇU DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1^{er} JANVIER 1941 AU 31 JANVIER 1946.

1. Quoique les Etats-Unis ne fussent pas partie au Statut de la Cour permanente de Justice internationale, on jugea désirable qu'il y eût un candidat américain aux élections à la Cour.

Ainsi M. Bassett Moore, M. Hughes et M. Kellogg furent successivement élus juges à la Cour. En dernier lieu, le professeur Manley Hudson fut élu lors du renouvellement général de la Cour, en septembre 1930, pour une période de neuf années allant du 1^{er} janvier 1931 au 31 décembre 1940.

2. Du fait de la guerre, le Conseil et l'Assemblée ne purent procéder en 1939 à la réélection des juges dont le mandat expirait. Ce mandat fut donc prolongé en vertu de l'article 13 du Statut qui dit:

« Les membres de la Cour sont élus pour neuf ans.

« Ils sont rééligibles.

« Ils restent en fonction jusqu'à leur remplacement... »

3. La Commission de contrôle décida en 1940 d'effectuer une réduction substantielle du budget¹ qui prendrait effet le 1^{er} janvier 1941. En conséquence, il fut décidé que, durant la période de crise, les juges (à l'exception du Président) recevraient jusqu'à nouvel avis une allocation mensuelle de 500 francs suisses et qu'en outre une indemnité supplémentaire leur serait payée dans le cas où la Cour se réunirait. Le Président de la Cour réserva les droits des juges sur cette question et la Commission de contrôle, de son côté, réserva sa position.

En fait, la Cour ne tint aucune session judiciaire pendant la période de crise et, à la suite de la création par les Nations Unies de la Cour de Justice internationale appelée à remplacer la Cour permanente de Justice internationale, tous les juges, y compris M. Manley Hudson, donnèrent leur démission pour qu'elle prît effet à la date du 1^{er} février 1946.

La Commission de contrôle, par une résolution comprise dans son rapport du 20 novembre 1945, décida, d'accord avec le Président de la Cour, que les juges recevraient pour la période allant du 1^{er} janvier 1940 au 31 janvier 1946 un traitement annuel de 24.000 florins hollandais², déduction faite de l'allocation mensuelle de 500 francs qui leur avait été payée antérieurement. Du fait de ce rappel de traitement, M. Manley Hudson toucha une somme de 106.730,61 florins hollandais, qui fut versée à son compte dans une banque suisse, à Genève³.

4. La question de l'imposition des traitements payés à M. Manley Hudson, ainsi qu'aux autres juges de nationalité américaine élus avant M. Manley Hudson, ne s'était pas posée antérieurement à l'égard de la Société des Nations. Dans sa lettre du 26 février 1946 [Appendice, II, 1 f)], M. Manley Hudson déclare: « Dans le passé, j'ai payé des impôts sur mon traitement de juge, excepté pour les années où je n'ai pas effectivement résidé aux Etats-Unis pendant plus de six mois au cours de la même année. Je n'ai donc pas, pendant cette période, demandé le remboursement de l'impôt payé. » Il n'est donc question ici que de l'impôt réclamé pour la somme de 106.730,61 florins hollandais d'arriérés de traitement.

M. Manley Hudson ayant résidé, d'une façon continue, aux Etats-Unis pendant la période considérée (1940-1946), le fisc américain entend imposer le traitement qui lui a été payé par la Société des Nations.

Il faut noter que le Statut de la Cour obligeait les juges à « être à tout moment à la disposition de la Cour »⁴; mais il ne les obligeait pas à résider à La Haye, lieu du siège de la Cour. Il était donc licite, de la part des juges, de fixer leur résidence dans le pays qui leur convenait.

Comme on l'a dit, la Cour n'a tenu aucune session judiciaire⁵ pendant la période de crise (la dernière session judiciaire fut tenue en 1939). Par ailleurs, les Pays-Bas furent occupés par les Allemands à partir du 10 mai 1940.

¹ Voir Rapport de la Commission de contrôle pour l'année 1940 (document C.152.M.139.1940.X).

² Voir Rapport de la Commission de contrôle, document C.118.M.118.1945.X, page 9.

³ Ces 106.730,61 florins hollandais représentaient 173.543,95 francs suisses, que la Société des Nations a versés, le 23 février 1946, au compte de M. Manley Hudson à la Société de Banque Suisse, à Genève.

⁴ L'article 23 du Statut dit:

« Les Membres de la Cour sont tenus, à moins de congé régulier, d'empêchement pour cause de maladie ou autre motif grave dûment justifié auprès du Président, d'être à tout moment à la disposition de la Cour. »

⁵ La Cour a tenu une session administrative à la fin de 1945.

M. Manley Hudson fixa sa résidence aux Etats-Unis, sa patrie, où il reprit ses fonctions de professeur à l'Université d'Harvard à partir d'octobre 1940¹.

5. Les Etats-Unis n'étant ni partie au Statut de la Cour permanente de Justice internationale ni membre de la Société des Nations, n'avaient aucune obligation de ne pas imposer, dans les termes du droit commun, le traitement de juge de M. Manley Hudson.

6. M. Manley Hudson demande aujourd'hui à la Société des Nations de lui rembourser les sommes que lui réclame le fisc américain du fait du traitement qu'elle lui a payé². Il soutient que la Société des Nations est tenue, en droit, de lui assurer, en toutes circonstances, l'immunité fiscale de son traitement de juge.

7. En ce qui concerne la somme réclamée à M. Manley Hudson par le fisc américain, elle atteint le chiffre indiqué dans sa lettre du 26 février 1946 parce que le paiement des arriérés de traitement ayant été fait en une seule fois, le fisc l'a compris dans le revenu de l'année 1946, où M. Manley Hudson a touché l'ensemble de ces arriérés.

Par ailleurs, M. Manley Hudson expose que, si l'ensemble des traitements arriérés qui lui ont été payés avait représenté son seul revenu pour l'année 1946, l'impôt eût été d'environ 19.028 dollars au lieu de 27.510.

8. Le Comité de liquidation, saisi de la réclamation de M. Manley Hudson et ayant des doutes concernant l'aspect juridique de cette réclamation, a décidé de recourir à la haute autorité de M. le Président du Tribunal fédéral suisse et de lui demander de bien vouloir donner son avis sur la question ci-dessous formulée. En cas d'impossibilité de sa part, le Comité le prierait de lui indiquer les noms de deux juristes qualifiés pour donner cet avis.

La question est la suivante:

Compte tenu de toutes les circonstances du cas, la Société des Nations est-elle en droit obligée de rembourser à M. Manley Hudson l'impôt prélevé par le fisc américain sur l'ensemble des arriérés de traitement, pour la période allant du 1^{er} janvier 1941 au 31 janvier 1946, se montant à 106.730,61 florins hollandais qui lui ont été payés le 23 février 1946 ?

Il est bien entendu qu'il s'agit uniquement de l'impôt cédulaire sur les traitements et de la super-taxe ou de l'impôt global levé sur le contribuable en raison des traitements reçus de la Société des Nations à l'exclusion, dans les deux cas, de la part de l'impôt résultant de l'existence de revenus provenant d'autres sources.

9. La personnalité dont l'avis est sollicité pourra demander au Secrétaire général de la Société des Nations tous éclaircissements ou informations dont elle aura besoin.

* * *

10. Au cas où une réponse affirmative serait donnée à la question posée, le Comité de liquidation s'efforcera, en s'aidant des informations à sa disposition, de déterminer si M. Manley Hudson aurait eu la possibilité de réduire le montant de son imposition par un moyen licite, notamment en obtenant que son imposition fût répartie sur les diverses années pour lesquelles les arriérés de traitement ont été versés.

Une question a été posée à ce sujet à M. Manley Hudson (voir l'Appendice II, 4, pour la question et la réponse).

11. Au cas où la Société des Nations rembourserait à M. Manley Hudson l'impôt prélevé sur son traitement, la question se poserait de savoir si les sommes remboursées ne seraient pas, à leur tour, frappées par l'impôt comme un nouveau revenu³.

* * *

POSITION DE LA QUESTION

Compte tenu de toutes les circonstances du cas, la Société des Nations est-elle, en droit, obligée de rembourser à M. Manley Hudson l'impôt prélevé par le fisc américain sur l'ensemble des arriérés de traitement, pour la période allant du 1^{er} janvier 1941 au 31 janvier 1946, se montant à 106.730,61 florins hollandais, qui lui ont été payés le 23 février 1946 ?

Le droit à remboursement ne se présume pas. Il ne peut exister que s'il est un élément du Statut des juges.

¹ L'exercice de la fonction professorale, comme de toute autre fonction professionnelle, était interdit aux juges par l'article 16 du Statut (amendé en 1929).

Cependant, les circonstances de la guerre qui, d'une part, rendaient peu probable la tenue d'une session de la Cour et qui, d'autre part, imposaient une réduction, peut-être provisoire mais pour le moment drastique, du traitement annuel des juges de 35.000 florins à 6.000 francs suisses, nonobstant l'article 32 du Statut, qui dit: «... ils [ces traitements] ne peuvent être diminués pendant la durée des fonctions», créaient une situation nouvelle. C'est en considération de cette situation que le Président de la Cour permanente de Justice internationale autorisa M. Manley Hudson à reprendre son enseignement aux Etats-Unis (voir la lettre de M. Manley Hudson du 22 juillet 1946).

² Voir les chiffres indiqués par M. Manley Hudson dans sa lettre du 26 février 1946 (paragraphe 7 et 8).

Les dispositions de la loi américaine applicables au cas de M. Manley Hudson sont les suivantes:

« Internal Revenue Code, Chapters 1 and 2 — especially Section 107 (d) on Back Pay. Regulations 111, Section 29, 107-3 »

(lettre de M. Manley Hudson du 22 juillet 1946).

³ Voir mémorandum de M. Manley Hudson annexé à la lettre du 26 février 1946.

Le « Statut » des juges, c'est-à-dire la situation des juges découle de deux ordres d'actes. D'une part, le *Statut de la Cour permanente de justice internationale*, qui est la charte fondamentale de cette Cour, d'autre part, des *Résolutions de l'Assemblée de la Société des Nations* qui fixent certains points que le Statut a laissés à la décision de l'Assemblée. Par exemple, l'article 32 du Statut dit que les traitements, allocations et indemnités des juges « sont fixés par l'Assemblée de la Société des Nations sur la proposition du Conseil... »

M. Manley Hudson s'est référé à ces deux éléments: Statut de la Cour, Résolutions de l'Assemblée.

I. *Le Statut de la Cour permanente de Justice internationale.*

Le Statut de la Cour permanente de Justice internationale est l'acte fondamental qui fixe la condition des juges, leurs droits et obligations.

Le Statut originaire de la Cour permanente de Justice internationale, établi par un Protocole du 16 décembre 1920, était muet au sujet de l'immunité fiscale des juges. Le Protocole de révision du Statut en date du 14 septembre 1929 a amendé l'article 32 en y ajoutant un dernier paragraphe ainsi conçu:

« Les traitements, indemnités et allocations sont exempts de tout impôt. »

Ce Protocole est entré en vigueur le 1^{er} février 1936, c'est-à-dire antérieurement à la période 1941 à 1945 pour laquelle M. Manley Hudson a reçu les traitements que le fisc américain soumet à l'impôt.

Il s'agit de déterminer la portée du dernier paragraphe de l'article 32 du Statut eu égard au cas présent.

a) Cette disposition signifie-t-elle que la Société des Nations est tenue d'assurer en toutes circonstances que les traitements, indemnités et allocations des juges soient exempts d'impôts en n'importe quel pays, de telle sorte que s'il n'était pas possible d'empêcher une telle imposition (ce qui est le cas s'il s'agit d'un pays non partie au Statut de la Cour et non membre de la Société des Nations), la Société des Nations serait tenue de rembourser aux juges le montant de l'impôt perçu ?

b) Cette disposition au contraire signifie-t-elle uniquement que les Etats parties au Statut de la Cour se sont obligés à ne pas prélever d'impôts sur les traitements, indemnités et allocations des juges ?

Les Etats non parties au Statut n'étant évidemment pas obligés, la Société des Nations n'aurait pas à connaître l'action de ces Etats. Il n'en serait autrement que dans le cas où la résidence des juges dans un pays non partie au Statut résulterait d'une obligation professionnelle (cas, par exemple, où le siège de la Cour eût été provisoirement transféré aux Etats-Unis).

Ne peut-on pas même dire que la seule obligation de la Société des Nations est de garantir l'immunité des traitements des juges au siège de la Cour et que si des Etats parties au Statut de la Cour autres que l'Etat du siège prélèvent un impôt sur le traitement des juges en violation de leurs obligations, la Société des Nations a fait tout son devoir quand elle est intervenue auprès de ces Etats pour les amener à remplir leurs obligations ?

II. *Les résolutions de l'Assemblée.*

Les résolutions de l'Assemblée ne disent pas autre chose que ce que dit le Statut révisé en 1929. Ainsi la résolution n° 4 relative à la Cour votée par l'Assemblée le 25 septembre 1930¹ dit *in fine*: « Les allocations ou traitements sont exempts de tout impôt. » Mais M. Manley Hudson fait état de passages de rapports présentés à l'Assemblée et de déclarations de rapporteurs qui parlent du remboursement aux juges d'impôts perçus sur leur traitement. Il cite également une lettre de M. Hammarskjöld, Greffier de la Cour.

A. *Lettre envoyée le 9 novembre 1922 par M. Hammarskjöld, Greffier de la Cour, au juge John Bassett Moore (de nationalité américaine).*

Après s'être référé à une résolution adoptée par la première Assemblée de la Société des Nations, au rapport présentant cette résolution à l'Assemblée, à une déclaration verbale faite par M. Lafontaine, rapporteur à l'Assemblée, M. Hammarskjöld dit:

« On est donc fondé, semble-t-il, à en conclure: a) qu'il était dans l'intention des organismes compétents de la Société des Nations que les juges de la Cour permanente de Justice internationale reçoivent, sans réduction aucune, le montant intégral des indemnités qui leur sont allouées; b) que les mêmes organismes ont envisagé l'éventualité de l'application, dans certains cas, d'un impôt sur le revenu aux traitements de cette catégorie (si ma mémoire ne me

¹ Actes de la onzième Assemblée — Séances plénières, page 132.

fait pas entièrement défaut, le cas envisagé en l'espèce était celui de l'élection d'un juge originaire des Etats-Unis); c) que, pour cette raison, les juges qui auraient eu à acquitter un impôt sur le revenu devraient être pleinement dédommagés par la Société des Nations. »

L'opinion émise par M. Hammarskjöld, Greffier de la Cour, dans une lettre, ne crée évidemment pas le droit. C'est une opinion personnelle, d'une personnalité autorisée, qui conduit à examiner la valeur des références sur lesquelles M. Hammarskjöld fonde son opinion.

B. *Rapports à l'Assemblée et déclarations orales des rapporteurs, Résolutions de l'Assemblée.*

1. *Assemblée de 1920.* — a) Le rapporteur de la troisième Commission, M. Lafontaine, dans son rapport à l'Assemblée, dit :

« Pour assurer à tous les membres de la Cour de Justice internationale une situation égale, situation que les lois d'impôts des différents pays pourraient modifier gravement, la Commission propose que tous les traitements et allocations soient exempts d'impôts. Comme, toutefois, les décisions de l'Assemblée pourraient être inopérantes quant aux lois fiscales appliquées dans les divers pays, il a été proposé que la Société des Nations rembourserait aux membres de la Cour le montant des impôts qu'ils auraient été obligés de payer¹. »

b) Le rapporteur, en présentant son rapport à l'Assemblée le 18 décembre 1920, déclare :

« J'ajoute que, afin que la situation de tous ces magistrats soit identique, nous avons proposé que tous ces traitements soient exempts d'impôt dans tous les pays et dans le cas où dans certains pays des impôts seraient perçus, il est bien entendu que la Société des Nations en remboursera le montant au juge frappé par cette taxe². »

c) On lit dans le procès-verbal :

« Les conclusions et la résolution de la Commission sont adoptées. »

On note que la résolution même, en ce qui concerne l'immunité fiscale des traitements des juges, dit seulement :

« Les allocations et traitements sont exempts de tout impôt. »

2^o *Assemblée de 1930.* — Le 25 septembre 1930, M. Pilotti, rapporteur de la première Commission, en présentant à l'Assemblée un rapport écrit relatif à la rémunération des juges, a fait la déclaration suivante :

« Un des points qui ont attiré particulièrement l'attention de la Commission est que, tandis que le Règlement relatif aux traitements et allocations stipule que ceux-ci sont exempts de tout impôt, la même disposition n'est pas prévue dans les textes de 1924 et de 1929, en ce qui concerne les pensions.

« A ce propos, l'attention de la Commission a été attirée sur le passage suivant du rapport adopté par l'Assemblée en 1920, concernant la taxation du traitement des membres de la Cour :

« Pour assurer à tous les membres de la Cour permanente de Justice internationale une situation égale, situation que les lois d'impôts des différents pays pourraient modifier gravement, la Commission propose que tous les traitements et allocations soient exempts d'impôts. Comme, toutefois, les décisions de l'Assemblée pourraient être inopérantes quant aux lois fiscales appliquées dans les divers pays, il a été proposé que la Société des Nations rembourserait aux membres de la Cour le montant des impôts qu'ils auraient été obligés de payer. »

« La première Commission souhaite qu'en attendant que la question puisse être formellement réglée, le principe d'ordre général exprimé dans ce passage soit maintenu³. »

Après avoir entendu M. Pilotti, le Président de l'Assemblée déclara : « Je crois être le fidèle interprète de l'Assemblée en ajoutant qu'elle a pris acte de l'exposé que M. Pilotti a bien voulu faire au nom de la première Commission. »

En outre, l'Assemblée vota une série de résolutions concernant la Cour dont la quatrième, relative aux traitements, se termine par ce paragraphe qui dit seulement :

« Les allocations ou traitements sont exempts de tout impôt. »

* * *

Il appartiendra à la haute personnalité dont l'opinion est sollicitée de donner un avis consultatif sur la question qui vient d'être exposée en tenant compte de tous ses éléments.

¹ Actes de la première Assemblée — Séances plénières, page 766.

² *Ibidem*, page 748.

³ Actes de la onzième Assemblée — Séances plénières, page 132.

Appendice.

Liste des documents.

I. DOCUMENTS GÉNÉRAUX ¹

I. Statut de la Cour permanente de Justice internationale.

1^o Statut originaire du 16 décembre 1920 (série D — Actes et Documents relatifs à l'organisation de la Cour, N^o 1, édition de 1926).

2^o Statut révisé le 14 septembre 1929 et entré en vigueur le 1^{er} février 1936 (Série D — Actes et Documents relatifs à l'organisation de la Cour, N^o 1 — quatrième édition, avril 1940).

II. Actes de l'Assemblée.

(Voir la collection à laquelle des références sont données.)

II. DOCUMENTS RELATIFS AU CAS DE M. MANLEY HUDSON

1. Document C.C.1486. — 13 mars 1946.

	Pages
Note du Greffier de la Cour permanente de Justice internationale transmettant la correspondance échangée entre M. Manley Hudson et diverses autorités relativement à son assujettissement à l'impôt sur le revenu en Amérique	33
a) Lettre du 16 novembre 1945 de M. Manley Hudson à M. Guerrero, Président de la Cour permanente de Justice internationale	33
b) Lettre du 1 ^{er} décembre 1945 de M. Manley Hudson à M. J. López Oliván, greffier de la Cour permanente de Justice internationale	33
c) Lettre du 10 février 1943 de M. Manley Hudson à M. Henry Morgenthau, Jr., Secrétaire du Trésor, Washington, D.C.	34
d) Lettre du 5 avril 1943 de la Trésorerie (Washington) à M. Manley Hudson . . .	34
e) Lettre du 26 février 1946 de M. Manley Hudson à M. López Oliván	35
f) Demande de M. Manley Hudson, en date du 26 février 1946, afin d'être déchargé de l'impôt sur le revenu aux Etats-Unis d'Amérique frappant ses arriérés de traitement de juge à la Cour permanente de Justice internationale (avec Annexe)	35

2. Document B.L.8. — 20 mai 1946.

Lettre du 13 mai 1946 de M. Manley Hudson au Secrétaire général	37
---	----

3. Document B.L.8 (b) — 1^{er} juillet 1946.

Note du Greffier de la Cour permanente de Justice internationale	37
Annexe I. — Lettre du 6 novembre 1922 de M. le Juge J. B. Moore à M. Hammarskjöld	39
Lettre du 9 novembre 1922 de M. Hammarskjöld au Juge J. B. Moore	39
Annexe II. — Lettre du 29 mai 1946 du Juge G. H. Hackworth à M. Hambro . . .	40

4. Document B.L.45 (a) — 22 juillet 1946.

Questionnaire adressé à M. Manley Hudson et réponse de celui-ci	40
---	----

5. Document B.L.45 (b) — 23 juillet 1946.

Lettre du 22 juillet 1946 de M. Manley Hudson au Secrétaire général	41
---	----

6. Document B.L.45 (c) — 26 juillet 1946.

Lettre du 18 juillet 1946 de M. Charles Fahy, Conseiller juridique du Département d'Etat, Washington, D.C., à M. Manley Hudson	41
--	----

¹ Non reproduits dans ce rapport.

II. DOCUMENTS RELATIFS AU CAS DE M. MANLEY O. HUDSON

C.C.1486. (Genève, le 13 mars 1946).

I. NOTE DU GREFFIER DE LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE.

Le Greffier de la Cour permanente de Justice internationale a l'honneur de soumettre à la Commission de contrôle la copie de lettres et un mémoire reçus de M. Manley O. Hudson, ancien juge, relativement à l'exonération de l'impôt des Etats-Unis sur le revenu pour la somme que M. Manley O. Hudson a récemment reçue au titre d'arriérés de traitement.

a) *Lettre de M. Manley O. Hudson à M. Guerrero, Président de la Cour permanente de Justice internationale.*

Faculté de Droit de l'Université d'Harvard,
Cambridge, Mass., U.S.A.

[Traduction.]

Le 16 novembre 1945.

Voulez-vous me permettre de soulever une question supplémentaire à propos de laquelle je sollicite une intervention ?

Il m'a été jusqu'ici impossible d'obtenir du Gouvernement des Etats-Unis qu'il m'exonère du paiement de l'impôt sur le revenu pour mon traitement de juge à la Cour, et j'ai acquitté régulièrement cet impôt au cours de chacune des années durant lesquelles je n'ai pas résidé six mois en Europe.

Si l'on me verse maintenant un arriéré de traitement, je serai tenu de payer au Gouvernement des Etats-Unis, au titre de l'impôt sur le revenu, une somme assez considérable.

Je crois que la pratique suivie par la Société des Nations a consisté à assumer les charges ainsi imposées à ses fonctionnaires. Je relève, dans le Premier Rapport de la Commission de contrôle pour 1944 (document C.27.N.27.1944.X, page 18) que certains fonctionnaires de la Société des Nations ont obtenu le remboursement des sommes qu'ils avaient versées aux Etats-Unis à titre d'impôt sur leur traitement.

J'espère qu'il vous sera possible, durant les négociations en cours, de vous assurer de l'insertion d'une clause me protégeant à cet égard.

(Signé) Manley O. HUDSON.

b) *Lettre de M. Manley O. Hudson à M. J. López Oliván, Greffier de la Cour permanente de Justice internationale.*

[Traduction.]

Cambridge, Mass., le 1^{er} décembre 1945.

1. Je vous remercie vivement de votre câble m'informant qu'en ce qui concerne le paiement des arriérés de traitement, l'accord s'est fait sur un montant de 106.730 florins. Toutes mes chaleureuses félicitations.

2. Je suppose que la somme me sera versée en dollars des Etats-Unis, et j'espère que le paiement sera effectué non pas en 1945, mais en 1946, époque où les impôts seront moins lourds et où ma propre situation de contribuable sera plus favorable.

3. Une difficulté sérieuse surgira si je suis contraint de verser en 1946, aux Etats-Unis, l'impôt sur le revenu pour la somme qui m'aura été payée. Il importe, en premier lieu, que la Société des Nations qualifie ce paiement « d'arriérés de traitement ». Ceci réduirait sensiblement mes impôts car ils pourraient alors être répartis sur chacune des cinq années fiscales. J'espère que vous pourrez obtenir que le paiement soit ainsi qualifié. Même dans ce cas, il est possible que l'impôt s'élève à 50 ou 60 % de la somme reçue et peut-être plus. Le calcul dépend de barèmes de surtaxes compliqués et progressifs qui sont si complexes que je ne puis maintenant vous indiquer, au jugé, le montant approximatif.

4. Au cas où je serais tenu de verser l'impôt sur le revenu sur la somme reçue, je suppose que, conformément aux décisions prises dans le passé, le montant versé me sera remboursé par la Société des Nations. Néanmoins, si un accord ne peut intervenir avec le Trésor des Etats-Unis, je serai de nouveau tenu de payer l'impôt sur le revenu pour le montant de ce remboursement et, théoriquement, j'aurai droit de nouveau à un remboursement par la Société des Nations — processus qui se répéterait indéfiniment. De ce seul point de vue, il me semble qu'il est nécessaire que la Société des Nations discute la question avec le Département d'Etat des Etats-Unis.

5. Des négociations directes pourraient être engagées entre la Société des Nations et le Département d'Etat des Etats-Unis, en vue, également, d'appliquer les dispositions de l'article 32 du Statut, d'après lequel les traitements « seront exonérés de tout impôt ». Je joins copie de ma correspondance avec le Trésor en 1943. Il se pourrait que le Département d'Etat acceptât plus facilement que la Trésorerie de renoncer à la perception de l'impôt sur mon traitement, et ceci est plus probable encore à l'heure actuelle en raison de faits récents relatifs au transfert des activités de la Société des Nations à l'Organisation des Nations Unies.

6. Pourriez-vous proposer à l'autorité compétente de la Société des Nations d'ouvrir, à ce sujet, des négociations avec le Département d'Etat des Etats-Unis.

(Signé) Manley O. HUDSON.

c) *Lettre de M. Manley O. Hudson à M. Henry Morgenthau, Jr., Secrétaire du Trésor, Washington, D.C.*

[Traduction.]

Le 10 février 1943.

Je me permets de vous exposer la question suivante, au sujet de laquelle je vous serais très obligé de bien vouloir me faire connaître votre décision dans le plus bref délai possible :

1. Je suis juge à la Cour permanente de Justice internationale. Mon adresse permanente est 251, Badhuisweg, La Haye, Pays-Bas; mon adresse temporaire, the Harvard Law School, Cambridge, Massachusetts.

2. Pendant l'année 1942, j'ai touché, au titre de mon traitement de juge de la Cour permanente de Justice internationale, la somme de \$1.381,61.

3. Aux termes de l'article 22 (b) (7) de la Loi fiscale, « les revenus exonérés en vertu d'un traité », c'est-à-dire « les revenus de toute espèce, dans la mesure requise par toutes obligations contractuelles des Etats-Unis » ne sont pas à inclure dans la déclaration du revenu brut.

4. En tant que membre de l'Organisation internationale du Travail, les Etats-Unis sont partie au Traité qui forme la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, et qui a fait l'objet d'une promulgation par le Président, le 10 septembre 1934, ainsi que d'une publication dans la *Série des Traités des Etats-Unis*, N° 874.49 Stat. at Large 2712. Les articles 416, 417, 418, 419, 420 et 423, dont je vous communique ci-joint le texte, confèrent diverses fonctions à la Cour permanente de Justice internationale. En vertu de ces articles, les Etats-Unis ont contracté, en ce qui concerne la Cour, des obligations en vertu desquelles ils doivent respecter les dispositions du Statut de la Cour, notamment celles qui se rapportent à l'Organisation de cette dernière.

5. L'article 32 du Statut de la Cour, joint au Protocole de signature du 16 décembre 1920 et amendé par un Protocole en date du 24 décembre 1929, stipule que les traitements, indemnités et allocations des Juges « sont exempts de tout impôt ». J'inclus, en annexe, le texte de l'article 32.

6. J'estime que, du fait de son incorporation dans les articles 416, 417, 418, 419, 420 et 423 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, la disposition de l'article 32 du Statut de la Cour que je viens de citer est devenue une obligation contractuelle des Etats-Unis et que cette obligation des Etats-Unis rentre dans la catégorie de celles qui sont visées par l'article 22 (b) (7) de la Loi fiscale.

7. En conséquence, je vous demande de bien vouloir décider que je ne suis pas tenu de déclarer comme revenu brut le traitement que j'ai reçu, en 1942, de la Cour permanente de Justice internationale.

(Signé) Manley O. HUDSON.

d) *Lettre du Département du Trésor, Washington, à M. Manley O. Hudson.*

[Traduction.]

Le 5 avril 1943.

La présente communication se réfère à votre lettre du 10 février 1943, adressée au Secrétaire du Trésor et transmise, pour examen et réponse, à notre bureau, étant donné que la question dont il s'agit dans cette lettre concerne le traitement qui doit être appliqué, aux fins de l'impôt fédéral sur le revenu, à la rémunération reçue par vous en 1942, en votre qualité de juge de la Cour permanente de Justice internationale.

Vous indiquez que vous êtes juge à la Cour permanente de Justice internationale, que vous avez une adresse permanente à La Haye, Pays-Bas, ainsi qu'une adresse temporaire à la Faculté de Droit d'Harvard, Cambridge, Massachusetts, et que, pendant l'année 1942, vous avez touché un traitement de \$1.381,61, en votre qualité de juge à la Cour. Vous estimez que, en tant que membre de l'Organisation internationale du Travail, les Etats-Unis sont partie au Traité qui établit la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, promulgué par le Président, et que l'article 32 du Statut de la Cour contenant une disposition aux termes de laquelle les traitements du Président, du Vice-Président et des membres de la Cour, fixés par l'Assemblée de la Société des Nations, sur la proposition du Conseil de la Société, sont exempts de tout impôt, le traitement que vous avez touché pendant l'année 1942 est exempt de l'impôt en vertu de l'article 22 (b) (7) du Code fiscal (Internal Revenue Code).

Bien que les Etats-Unis soient Membre de l'Organisation internationale du Travail, ils ne sont pas Membre de la Société des Nations, dont ce Bureau est un service ou un organisme, et sous la direction de laquelle il est placé. Le simple fait que la Constitution de l'Organisation internationale du Travail confère certaines compétences et fonctions à la Cour permanente de Justice internationale, pour les questions de travail, n'est pas suffisant, de l'avis du Département du Trésor, pour étendre la portée des obligations contractuelles créées en vertu de cette Constitution et destinées uniquement à servir les fins des signataires, de façon qu'elles englobent des obligations créées non pas par un traité auquel les Etats-Unis sont partie, mais par le Statut de la Cour, instrument auquel les Etats-Unis ne sont pas partie parce qu'ils ne l'ont pas ratifié. Les Etats-Unis ne sont pas Membre de la Cour permanente de Justice internationale (qui est un élément de la Société des Nations), mentionnée aux articles 416 à 420 inclusivement, ainsi qu'à l'article 423 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail.

Les faits exposés dans votre présente demande sont analogues, à tous points de vue pertinents, à ceux qui ont formé la base d'une décision en date du 30 décembre 1938, aux termes de laquelle vous avez été informé que le Protocole d'accession des Etats-Unis d'Amérique au Protocole de signature du Statut de la Cour permanente de Justice internationale n'entrerait en vigueur que lorsqu'il aurait été ratifié par le Président, sur l'avis et avec le consentement du Sénat. Or, étant

donné les renseignements obtenus récemment à cet égard du Département d'Etat, Washington, D.C., l'article 32 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale, tel qu'il a été amendé ne constitue pas une « obligation contractuelle des Etats-Unis » au sens de l'article 22 (b) (7) du Code fiscal.

En conséquence, présumant que vous n'avez pas été un non-résident *bona fide* des Etats-Unis pendant plus de six mois pleins de l'année civile 1942, la somme reçue par vous en votre qualité de juge de la Cour permanente de Justice internationale constitue un revenu brut assujéti à l'impôt fédéral sur le revenu pour l'année 1942.

(Signé) Norman D. CANN,
Commissaire par intérim.

e) *Lettre de M. Manley O. Hudson à M. López Oliván.*

Harvard Law School, Cambridge 38, Mass.

Le 26 février 1946.

Le 1^{er} décembre 1945, je vous ai écrit pour vous demander que des négociations directes soient entreprises entre la Société des Nations et le Gouvernement des Etats-Unis, afin que je sois exonéré de l'impôt sur le revenu pour les arriérés de traitement qui me sont dus en ma qualité de juge.

Je vous transmets ci-joint un mémorandum à ce sujet, que vous désirerez, peut-être, communiquer à l'autorité compétente de la Société des Nations.

(Signé) Manley O. HUDSON.

f) *Demande de M. Manley O. Hudson visant à obtenir, pour ses arriérés de traitement en qualité de juge à la Cour permanente de Justice internationale, l'exonération de l'impôt des Etats-Unis sur le revenu.*

Le 26 février 1946.

[Traduction.]

1. L'article 32 du Statut de la Cour permanente stipule que les traitements des juges sont « exempts de tout impôt ».

2. Les Etats-Unis ne sont pas partie au Statut, mais ils sont partie à la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, qui confère certaines compétences à la Cour. J'ai soutenu, autrefois, que, en raison de ce dernier fait, les Etats-Unis sont tenus d'accepter la Cour telle qu'elle est et de respecter les dispositions de l'article 32 de son Statut. Toutefois, cette thèse a été repoussée par le « Commissioner for Internal Revenue ».

3. J'ai payé, antérieurement, des impôts sur le traitement que je touchais en qualité de juge, sauf pendant les années où j'ai été un non-résident *bona fide* aux Etats-Unis pendant plus de six mois de l'année. Jusqu'ici, je n'ai pas demandé le remboursement des impôts payés.

4. Ma situation actuelle est la suivante: J'ai conservé mon domicile légal à La Haye depuis 1937. Toutefois, pendant les années 1941-1946, je n'ai pas véritablement résidé hors des Etats-Unis pendant une période allant jusqu'à six mois de l'année, et je n'ai pas l'intention de le faire maintenant. Je suis, par conséquent, assujéti à l'impôt sur le revenu pour les arriérés de traitement qui me seront payés en 1946. Ces arriérés pourraient être répartis, aux fins de l'impôt, sur les années 1941-1945, mais, l'impôt de 1946 ayant été réduit, cette méthode ne permettrait de réaliser aucune économie par rapport à celle qui consisterait à traiter les arriérés comme des revenus afférents à 1946.

5. En conséquence, je demanderais à la Société des Nations de s'efforcer de négocier avec le Gouvernement des Etats-Unis un arrangement aux termes duquel je serais exonéré de l'impôt des Etats-Unis sur le revenu, pour les arriérés de traitement qui doivent m'être payés en 1946. Il existe, à cet égard, un précédent qui est mentionné dans le Premier Rapport de la Commission de contrôle pour 1944 (page 18). A ce sujet, j'attire l'attention sur une loi des Etats-Unis, en date du 29 décembre 1945, intitulée « International Organizations Immunities Act » et qui rend plus libérale la politique générale des Etats-Unis (Extraits donnés en annexe), mais qui n'exempte pas les ressortissants des Etats-Unis. L'« Executive order » N° 9698, en date du 19 février 1946, contient la liste des organisations auxquelles s'applique la loi, et cette liste comprend l'Organisation internationale du Travail, mais non la Cour permanente de Justice internationale.

6. S'il ne peut être négocié d'arrangement avec le Gouvernement des Etats-Unis pour m'exonérer du paiement de l'impôt sur le revenu afférent aux arriérés de traitement qui me sont dus en ma qualité de juge, je prie la Société des Nations de me rembourser le montant que j'aurai à payer. Je crois savoir que, depuis 1920, la Société des Nations s'est efforcée de supprimer les inégalités de situation qui pourraient exister en ce qui concerne les juges, en leur remboursant les impôts dus et payés.

a) En 1920, la troisième Commission de la première Assemblée a déclaré, dans son rapport sur les traitements des juges (*Actes de la Première Assemblée — Séances plénières*, page 766): « Comme, toutefois, les décisions de l'Assemblée pourraient être inopérantes quant aux lois fiscales appliquées dans les divers pays, il a été proposé que la Société des Nations rembourserait aux membres de la Cour le montant des impôts qu'ils auraient été obligés de payer. » Une déclaration dans le même sens a été faite verbalement devant l'Assemblée plénière de 1920 (*ibid.*, page 748).

b) En 1930, la première Commission de la onzième Assemblée a cité le passage en question du rapport de 1920 et a déclaré (*Actes de la Onzième Assemblée — Séances plénières*, page 132) : « La première Commission souhaite que, en attendant que la question puisse être formellement réglée, le principe d'ordre général exprimé dans ce passage soit maintenu. »

c) Il semble que le même principe d'ordre général ait été appliqué en ce qui concerne des fonctionnaires de la Société autres que les juges. Le principe du remboursement a été affirmé par la Commission de contrôle dans son Premier Rapport pour 1944, où elle déclare qu'elle « a estimé ne pouvoir adopter d'autre solution que le remboursement à ces fonctionnaires des sommes versées par eux au titre d'impôts fédéraux directs (Etats-Unis) sur leurs traitements » (Premier Rapport pour 1944, page 18).

d) Le même principe d'ordre général semble avoir été adopté par la cinquième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies, le 28 janvier 1946 (*Journal N° 16, Supplément N° 5, A/C. 5/13, page 16*).

7. Si l'on considère les arriérés de traitement payés (106.730,60 florins néerlandais, équivalant approximativement à \$ 40.420) comme un revenu pour l'année 1946, l'impôt des Etats-Unis sur le revenu afférent à 1946 s'élèverait, s'il devait être payé, à environ \$19.028,31 au cas où la somme susmentionnée constituerait mon unique revenu.

8. Toutefois, j'ai d'autres revenus qui, toutes déductions faites, atteignent, d'après mes évaluations, environ \$10.500; dans une estimation que j'ai déjà transmise, j'ai évalué l'impôt qui serait payable sur cette somme à un minimum de \$2.688,75. Comme la surtaxe augmente avec les montants imposables, j'évalue, approximativement, l'impôt dont je serais redevable pour l'année 1946, s'il devait être payé à la fois sur les arriérés et sur mes autres revenus, à environ \$27.510, soit une augmentation de \$24.821,25.

(Signé) Manley O. HUDSON.

Annexe.

[Traduction.]

Article 1. — Aux fins des présentes dispositions, le terme « organisation internationale » désigne une organisation internationale publique à laquelle les Etats-Unis participent en vertu d'un traité ou d'une loi du Congrès autorisant cette participation ou affectant un crédit à ladite participation et que le Président aura désignée, par un décret (Executive Order) approprié, comme ayant le droit de bénéficier des privilèges, exemptions et immunités prévus par les présentes. Le Président sera autorisé à décider, par un décret approprié, d'après les fonctions de toute organisation internationale de ce genre, de retirer, à titre temporaire ou permanent, à ladite organisation ou à ses fonctionnaires ou employés l'un quelconque des privilèges, exemptions et immunités prévus par les présentes dispositions (y compris les amendements apportés par les présentes), ou de soumettre à des conditions ou à des restrictions la jouissance par ladite organisation ou ses fonctionnaires ou employés de l'un quelconque de ces privilèges, exemptions ou immunités. Le Président aura la faculté d'annuler, à tout moment, la désignation de toute organisation internationale aux termes du présent article, s'il juge qu'une telle mesure est justifiée par le fait que l'organisation internationale en question ou ses fonctionnaires et employés ont abusé des privilèges, exemptions et immunités prévus par les présentes dispositions, ou pour toute autre raison. Dans ce cas, l'organisation internationale en question cessera d'être classée comme organisation internationale, aux fins des présentes dispositions.

Article 4. — Le Code fiscal est amendé comme suit par les présentes :

a) Avec effet concernant les années imposables qui commencent après le 31 décembre 1943, l'article 116 c) relatif à la non-inclusion, dans le revenu brut, des revenus de gouvernements étrangers, est amendé comme suit :

b) Avec effet concernant les années imposables qui commencent après le 31 décembre 1943, l'article 116 h) (1), relatif à la non-inclusion, dans le revenu brut, des montants payés à des fonctionnaires de gouvernements étrangers, est amendé comme suit :

(1) Règle d'exclusion. — Les salaires, honoraires ou traitements de toutes personnes au service d'un gouvernement étranger ou d'une organisation internationale ou du Commonwealth des Philippines (y compris les fonctionnaires consulaires ou autres, et les représentants non diplomatiques) reçus en rémunération de services officiels rendus auxdits gouvernements, organisation internationale ou Commonwealth :

(A) Si l'intéressé n'est pas un ressortissant des Etats-Unis ou est un ressortissant du Commonwealth des Philippines (qu'il soit ou non un ressortissant des Etats-Unis); et

(B) Si, dans le cas d'une personne employée par un gouvernement étranger ou par le Commonwealth des Philippines, les services sont d'un caractère analogue à ceux qu'accomplissent les personnes employées par le Gouvernement des Etats-Unis dans les pays étrangers ou dans le Commonwealth des Philippines, selon le cas;

(C) Si, dans le cas d'une personne employée par un gouvernement étranger ou par le Commonwealth des Philippines, le gouvernement étranger ou le Commonwealth accorde une exemption équivalente aux personnes employées par le Gouvernement des Etats-Unis qui accomplissent des services analogues dans ledit pays étranger ou dans ledit Commonwealth, selon le cas.

2. LETTRE DU 13 MAI 1946, DE M. MANLEY HUDSON AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

B.L.8. (Genève, le 20 mai 1946).

[Traduction.]

Harvard Law School, Cambridge 38, Mass.

Le 13 mai 1946.

J'espère que le Comité de liquidation examinera favorablement ma demande d'exonération de l'impôt sur le revenu que je devrai verser au Gouvernement des Etats-Unis pour le traitement qui m'a été payé cette année par la Cour.

Il s'agit d'une question très importante pour moi. J'ai reçu environ \$41.000 en paiement de mon traitement de juge. Sur ce montant, j'aurai à verser au moins \$25.000 au titre de l'impôt sur le revenu aux Etats-Unis.

Le 18 décembre 1920, l'Assemblée de la Société a adopté le rapport d'une Commission qui promettait nettement le remboursement des impôts aux juges. Cette promesse a été renouvelée par l'Assemblée le 25 septembre 1930. En 1936, l'article 32 du Statut a été amendé afin d'assurer aux juges une exonération complète d'impôts. Je crois donc que mon titre juridique au remboursement est absolument fondé et irréfutable.

Je me permets de soumettre à votre examen les considérations suivantes: Même pendant les années d'inactivité de la Cour, j'ai servi celle-ci au mieux de mes capacités. J'ai représenté, chaque année, la Cour devant la Commission de contrôle; je l'ai représentée devant le Comité de juristes, à Washington, en 1945, et à la Conférence de San-Francisco (neuf semaines) en 1945. En 1942, j'ai publié le volume IV de mes « World Court Reports ». Une étude sur la Cour, que j'ai publiée en 1943, est utilisée quotidiennement à La Haye. J'ai continué mes articles annuels sur la Cour dans l'*American Journal of International Law*. De ma propre initiative, j'ai cherché à recueillir des fonds pour la Cour et j'ai réussi à obtenir de la Fondation Carnegie une subvention de \$15.000.

Dans ces conditions, je me permets d'espérer que le Comité de liquidation estimera que j'ai essayé de faire de mon mieux. Si le Comité est de cet avis, j'espère qu'il m'assurera mes droits légitimes.

(Signé) Manley O. HUDSON.

3. NOTE DU GREFFIER DE LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE

B.L.8 (b). (Genève, le 1^{er} juillet 1946).

Conformément aux instructions données par le Comité à sa dernière session, une demande de renseignements concernant le remboursement des impôts frappant les traitements des juges a été adressée au Greffe, à La Haye, ainsi qu'au juge Hackworth, à Washington, et les déclarations officielles qui ont été faites sur cette question ont été étudiées. Le Greffier a l'honneur de communiquer ci-après au Comité les résultats de ces enquêtes et études.

I.

A la suite de la demande de renseignements adressée à La Haye, il a été reçu copie d'une lettre envoyée, le 9 novembre 1922, au juge John Bassett Moore par M. Hammarskjöld. Après avoir cité les textes pertinents, M. Hammarskjöld en tire les conclusions suivantes:

« a) ... il était dans l'intention des organismes compétents de la Société des Nations que les juges de la Cour permanente de Justice internationale reçoivent, sans déduction aucune, le montant intégral des indemnités qui leur sont allouées;

« b) ... les mêmes organismes ont envisagé l'éventualité de l'application, dans certains cas, d'un impôt sur le revenu aux traitements de cette catégorie (si ma mémoire ne me fait pas entièrement défaut, le cas envisagé en l'espèce était celui de l'élection d'un juge originaire des Etats-Unis);

« c) ... pour cette raison, les juges qui auraient eu à acquitter un impôt sur le revenu devraient être pleinement dédommagés par la Société des Nations. »

Le texte intégral de la demande de renseignements du juge Moore et de la réponse de M. Hammarskjöld est annexé à la présente note.

II.

A la suite de l'enquête effectuée à Washington, M. Hambro a reçu du juge Hackworth une lettre datée du 29 mai 1946. Le juge Hackworth ne semble pas avoir pu disposer de renseignements précis sur la pratique suivie dans le passé. On trouvera ci-joint le texte de sa lettre.

III.

L'étude des documents officiels a donné les résultats suivants :

La question du remboursement, aux juges, des sommes qu'ils pourraient être obligés de payer pour acquitter l'impôt sur le revenu au titre de leur traitement a été envisagée pour la première fois par l'Assemblée de la Société des Nations, en 1920, à l'occasion de la fixation des traitements des membres de la Cour permanente de Justice internationale. Le 15 décembre 1920, l'Assemblée a été saisie d'une proposition britannique qui comportait la clause suivante : « Tous traitements et allocations exempts d'impôt. » (*Actes de la Première Assemblée, Commissions, I, page 583.*) Dans son rapport, la troisième Commission de l'Assemblée a fait la déclaration suivante (*Actes de la Première Assemblée, Séances plénières, page 766*) :

« Pour assurer à tous les membres de la Cour de Justice internationale une situation égale, situation que les lois d'impôts des différents pays pourraient modifier gravement, la Commission propose que tous les traitements et allocations soient exempts d'impôts. Comme, toutefois, les décisions de l'Assemblée pourraient être inopérantes quant aux lois fiscales appliquées dans les divers pays, il a été proposé que la Société des Nations rembourserait aux membres de la Cour le montant des impôts qu'ils auraient été obligés de payer. »

Le 18 décembre 1920, en présentant ce rapport à la première Assemblée, M. Lafontaine, agissant en qualité de rapporteur de la Commission, a fait la déclaration verbale suivante :

« J'ajoute que, afin que la situation de tous ces magistrats soit identique, nous avons proposé que tous ces traitements soient exempts d'impôt dans tous les pays et, dans le cas où, dans certains pays, des impôts seraient perçus, il est bien entendu que la Société des Nations en remboursera le montant au juge frappé par cette taxe. » (*Ibid.*, page 748.)

Lorsque le Président de l'Assemblée « mit aux voix les conclusions de la Commission », les « conclusions de la résolution de la Commission » furent « adoptées » (*Ibid.*, page 748). La résolution prévoit que « les allocations et traitements sont exempts de tout impôt ».

Le Protocole concernant la revision du Statut de la Cour permanente de Justice internationale, en date du 14 septembre 1929, contenait un amendement à l'article 32 du Statut destiné à incorporer dans ce dernier la conclusion adoptée par la première Assemblée en 1920. Le dernier alinéa du texte amendé de l'article 32 porte :

« Les traitements, indemnités et allocations sont exempts de tout impôt. »

Le texte de ce Protocole a été approuvé par la dixième Assemblée le 14 septembre 1929. Le Protocole de 1929 n'est entré en vigueur que le 1^{er} février 1936.

Le 12 septembre 1930, le Conseil a proposé à la onzième Assemblée une résolution instituant un système provisoire de rémunération des juges et portant que « les allocations ou traitements sont exempts de tout impôt » (*Actes de la Onzième Assemblée, Première Commission, page 101.*)

Au cours de la onzième Assemblée, M. Pilotti, rapporteur, a déclaré devant la première Commission, le 22 septembre 1930, que, en présentant son rapport écrit, il fournirait à l'Assemblée quelques explications verbales « qui seront tirées de la discussion qui a eu lieu au sein de la Commission » (*Actes de la Onzième Assemblée, Première Commission, page 41.*) Le 25 septembre 1930, M. Pilotti a fait devant l'Assemblée la déclaration suivante (*Actes de la Onzième Assemblée, séances plénières, page 132*) :

« A ce propos, l'attention de la Commission a été attirée sur le passage suivant du rapport adopté par l'assemblée en 1920 concernant la taxation du traitement des membres de la Cour :

« Pour assurer à tous les membres de la Cour de Justice internationale une situation égale, situation que les lois d'impôts des différents pays pourraient modifier gravement, la Commission propose que tous les traitements et allocations soient exempts d'impôts. Comme, toutefois, les décisions de l'Assemblée pourraient être inopérantes quant aux lois fiscales appliquées dans les divers pays, il a été proposé que la Société des Nations rembourserait aux membres de la Cour le montant des impôts qu'ils auraient été obligés de payer. »

« La première Commission souhaite que, en attendant que la question puisse être formellement réglée [c'est-à-dire dans le Protocole du 14 septembre 1929], le principe d'ordre général exprimé dans ce passage soit maintenu. »

L'Assemblée a pris « dûment acte » de cette déclaration. Le 25 septembre 1930 elle a adopté une résolution soumise par la première Commission et approuvée par la Commission de contrôle ainsi que par la quatrième Commission. Cette résolution porte que les « allocations ou traitements sont exempts de tout impôt ».

Dans ses rapports relatifs aux années 1931 et 1932, la Commission de contrôle a examiné la question de savoir si les pensions des juges devaient également être exemptées d'impôt. Toutefois, en refusant d'admettre une telle extension de l'exemption, elle a déclaré dans son rapport pour 1931 :

« En ce qui concerne la question de l'exemption d'impôts, la Commission a constaté que la résolution du 18 décembre 1920 visant les traitements des membres de la Cour porte que les « allocations ou traitements sont exempts de tout impôt ». Par ailleurs, le rapport adopté par l'Assemblée de 1920, concernant l'organisation de la Cour permanente de Justice internationale, s'exprimait ainsi sur la question :

« Pour assurer à tous les membres de la Cour de Justice internationale une situation égale, situation que les lois d'impôts des différents pays pourraient modifier gravement,

la Commission propose que tous les traitements et allocations soient exempts d'impôts. Comme, toutefois, les décisions de l'Assemblée pourraient être inopérantes quant aux lois fiscales appliquées dans les divers pays, il a été proposé que la Société des Nations rembourserait aux membres de la Cour le montant des impôts qu'ils auraient été obligés de payer. »

« Il est apparu à la Commission de contrôle, dès l'origine, et elle persiste à penser aujourd'hui que la notion d'égalité, ainsi donnée comme base de l'exemption d'impôts, n'a de raison d'être que lorsque les juges exercent leurs fonctions. Il semble qu'il n'y aurait pas lieu d'accorder aux anciens titulaires de hautes fonctions internationales, une fois qu'ils sont rentrés dans la vie privée, un privilège les avantageant par rapport aux autres citoyens des pays dans lesquels ils s'établissent. »

IV.

Les renseignements dont on dispose n'indiquent pas qu'il y ait déjà eu antérieurement des demandes émanant de juges et tendant à obtenir le remboursement de l'impôt sur le revenu acquitté par eux sur leurs traitements.

Annexe I.

Lettre adressée par le Juge J. B. Moore à M. Hammarskjöld.

Paris, le 6 novembre 1922.

Bien que l'intention ait été que le traitement des juges titulaires et suppléants soit exempté de l'impôt sur le revenu dans les pays dont les juges sont des ressortissants, je ne suis pas certain que cette exemption ait été accordée dans tous les cas. Avez-vous des renseignements précis à ce sujet ? Ma question ne se rapporte évidemment pas aux Etats-Unis, mon propre cas étant encore exceptionnel.

(Signé) J. B. MOORE.

Lettre adressée par M. Hammarskjöld au Juge J. B. Moore.

Le 9 novembre 1922.

J'ai bien reçu votre lettre du 6 novembre concernant le paiement de l'impôt sur le revenu appliqué aux traitements et indemnités des membres de la Cour permanente de Justice internationale.

Je n'ai eu connaissance d'aucune difficulté à cet égard, sauf en ce qui concerne les émoluments du Président. Toutefois, ces difficultés sont d'un caractère tout à fait spécial: elles se rapportent à la question de savoir si les privilèges et immunités diplomatiques accordés aux fonctionnaires de la Société des Nations lorsqu'ils sont en mission pour le compte de la Société doivent également s'appliquer aux personnes d'une nationalité donnée, dans leur propre pays. Nous sommes actuellement en correspondance avec le Secrétariat de Genève pour savoir quelle est la règle suivie à cet égard par le Gouvernement suisse.

Pour votre information, je vous indique les textes qui pourraient être invoqués. Il y a tout d'abord un passage de la résolution adoptée par la première Assemblée de la Société des Nations concernant les traitements des juges: « les allocations et traitements sont exempts de tout impôt ».

En second lieu, le rapport à la suite duquel la résolution en question a été adoptée contient le passage suivant: « Pour assurer à tous les membres de la Cour de Justice internationale une situation égale, situation que les lois d'impôts des différents pays pourraient modifier gravement, la Commission (troisième Commission de la première Assemblée) propose que tous les traitements et allocations soient exempts d'impôts. Comme, toutefois, les décisions de l'Assemblée pourraient être inopérantes quant aux lois fiscales appliquées dans les divers pays, il a été proposé que la Société des Nations rembourserait aux membres de la Cour le montant des impôts qu'ils auraient été obligés de payer. »

En outre, le passage suivant de la déclaration verbale faite par M. Lafontaine devant la première Assemblée au sujet de la taxation s'applique également à la question: « J'ajoute que, afin que la situation de tous ces magistrats soit identique, nous avons proposé que tous ces traitements soient exempts d'impôts dans tous les pays et, dans le cas où dans certains pays des impôts seraient perçus, il est bien entendu que la Société des Nations en remboursera le montant au juge frappé par cette taxe. »

Le compte rendu *in extenso* des débats de la trente et unième séance de la première Assemblée porte que « les conclusions et la résolution de la Commission sont adoptées ». Le rapport se réfère ensuite à une annexe qui reproduit les deux documents d'où sont extraites les deux premières citations faites ci-dessus.

L'article 32 du Statut prévoit que les traitements des juges sont fixés par l'Assemblée de la Société des Nations, sur la proposition du Conseil. Toutefois, cette prérogative du Conseil a été déléguée par ce dernier à la troisième Commission de l'Assemblée. La décision prise par le Conseil à cet égard est consignée dans une lettre adressée par le Secrétaire général à M. Léon Bourgeois, président de la troisième Commission de la première Assemblée, et dans une autre lettre adressée par le Secrétaire général à M. Paul Hymans, président de la première Assemblée. La lettre mentionnée contient le passage suivant: « J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Conseil de la Société des Nations a décidé, lors de sa réunion d'aujourd'hui (10 décembre 1920), de prier la troisième Commission de l'Assemblée de bien vouloir se charger de préparer et de soumettre à l'Assemblée une proposition... de la part du Conseil de la Société des Nations. Par conséquent, le rapport concernant les traitements en question qui sera soumis à l'Assemblée par la troisième

Commission doit être considéré comme la proposition qui, aux termes dudit avant-projet, devrait être soumise à l'Assemblée par le Conseil. »

On est donc fondé, semble-t-il, à en conclure: a) qu'il était dans l'intention des organismes compétents de la Société des Nations que les juges de la Cour permanente de Justice internationale reçoivent, sans déduction aucune, le montant intégral des indemnités qui leur sont allouées; b) que les mêmes organismes ont envisagé l'éventualité de l'application, dans certains cas, d'un impôt sur le revenu aux traitements de cette catégorie (si ma mémoire ne me fait pas entièrement défaut, le cas envisagé en l'espèce était celui de l'élection d'un juge originaire des Etats-Unis); c) que, pour cette raison, les juges qui auraient eu à acquitter un impôt sur le revenu devraient être pleinement dédommagés par la Société des Nations.

J'ajouterai que, puisque le budget de 1923 ne prévoit pas de crédits à cet effet, les fonds nécessaires devront, le cas échéant, être demandés à la prochaine Assemblée afin que les paiements puissent être effectués en 1924.

(Signé) A. HAMMARSKJÖLD.

Annexe II.

Lettre du Juge G. H. Hackworth à M. Hambro.

[Traduction.]

Washington, le 29 mai 1946.

J'ai bien reçu votre lettre du 11 mai me transmettant une demande de renseignements de M. López-Oliván sur la question de savoir si les juges américains de la Cour permanente de Justice internationale ont été assujettis par les Etats-Unis à un impôt sur leur traitement.

J'ai posé la question, à titre officieux, à un membre de l'Administration des contributions publiques du Département du Trésor, mais, jusqu'ici, il n'a pas été en mesure de me donner une réponse catégorique. Il semble que les dossiers officiels des déclarations d'impôt sur le revenu soient classés dans les divers bureaux régionaux plutôt qu'à Washington et ne soient pas, de ce fait, aisément accessibles. Quant aux déclarations plus anciennes, il est même possible qu'elles aient été détruites.

En outre, il y a lieu de se demander si de tels renseignements peuvent être fournis à titre officieux, étant donné le secret traditionnellement observé par le Trésor au sujet des déclarations d'impôt sur le revenu faites par les particuliers. Il est probable, cependant, qu'une demande de renseignements officiels adressée au Département du Trésor par l'entremise du Département d'Etat et indiquant que les renseignements sont nécessaires au Comité de liquidation de la Société des Nations permettrait de tourner la difficulté. Je n'ai pas prié le Département d'Etat d'examiner l'affaire avec le Département du Trésor, étant donné que l'extrait de la lettre de M. Oliván que vous citez semble appeler une démarche d'un caractère moins officiel.

Il se peut que les renseignements particuliers concernant le paiement d'un impôt sur le revenu par les juges américains ne soient pas jugés nécessaires, étant donné les dispositions de la loi relative à l'impôt sur le revenu qui était en vigueur avant l'adoption du « Revenue Act » de 1943. La loi antérieure exemptait de l'impôt les revenus tirés par les nationaux de sources situées en dehors des Etats-Unis, à la condition que les dits nationaux n'aient pas résidé aux Etats-Unis pendant plus de six mois au cours de l'année imposable (« Internal Revenue Code 1939 »: article 116). La législation n'a apparemment pas varié sur ce point pendant la période qui s'est écoulée entre l'institution de la Cour permanente de Justice internationale et l'année fiscale 1943 (58 Stat. 21, 32).

En conséquence, la question de savoir si les juges américains, membres de la Cour permanente, étaient assujettis, aux Etats-Unis, à l'impôt sur le revenu pour les traitements qu'ils recevaient en leur qualité de juges de la Cour semblerait dépendre d'une autre question: celle de savoir s'ils ont demandé et obtenu l'exemption en invoquant leur résidence à l'étranger pendant au moins six mois de chaque année fiscale — à supposer, bien entendu, qu'il n'y ait pas eu d'autre base d'exemption. Etant donné que cette règle était en vigueur durant presque toute la période pendant laquelle le juge Hudson était en fonction, il ne devrait avoir aucune difficulté à exposer son propre cas.

J'espère que ces renseignements pourront être de quelque utilité pour M. Oliván. Je regrette qu'ils ne soient pas plus complets.

(Signé) Green H. HACKWORTH.

4. QUESTIONNAIRE ADRESSÉ A M. MANLEY HUDSON PAR LE COMITÉ DE RÉDACTION ET RÉPONSES FOURNIES PAR LUI

B.L. 45 a) (Genève, le 22 juillet 1946).

[Traduction.]

1. a) A quelle date avez-vous repris vos fonctions d'enseignement à l'Université d'Harvard ?
b) Jusqu'à quelle date avez-vous continué de les exercer ?
 - a) Octobre 1940.
 - b) J'ai continué depuis cette date, mais avec diverses périodes de congé. Je me suis toujours tenu à la disposition de la Cour.
2. Quels émoluments avez-vous reçus pour les services ci-dessus ?

Traitement annuel de 12.000 dollars, sous réserve de certaines déductions. De 1942 à 1944 le demi-traitement seulement a été payé.

3. Avant de reprendre vos fonctions d'enseignement, avez-vous reçu une autorisation écrite ou orale du Président de l'ancienne Cour permanente de Justice internationale ?

Oui.

Si vous avez reçu des instructions écrites, voudriez-vous en joindre un exemplaire ?

Diverses lettres ont été échangées. Je n'en ai pas d'exemplaires ici à ma disposition.

4. Quelles démarches avez-vous faites auprès des autorités fiscales américaines pour obtenir que la taxation fût aussi modérée que la loi le permettait, en faisant valoir, par exemple, que les arriérés représentent le paiement de traitement couvrant une période de cinq années ou en utilisant d'autres arguments ?

En avril 1946, j'ai demandé au « Department of State » de prendre des dispositions en vue de l'exonération. Ce département a soumis la question au Département du Trésor qui n'a pas répondu.

5. Auriez-vous l'obligeance de donner les références des dispositions du droit fiscal américain applicables à l'espèce.

« Internal Revenue Code », chapitres 1 et 2, notamment la section 107 (d) sur les versements arriérés. Règlement III, section 29, 107-3.

21 juillet 1946.

Manley O. HUDSON.

5. LETTRE, DU 22 JUILLET 1946, DE M. MANLEY HUDSON AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

B.L. 45(b) (Genève, le 23 juillet 1946).

Hôtel d'Angleterre, Genève,

le 22 juillet 1946.

[Traduction.]

En annexe à mes réponses au questionnaire, j'ai l'honneur de vous informer que j'ai reçu, aujourd'hui, une réponse à ma demande d'exonération de l'impôt américain, qui me refuse l'exonération sollicitée.

(Signé) Manley O. HUDSON.

6. LETTRE, DU 18 JUILLET 1946, DE M. CHARLES FAHY, CONSEILLER JURIDIQUE DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT, WASHINGTON, D.C., A M. MANLEY HUDSON

B.L. 45(c) (Genève, le 26 juillet 1946).

Département d'Etat, Washington,

le 18 juillet 1946.

[Traduction.]

La présente lettre se réfère à votre lettre du 8 avril 1946 et à l'accusé de réception de cette lettre par le Département en date du 23 avril 1946, visant à l'exonération de l'impôt fédéral sur le revenu, en ce qui concerne les arriérés de traitement qui doivent vous être versés en votre qualité de juge à la Cour permanente de Justice internationale.

Le Département d'Etat a maintenant reçu une réponse à la lettre qu'il avait adressée au Département du Trésor, demandant s'il vous était possible d'obtenir l'exonération de l'impôt fédéral sur le revenu pour les arriérés de traitement qui doivent vous être versés.

Le Département du Trésor a donné au Département d'Etat les renseignements suivants :

« Tout citoyen des Etats-Unis est assujéti à l'impôt fédéral sur l'intégralité de son revenu, de quelque source qu'il provienne, à l'exception des revenus expressément exonérés de l'impôt par des dispositions légales.

« Etant donné que les Etats-Unis n'ont pas adhéré au Statut de la Cour permanente de Justice internationale, rédigé en 1920 par application du Pacte de la Société des Nations, en vertu des dispositions duquel les traitements des juges de la Cour sont exonérés de tout impôt, et étant donné qu'il n'existe aucune disposition dans le « Internal Revenue Code » exonérant expressément ces traitements, le Département considère que la somme payable au titre d'arriérés de traitement en rémunération de services accomplis comme juge à la Cour permanente de Justice internationale est assujéti à l'impôt fédéral sur le revenu.

« Antérieurement à 1943, la Section 116 (a) du « Internal Revenue Code » disposait que les gains rémunérant le travail d'un citoyen américain provenant de sources situées en dehors des Etats-Unis étaient exonérés au cas où ce citoyen résidait *bona fide* hors des Etats-Unis pendant plus de six mois au cours de l'année d'imposition. A compter de 1943, il est devenu nécessaire, pour obtenir cette exonération, que l'intéressé réside *bona fide* en pays étranger pendant toute l'année d'imposition. En l'absence d'un exposé des faits plus complet que celui qui est fourni dans sa lettre, notre Département n'est pas en mesure de dire si l'honorable M. Hudson, en invoquant la Section 107 du « Internal Revenue Code » qui prévoit un traitement spécial pour la rémunération des services durant une période égale ou supérieure à trente-six mois et pour des arriérés de traitement, peut justifier sa demande d'exonération en vertu de la Section 116. »

(Signé) Charles FAHY,
Conseiller juridique.

ANNEXE 6 b)

B.L. 60 (Genève, le 26 octobre 1946).

AVIS JURIDIQUE DONNÉ PAR M. PLINIO BOLLA,
PRÉSIDENT DU TRIBUNAL FÉDÉRAL SUISSE

Lausanne, le 5 octobre 1946.

Au Comité de liquidation de la Société des Nations à Genève
(par l'entremise de M. Daniel Secretan, Conseiller de
Légation, auprès du Département politique fédéral, à Berne).

Messieurs,

Vous avez bien voulu me demander mon avis juridique sur la question suivante :

« Compte tenu de toutes les circonstances du cas, la Société des Nations est-elle en droit obligée de rembourser à M. Manley Hudson l'impôt prélevé par le fisc américain sur l'ensemble des arriérés de traitement, pour la période allant du 1^{er} janvier 1941 au 31 janvier 1946, se montant à 106.730,61 florins hollandais, qui lui ont été payés le 23 février 1946 ? »

J'ai l'honneur de vous donner cet avis, en me fondant sur les faits qui ressortent de votre document B.L. 45 et de ses annexes (*cf.* la lettre du 9 août 1946 de M. Emile Giraud, conseiller juridique p. i. de la Société des Nations, à M. Daniel Secretan, Conseiller de Légation, auprès du Département politique fédéral à Berne).

Ces faits, pour autant qu'ils intéressent, à mon avis, la solution à donner au litige, peuvent être résumés comme suit :

Quoique les Etats-Unis de l'Amérique du Nord ne fussent pas partie ni au Pacte de la Société des Nations ni au Statut de la Cour permanente de Justice internationale (dans la suite: la Cour), le professeur Manley Hudson fut élu juge à la Cour, lors du renouvellement général en septembre 1930, pour une période de neuf années allant du 1^{er} janvier 1931 au 31 décembre 1939; il venait à occuper le siège qu'avaient illustré avant lui, successivement, ses concitoyens, MM. Bassett Moore, Hughes et Kellog.

Du fait de la guerre, le Conseil et l'Assemblée de la Société des Nations ne purent procéder en 1939 à la réélection des juges de la Cour dont le mandat expirait.

La Commission de contrôle élue par l'Assemblée de la Société des Nations se prononça en 1940 pour une réduction substantielle du budget de la Cour, réduction qui prendrait effet le 1^{er} janvier 1941. En conséquence, il fut décidé que, durant la période de crise, les juges (à l'exception du Président) recevraient jusqu'à nouvel avis une allocation mensuelle de 500 francs suisses et qu'en outre une indemnité supplémentaire leur serait payée dans le cas où la Cour se réunirait.

En fait, la Cour ne tint aucune session judiciaire depuis 1939. Elle tint une session administrative à la fin de 1945. A la suite de la création par les Nations Unies de la Cour de Justice internationale appelée à remplacer la Cour, tous les juges de celle-ci, y compris M. Manley Hudson, donnèrent leur démission de manière qu'elle prit effet à la date du 1^{er} février 1946.

La Commission de contrôle, par une résolution du 20 novembre 1945, décida, d'accord avec le Président de la Cour, que les juges de la Cour recevraient pour la période allant du 1^{er} janvier 1940 au 31 janvier 1946 un traitement annuel de 24.000 florins hollandais, déduction faite de l'allocation mensuelle de 500 francs suisses qui leur avait été payée antérieurement. Du fait de ce rappel de traitement, M. Manley Hudson toucha le 23 février 1946 une somme de 106.730,61 florins hollandais.

M. Manley Hudson a résidé d'une façon continue aux Etats-Unis pendant la période allant du 1^{er} janvier 1940 au 31 janvier 1946; à partir d'octobre 1940, il a repris ses fonctions de professeur à l'Université d'Harvard, cela avec l'autorisation du Président de la Cour.

Aussi bien le fisc des Etats-Unis entend-il imposer les 106.730,61 florins hollandais que M. Manley Hudson a touchés de la Société des Nations à titre de rappel de traitement pour la période allant du 1^{er} janvier 1941 au 31 janvier 1946.

M. Manley Hudson demande à la Société des Nations de lui rembourser les sommes que lui réclame le fisc américain par suite du versement de 106.730,61 florins hollandais qu'elle lui a fait à titre d'arriérés de traitement pour la période du 1^{er} janvier 1941 au 31 janvier 1946. Le paiement des arriérés de traitement ayant été fait en une seule fois, en 1946, le fisc américain l'a compris dans le revenu de cette année de M. Manley Hudson. Les arriérés de traitement n'ont pas été le seul revenu de M. Manley Hudson imposable aux Etats-Unis en 1946. Le taux de l'impôt sur les revenus augmente aux Etats-Unis avec le montant imposable.

Ces faits appellent, à mon avis, les considérations juridiques suivantes :

1. C'est en sa qualité de juge à la Cour permanente de Justice internationale pendant la période allant du 1^{er} janvier 1941 au 31 janvier 1946 que M. Manley Hudson fait valoir envers la

Société des Nations sa prétention au remboursement des impôts par lui dus au fisc américain du fait du recouvrement en 1946 d'arriérés de traitement d'un montant de 106.730,61 florins hollandais.

Les droits et les obligations des juges à la Cour envers la Société des Nations sont définis par le Statut de la Cour.

Le Statut originaire de la Cour, établi par un Protocole du 16 décembre 1920, a fait l'objet d'une révision. L'œuvre de révision a abouti à la confection d'un Protocole du 14 septembre 1929, qui est entré en vigueur le 1^{er} février 1936.

C'est le Statut révisé qui détermine donc les droits et obligations des juges à la Cour pendant la période allant du 1^{er} janvier 1941 au 31 janvier 1946, à laquelle se rapporte la prétention de M. Manley Hudson. Celui-ci, élu pour la période allant du 1^{er} janvier 1931 au 31 décembre 1939, a vu son mandat prolongé à l'échéance, la réélection des juges n'ayant pas été possible en 1939 et l'article 13, alinéa 3, du Statut révisé disposant que les juges « restent en fonction jusqu'à leur remplacement ».

Le régime originaire prévoyait, pour les juges titulaires, une indemnité annuelle et une allocation par jour de fonctions, le tout à fixer par l'Assemblée de la Société des Nations sur la proposition du Conseil (article 32 du Statut de 1920); le Statut amendé (article 32) y a substitué pour les membres de la Cour un traitement annuel à fixer de la même manière. Mais alors que le Statut originaire était muet sur ce point, l'article 32, alinéa 8, du texte révisé en 1929 dispose que « les traitements, indemnités et allocations sont exempts de tout impôt ».

2. Au silence, sur ce point, du Statut originaire, l'Assemblée de la Société des Nations avait toutefois cru pouvoir obvier par une résolution du 18 décembre 1920.

L'Assemblée était compétente, d'après le Statut originaire et comme nous l'avons vu, pour fixer l'indemnité annuelle et l'allocation dues aux juges. Elle aurait dû y procéder sur la proposition du Conseil. Mais le Conseil délégua, le 10 décembre 1920, cette prérogative à la troisième Commission de l'Assemblée (cf. les deux lettres du 10 décembre 1920 adressées par le Secrétaire général à M. Léon Bourgeois, président de la troisième Commission de la première Assemblée, et à M. Paul Hymans, président de la première Assemblée, publiées dans les *Actes de la Première Assemblée de la Société des Nations, 1920, Séances des commissions*, pages 578 et 579). La question fut introduite à la troisième Commission par un memorandum du Secrétariat (*ibid.*, pages 580 à 582): il n'y est pas question de l'imposition fiscale des traitements et allocations des juges à la Cour. Mais, au cours des travaux de la Commission, une proposition britannique fut présentée qui, après avoir fixé les traitements et allocations, se terminait par la phrase: « Tous traitements et allocations exempts d'impôts » (*ibid.*, page 583). Cette proposition fut adoptée par la Commission dans son projet de résolution: « Les allocations et traitements sont exempts de tout impôt » (*ibid.*, page 587). Les motifs ayant guidé la Commission, sur ce point, se retrouvent dans le rapport écrit présenté à l'Assemblée par M. H. Lafontaine (*ibid.*, page 586, et *Actes de la Première Assemblée de la Société des Nations, 1920, Séances plénières*, page 766):

« Pour assurer à tous les membres de la Cour de justice internationale une situation égale, situation que les lois d'impôt des différents pays pourraient modifier gravement, la Commission propose que tous les traitements et allocations soient exempts d'impôts. Comme, toutefois, les décisions de l'Assemblée pourraient être inopérantes quant aux lois fiscales appliquées dans les divers pays, il a été proposé que la Société des Nations rembourserait aux membres de la Cour le montant des impôts qu'ils auraient été obligés de payer. »

Le rapporteur, M. H. Lafontaine, compléta verbalement son commentaire, à la trente et unième séance plénière du 18 décembre 1920 (*ibid.*, page 748):

« J'ajoute que, afin que la situation de tous ces magistrats soit identique, nous avons proposé que tous ces traitements soient exempts d'impôt dans tous les pays et dans le cas où dans certains pays des impôts seraient perçus, il est bien entendu que la Société des Nations en remboursera le montant au juge frappé de cette taxe. »

A la même séance, les conclusions et la résolution de la Commission furent adoptées (*ibid.*, page 748).

3. A la lumière des explications données par le rapporteur, la portée de la résolution du 18 décembre 1920 de l'Assemblée de la Société des Nations était donc parfaitement claire.

Il ne s'agissait pas de mettre à la charge de l'Etat sur le territoire duquel était fixé le siège de la Cour, soit des Pays-Bas (cf. article 22, alinéa 1, du Statut originaire et amendé: « Le siège de la Cour est fixé à La Haye »), l'obligation de ne pas percevoir d'impôts sur les traitements et allocations des juges titulaires et suppléants. Un tel souci aurait été d'autant plus déplacé que, d'après le Statut originaire, la Cour ne restait pas toujours en fonction, mais se bornait à tenir une session par année; il n'était pas à craindre que le fisc néerlandais essayât d'imposer les juges du fait de leur présence à La Haye pendant la session annuelle. Au surplus, l'exemption fiscale à La Haye aurait dû faire l'objet d'une convention avec les Pays-Bas et non pas d'une résolution de l'Assemblée de la Société des Nations.

Il ne s'agissait pas non plus de mettre à la charge des Etats parties au Statut l'obligation de ne pas prélever d'impôts sur les traitements et allocations des juges.

L'Assemblée n'avait aucune compétence de mettre une telle obligation à la charge des Etats membres de la Société des Nations. Celle-ci ne jouissait d'aucun pouvoir direct de caractère constitutionnel sur aucun de ses membres et l'Assemblée, en dehors des mesures concrètes sur

des objets déterminés expressément prévus par le Pacte (par exemple admission et exclusion des membres, changement du siège, etc.), ne pouvait prendre aucune résolution s'imposant aux Etats membres (DIENA: *Diritto internazionale pubblico*, page 91). Les résolutions de l'Assemblée n'étaient pas une source de normes juridiques (ANZILOTTI: *Corso di diritto internazionale*, page 272). Ce n'est pas par la voie d'une résolution de l'Assemblée qu'avait été constituée la Cour, mais bien par le moyen d'un Protocole, soit d'un traité, quoique précédé par une résolution unanime de l'Assemblée (*ibid.*, pages 272 et 273). Aussi bien l'Assemblée a-t-elle envisagé à juste raison, dans sa séance du 18 décembre 1920, l'hypothèse que des Etats pourraient percevoir des impôts sur les traitements et allocations des juges, et c'est le remboursement de ces impôts aux juges frappés qu'elle a alors décidé, afin que tous les juges aient une situation égale. Vis-à-vis des Etats membres, la résolution de l'Assemblée, qui exemptait de tout impôt les traitements et allocations des juges à la Cour, ne pouvait avoir que la valeur d'une recommandation; au surplus, les juges à la Cour pouvaient se voir imposés par des Etats non membres, pour lesquels la résolution n'avait même pas cette valeur; dans ces conditions, le but que l'Assemblée se proposait — soit l'égalité de traitement — pouvait être assuré seulement, en pratique, par une sorte de porté-fort de la Société des Nations, celle-ci s'engageant à rembourser aux juges le montant de l'impôt perçu, le cas échéant, par un Etat quelconque sur leurs traitements et allocations.

4. Lors de la revision du Statut qui a abouti à la confection du Protocole du 14 septembre 1929, la résolution de l'Assemblée du 18 décembre 1920 concernant l'exemption des allocations et traitements des juges de tout impôt est devenue l'article 32, alinéa 8, du Statut amendé: « Les traitements, indemnités et allocations sont exempts de tout impôt ». La seule modification, par rapport au texte de la résolution, est que l'exemption s'étend désormais expressément aussi aux indemnités.

Il convient de rechercher la genèse de l'article 32, alinéa 8, du Statut amendé.

C'est par les résolutions des 13 et 14 décembre 1928 que le Conseil de la Société des Nations a chargé un Comité de juristes d'une étude concernant le réexamen du Statut de la Cour. Ce Comité a siégé du 11 au 19 mars 1929 et a adopté un rapport se référant à la question des amendements à apporter, le cas échéant, au Statut de la Cour (*Société des Nations, Journal officiel* 10, 1929, page 1113). Ce rapport (*ibid.*, pages 1194 et suiv.) ne dit rien de l'exemption fiscale des traitements, etc., des juges; il se borne, à ce sujet, à proposer qu'à l'article 32 soit ajouté l'alinéa: « Les traitements, indemnités et allocations sont exempts de tout impôt » (*ibid.*, page 1119) et que, par conséquent, la nouvelle résolution de l'Assemblée, relative aux traitements, devant remplacer celle du 18 décembre 1920, ne mentionne plus cette exemption.

5. Le Statut révisé aurait dû entrer en vigueur le 1^{er} septembre 1930. Les conditions de cette mise en vigueur ne s'étant pas réalisées, un comité de trois juristes fut désigné le 9 septembre 1930 pour faire des propositions concrètes à l'Assemblée (*Société des Nations, Journal Officiel* 11, 1930, page 1313): il s'agissait en somme d'atteindre, dans les limites du possible, par des mesures provisoires les buts auxquels avait visé la revision du Statut de la Cour. Le Comité des juristes, dans son rapport du 10 septembre 1930 (*ibid.*, pages 1466 et suiv.), proposait une résolution fixant à nouveau les traitements et allocations des membres de la Cour et ajoutait, comme la résolution du 18 décembre 1920: « Les allocations ou traitements sont exempts de tout impôt. » La proposition fut adoptée à la séance du 12 septembre 1930 du Conseil de la Société des Nations (*ibid.*, page 1322), qui décida de la transmettre à l'Assemblée (*Société des Nations, Journal Officiel, Onzième Session ordinaire, 1930, Supplément spécial, page 130*). C'est la première Commission qui fut chargée par l'Assemblée d'examiner la question. La première Commission désigna comme rapporteur M. Pilotti (voir son rapport, *ibid.*, pages 498 à 500), lequel, à la séance de l'Assemblée du 25 septembre 1930, présenta des projets de résolution conformes, en ce qui concerne l'exemption fiscale, à la proposition du comité des trois juristes et du Conseil de la Société des Nations. M. Pilotti, au cours de la même séance, donna « quelques explications au sujet des résolutions proposées » (*ibid.*, page 131), entre autres les suivantes (*ibid.*, page 132):

« Un des points qui ont attiré particulièrement l'attention de la Commission est que, tandis que le Règlement relatif aux traitements et allocations stipule que ceux-ci sont exempts de tout impôt, la même disposition n'est pas prévue dans les textes de 1924 et de 1929, en ce qui concerne les pensions.

« A ce propos, l'attention de la Commission a été attirée sur le passage suivant du rapport adopté par l'Assemblée en 1920, concernant la taxation du traitement des membres de la Cour:

« Pour assurer à tous les membres de la Cour permanente de Justice internationale une situation égale, situation que les lois d'impôts des différents pays pourraient modifier gravement, la Commission propose que tous les traitements et allocations soient exempts d'impôts. Comme, toutefois, les décisions de l'Assemblée pourraient être inopérantes quant aux lois fiscales appliquées dans les divers pays, il a été proposé que la Société des Nations rembourserait aux membres de la Cour le montant des impôts qu'ils auraient été obligés de payer.

« La première Commission souhaite qu'en attendant que la question puisse être formellement réglée, le principe d'ordre général exprimé dans ce passage soit maintenu. »

A la même séance de l'Assemblée, du 25 septembre 1930, les propositions de résolution de la première Commission furent adoptées, après que le Président eut déclaré (*ibid.*, page 133):

« Je crois être le fidèle interprète de l'Assemblée en ajoutant qu'elle a pris acte de l'exposé que M. Pilotti a bien voulu faire au nom de la première Commission. »

Dans ses rapports relatifs aux années 1931 et 1932, la Commission de contrôle élue par l'Assemblée de la Société des Nations a examiné la question de savoir si les pensions des juges devaient également être exemptées d'impôt. En refusant d'admettre une telle extension de l'exemption, elle a déclaré dans son rapport pour 1931 :

« En ce qui concerne la question de l'exemption d'impôts, la Commission a constaté que la résolution du 18 décembre 1920 visant les traitements des membres de la Cour porte que les « allocations ou traitements sont exempts de tout impôt ». Par ailleurs, le rapport adopté par l'Assemblée de 1920, concernant l'organisation de la Cour permanente de Justice internationale, s'exprimait ainsi sur la question :

« Pour assurer à tous les membres de la Cour de Justice internationale une situation égale, situation que les lois d'impôts des différents pays pourraient modifier gravement, la Commission propose que tous les traitements et allocations soient exempts d'impôts. Comme, toutefois, les décisions de l'Assemblée pourraient être inopérantes quant aux lois fiscales appliquées dans les divers pays, il a été proposé que la Société des Nations rembourserait aux membres de la Cour le montant des impôts qu'ils auraient été obligés de payer. »

« Il est apparu à la Commission de contrôle, dès l'origine, et elle persiste à penser aujourd'hui que la notion d'égalité, ainsi donnée comme base de l'exemption d'impôts, n'a de raison d'être que lorsque les juges exercent leurs fonctions. Il semble qu'il n'y aurait pas lieu d'accorder aux anciens titulaires de hautes fonctions internationales, une fois qu'ils sont rentrés dans la vie privée, un privilège les avantageant par rapport aux autres citoyens des pays dans lesquels ils s'établissent. »

6. Il faut reconnaître sans autre que, en cessant, avec effets dès le 1^{er} février 1936, d'être une résolution de l'Assemblée pour devenir une disposition du Statut de la Cour, l'exemption fiscale des juges de la Cour a changé formellement de caractère : de simple recommandation de l'Assemblée ne liant pas même les Etats membres de la Société des Nations, elle est devenue l'article d'un Protocole, soit d'un traité, donc une norme juridique internationale résultant d'un accord entre Etats et valant pour tous les Etats ayant participé à l'accord. Lorsque, à la séance de l'Assemblée de la Société des Nations du 25 septembre 1930, M. Pilotti a parlé d'un règlement formel de la question, il faisait précisément allusion au nouveau caractère juridique qu'aurait eu l'exemption fiscale *de quo agitur* dès que le Protocole du 14 septembre 1929 serait entré en vigueur. Avec cette mise en vigueur, les craintes exprimées par M. Lafontaine dans son rapport écrit de décembre 1920, que « les décisions de l'Assemblée pourraient être inopérantes, quant aux lois fiscales appliquées dans les divers pays », tombaient, du moins théoriquement, pour les pays signataires du Protocole du 14 septembre 1929. Doit-on en déduire que l'article 32, alinéa 8, du Statut amendé a entendu faire abstraction de l'obligation de la Société des Nations de rembourser aux membres de la Cour le montant des impôts qu'ils auraient été obligés de payer, obligation qui avait fait partie intégrante de l'exemption fiscale résultant de la résolution de l'Assemblée du 18 décembre 1920 ? La réponse négative s'impose, à mon avis. Si on avait entendu modifier la portée concrète de l'exemption telle qu'elle avait toujours été admise par la Société des Nations, une trace de cette volonté d'innovation matérielle serait restée dans les actes de la Société des Nations ; or, nous avons vu qu'il n'en est rien. L'obligation de restituer aux juges de la Cour le montant des impôts qu'ils auraient été obligés de payer ne perdait pas toute raison d'exister du fait du nouveau caractère juridique que l'exemption fiscale revêtait de par son inscription dans un traité. Même en laissant de côté l'éventualité qu'un pays signataire du Protocole du 14 septembre 1929 ne respecterait pas son engagement, le juge, n'étant pas obligé d'avoir son domicile fiscal — ou l'un de ses domiciles fiscaux — aux Pays-Bas (voir *infra*, sous chapitre 7), pouvait l'avoir dans un Etat n'ayant pas signé le Protocole du 14 septembre 1929. Il y a plus. Aux termes du Statut, aussi bien originaire que révisé (article 2), les juges de la Cour étaient élus sans égard à leur nationalité, donc aussi parmi les ressortissants des Etats non parties au Statut ; en 1929 on n'ignorait pas qu'un juge des Etats-Unis, pays non partie au Statut, avait constamment siégé à la Cour (BUSTAMANTE : *Droit international public*, I, page 586) ; même le Statut révisé n'interdisait pas au juge originaire des Etats-Unis d'y conserver son foyer (argument : article 23, alinéa 2, du Statut révisé en 1929), ce qui aurait pu l'exposer à des prétentions du fisc américain sur son revenu comme membre de la Cour. Toute la tendance de la révision du Statut en 1929 a été d'améliorer la situation matérielle des juges, les fonctions judiciaires perdant leur caractère occasionnel pour devenir fixes et le régime des incompatibilités devenant plus sévère (PEREIRA DA SILVA : *La réforme de la Cour permanente*, pages 136 à 150) : il aurait été contraire à cette tendance qu'on affaiblisse la portée de l'exemption fiscale en supprimant le porté-fort subsidiaire de la Société des Nations. Seul un tel porté-fort restait, même sous le nouveau régime, capable d'assurer le but constant poursuivi par la Société des Nations : l'égalité de traitement. C'est de ce but, et de ce but uniquement, qu'il est question dans le rapport écrit de M. Lafontaine de décembre 1920, dans le commentaire verbal de M. Lafontaine à la séance du 18 décembre 1920, dans les explications de M. Pilotti à la séance du 25 septembre 1930, dans le rapport de la Commission de contrôle pour 1931 ; certes, ce but aurait pu être atteint, dès l'entrée en vigueur du Protocole du 14 septembre 1929, sans l'obligation de remboursement à la charge de la Société des Nations, mais seulement si le Protocole avait lié tous les Etats, condition d'universalité qui, au su des signataires, était loin d'être remplie, surtout à cause de l'absence des Etats-Unis, qu'on entendait cependant associer à l'activité de la Cour en leur réservant un siège permanent dans celle-ci.

Il est d'ailleurs évident que par les mesures provisoires rendues nécessaires par le retard apporté dans la mise en vigueur du Protocole du 14 septembre 1929, l'Assemblée de la Société des Nations n'a entendu qu'anticiper en quelque sorte les effets du Protocole: or — et le rappel par M. Pilotti du rapport de M. Lafontaine à la séance du 25 septembre 1930 ne peut laisser subsister aucun doute sur ce point — l'Assemblée de la Société des Nations, par les mesures provisoires en question, a voulu maintenir la règle du remboursement aux membres de la Cour du montant des impôts qu'ils auraient été obligés de payer.

Ce que l'Assemblée de la Société des Nations a voulu, sous le régime du Statut originaire par sa résolution du 18 décembre 1920, sous le régime du Statut révisé par l'article 32, alinéa 8, et sous le régime provisoire entre l'adoption et l'entrée en vigueur du Statut révisé par sa résolution du 25 septembre 1930, c'est ce que M. Pilotti a qualifié, ce même 25 septembre, de « principe d'ordre général »: la garantie aux juges de la Cour de l'égalité de traitement. On aurait affaibli ce principe, en 1929, si on avait exclu l'un des moyens de le réaliser (l'obligation de remboursement par la Société des Nations des impôts payés par les juges sur leurs traitements, etc.), moyen jusqu'alors admis et qui, dans des circonstances déterminées, pouvait seul assurer l'égalité de traitement.

7. Il résulte de ce qui précède que la Société des Nations est, à mon avis, obligée en principe de rembourser à M. Manley Hudson l'impôt dû par lui au fisc américain sur l'ensemble des arriérés de traitement qui lui ont été payés le 23 février 1946 pour la période allant du 1^{er} janvier 1941 au 31 janvier 1946.

Ce principe cesserait de trouver application si c'était par une violation de ses devoirs envers la Société des Nations que M. Manley Hudson s'était mis dans la condition de devoir cet impôt.

A cet égard, il y a lieu de remarquer tout d'abord que le Statut amendé, pas plus que le Statut originaire, ne faisait un devoir aux juges d'avoir leur domicile — notamment leur domicile fiscal — à La Haye ou, plus généralement, aux Pays-Bas. Il suffisait que les membres de la Cour soient à tout moment à la disposition de celle-ci (article 23, alinéa 3, du Statut révisé). L'article 23, alinéa 2, du Statut révisé accordait tous les trois ans un congé spécial de six mois, non compris la durée du voyage, aux membres de la Cour dont les foyers se trouvaient à plus de cinq jours de voyage normal de La Haye. Les juges dont les foyers se trouvaient à une moindre distance de La Haye étaient donc considérés comme ayant la faculté de vivre dans leurs foyers, à condition de se tenir à tout moment à la disposition de la Cour. C'est dans ce sens que s'est prononcé, au sein de la Conférence dont est issu le Protocole du 14 septembre 1929, M. Politis: « Le juge doit être à la disposition du tribunal lorsque celui-ci l'appelle, mais cela n'implique pas une résidence forcée à La Haye quand il n'a rien à y faire » (Procès-verbal de la Conférence, page 39). C'est dans ce sens aussi que se prononce Pereira da Silva dans son ouvrage déjà cité, page 110.

Certes, en 1939, les Etats-Unis, où M. Manley Hudson a transféré sa résidence, se trouvaient à plus de cinq jours de voyage normal de La Haye et les conditions du congé de l'article 23, alinéa 2, du Statut révisé n'étaient-elles pas réalisées. Mais la Cour n'a tenu aucune session judiciaire depuis 1939, la seconde guerre mondiale a éclaté au début de septembre 1939, les Pays-Bas ont été occupés par l'armée allemande en mai 1940 et n'ont été libérés qu'au cours du printemps 1945. M. Manley Hudson n'avait rien à faire à La Haye pendant la guerre — pour reprendre les termes employés par M. Politis — et sa résidence aux Etats-Unis ne l'a empêché d'accomplir aucun de ses devoirs de membre de la Cour. D'ailleurs, la réduction substantielle du traitement des juges, décidée en 1940 par la Commission de contrôle, était justifiée précisément par la cessation de l'activité de la Cour et, au surplus, le président de celle-ci, en autorisant M. Manley Hudson à reprendre son enseignement à Harvard dès octobre 1940, a consenti implicitement à ce qu'il réside aux Etats-Unis pendant la guerre, soit au moins pendant l'occupation des Pays-Bas par l'Allemagne.

A un autre point de vue encore, la question peut se poser de savoir si M. Manley Hudson n'a pas contrevenu à ses obligations envers la Société des Nations et donné naissance, par cette violation, à sa dette fiscale envers les Etats-Unis de laquelle il demande à être relevé.

D'après l'article 16 du Statut révisé, « les membres de la Cour ne peuvent exercer aucune fonction politique ni administrative, ni se livrer à aucune occupation de caractère professionnel ». Dans les occupations de ce dernier genre rentrent, sans aucun doute, les fonctions de professeur universitaire. La Conférence dont est issu le Protocole du 14 septembre 1929 s'est ralliée à l'avis exprimé par un des rapporteurs du Comité des juristes, M. Fromageot, en ce sens que les fonctions de professeur universitaire seraient désormais interdites aux juges de la Cour (PEREIRA DA SILVA, *op. cit.*, page 138). Or M. Manley Hudson a repris ses fonctions de professeur à l'Université d'Harvard en octobre 1940. Mais il l'a fait avec l'autorisation du Président de la Cour, à un moment où, par suite de la crise, la Cour était en veilleuse et ses membres ne recevaient qu'une allocation mensuelle de 500 francs suisses ayant un caractère plus symbolique qu'autre chose. La Société des Nations serait dès lors malvenue à reprocher à M. Manley Hudson d'avoir, avec le consentement du Président de la Cour, disposé du temps que lui laissait la léthargie de cette dernière.

8. C'est un principe général de droit que chacun est tenu d'exercer ses droits et d'exécuter ses obligations selon les règles de la bonne foi (*cf.* article 2, alinéa 1, du Code civil suisse).

M. Manley Hudson avait dès lors l'obligation, envers la Société des Nations, de soulever à l'encontre de la prétention du fisc américain de soumettre à l'impôt les honoraires arriérés *de quo agitur*, tous les moyens de fait et de droit ayant des chances d'être admis, que ces moyens soient dirigés contre le principe même de l'imposition ou contre le *quantum*.

M. Manley Hudson a satisfait à cette exigence en essayant, par sa lettre du 10 février 1943 à M. Morgenthau, secrétaire du Trésor, de faire admettre que les Etats-Unis, en tant que partie à l'Organisation internationale du Travail, devraient respecter les dispositions du Statut de la Cour et partant ne pourraient pas l'imposer, l'article 22 b) (7) de la loi fiscale des Etats-Unis disposant que ne sont pas à inclure dans le revenu brut « les revenus exonérés en vertu d'un traité ». Mais cette thèse a été repoussée par les lettres du 5 avril 1943 du Département du Trésor et du 18 juillet 1946 de M. Charles Fahy, conseiller juridique du Département d'Etat, à M. Manley Hudson.

M. Manley Hudson aura, à mon avis, le devoir d'essayer d'obtenir du fisc américain que les honoraires arriérés à lui payés par la Société des Nations soient répartis sur les années 1941 à 1945, si cela devait avoir pour conséquence de réduire le chiffre total de l'impôt dû; M. Manley Hudson conteste que cette condition soit remplie, les taux d'impôt ayant été réduits pour 1946 par rapport aux années précédentes: le dossier ne permet pas de dire si cela est exact.

En ce qui concerne le *quantum* à rembourser par la Société des Nations, ce sera, à mon avis, la différence entre ce que M. Manley Hudson devra payer en définitive au fisc américain et ce qu'il aurait dû lui payer si la Société des Nations ne lui avait pas versé les arriérés de traitement d'un montant de 106.730,61 florins hollandais. L'exemption fiscale octroyée par la Société des Nations aux juges de la Cour comporte en effet non seulement que l'impôt afférent au revenu constitué par leur traitement soit supporté, le cas échéant, par la Société des Nations, mais aussi que celle-ci supporte l'augmentation d'impôt qui en résulte pour les autres revenus du contribuable par suite de l'application des taux progressifs.

9. M. Manley Hudson, dans une lettre du 1^{er} décembre 1945 à M. J. López Oliván, émet l'opinion que, si la Société des Nations lui rembourse l'impôt *de quo agitur*, il sera de nouveau tenu de payer l'impôt sur le revenu pour le montant de ce remboursement et aura, théoriquement, de nouveau droit à un remboursement par la Société des Nations. Je ne partage pas, sur ce point, l'opinion de M. Manley Hudson. Ayant remboursé l'impôt dû par M. Manley Hudson aux Etats-Unis sur les arriérés, la Société des Nations aura rempli son obligation. Il n'est pas à présumer qu'elle ait entendu assumer une obligation renaissant continuellement de ses cendres et en somme d'une portée impossible à préciser, le processus envisagé se répétant indéfiniment. La Société des Nations s'est engagée à rembourser aux juges les impôts prélevés sur leurs traitements, mais non les impôts prélevés sur les sommes qu'elle pourrait être amenée à leur verser à titre de remboursement d'impôts.

* * *

Je crois avoir ainsi répondu à la question que vous avez bien voulu me poser.

En vous remerciant de la preuve de confiance que vous m'avez donnée, je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de ma très haute considération.

(Signé) Plinio BOLLA,
Président du Tribunal fédéral suisse
et membre de la Cour permanente d'arbitrage.

ANNEXE 7

RELEVÉ INDIQUANT LES ÉTATS QUI N'ONT PAS VERSÉ LEURS CONTRIBUTIONS A LA DATE DU 28 FÉVRIER 1947

Etats	Exercice financier Financial period	Dette au 1 ^{er} janvier 1947 — Debt on January 1st, 1947			Montant payé en 1947 Amount paid in 1947	Solde dû au 28 février 1947 Balance due as at February 28th, 1947		State (French alphabetical order)
		Arriérés Arrears	Contributions consolidées Consolidated contributions	Total		Francs suisses Swiss francs	Francs-or Gold francs	
		Francs suisses Swiss francs	Francs suisses Swiss francs	Francs suisses Swiss francs				
1. Albanie	1939-1940	49 234.30		49 234.30		49 234.30	34 823.75	Albania
2. Argentine *	1940-1946	2 171 875.08		2 171 875.08		2 171 875.08	1 536 181.41	Argentina *
3. Autriche	1938	63 931.20		63 931.20		63 931.20	45 218.93	Austria
4. Belgique	1946	49 161.06		49 161.06		49 161.06	34 771.93	Belgium
5. Bolivie *	1929-1933, 1935, 1945-1946	147 388.52	47 291.20	194 679.72		194 679.72	137 698.20	Bolivia *
6. Bulgarie	1933-1935, 1939-1946	824 331.30	165 669.60	990 000.90		990 000.90	700 234.09	Bulgaria
7. Colombie	1939-1946	1 019 111.40		1 019 111.40		1 019 111.40	720 824.16	Colombia
8. Cuba *	1930-1934, 1938-1946	1 212 488.45	287 842.80	1 500 331.25		1 500 331.25	1 061 194.08	Cuba *
9. Egypte	1941-1946	1 940 480.11		1 940 480.11	1 940 480.11	—	—	Egypt
10. Equateur *	1936-1942, 1944-1946	293 338.46		293 338.46		293 338.46	207 480.20	Ecuador *
11. Espagne	1939-1941	2 260 267.85		2 260 267.85		2 260 267.85	1 598 702.22	Spain
12. Estonie	1940	53 384.95		53 384.95		53 384.95	37 759.54	Estonia
13. Ethiopie	1945-1946	43 990.60		43 990.60		43 990.60	31 114.84	Ethiopia
14. Haïti	1941-1944	57 250.35		57 250.35		57 250.35	40 493.52	Haiti
15. Hongrie	1933-1935, 1940-1941	162 120.26	248 136.84	410 257.10		410 257.10	290 177.58	Hungary
16. Irak	1946	115 132.08		115 132.08	103 200.—	11 932.08	8 439.64	Iraq
17. Iran	1939-1946	150 211.63		150 211.63	150 211.63	—	—	Iran
18. Lettonie	1940	34 171.65		34 171.65		34 171.65	24 169.82	Latvia
19. Libéria	1932-1936, 1940-1946	190 933.06	35 731.80	226 664.86		226 664.86	160 321.53	Liberia
20. Lithuanie	1940	44 953.10		44 953.10		44 953.10	31 795.63	Lithuania
21. Luxembourg *	1946	38 377.35		38 377.35		38 377.35	27 144.55	Luxembourg *
22. Mexique	1938-1946	2 615 292.72		2 615 292.72		2 615 292.72	1 849 813.56	Mexico
23. Nicaragua	1934-1937		19 349.95	19 349.95		19 349.95	13 686.35	Nicaragua
24. Panama	1936-1946	156 468.18		156 468.18	156 468.18	—	—	Panama
25. Paraguay	1920, 1927, 1929-1937	381 711.70		381 711.70		381 711.70	269 987.18	Paraguay
26. Pérou	1929-1934, 1939-1941	288 242.50	1 218 796.85	1 507 039.35		1 507 039.35	1 065 938.85	Peru
27. Portugal	1946	307 018.87		307 018.87		307 018.87	217 156.45	Portugal
28. Roumanie	1940-1942	769 574.80		769 574.80		769 574.80	544 325.27	Roumania
29. Siam	1940-1946	897 470.05		897 470.05		897 470.05	634 786.45	Siam
	Total	16 337 911.58	2 022 819.04	18 360 730.62	2 350 359.92	16 010 370.70	11 324 239.73	

* Bien que la totalité des paiements prévus dans les arrangements intervenus avec les Gouvernements de l'Argentine (1940-1946), de la Bolivie (1945-1946) et du Luxembourg (1946) n'ait pas été effectuée, le relevé ci-dessus reflète le résultat de ces arrangements. D'autre part, comme les Gouvernements de Cuba et de l'Equateur n'ont pas opéré de versement, il n'a pas été tenu compte, dans ce relevé, des arrangements conclus avec ces Etats.

50/ 44023 / 43844

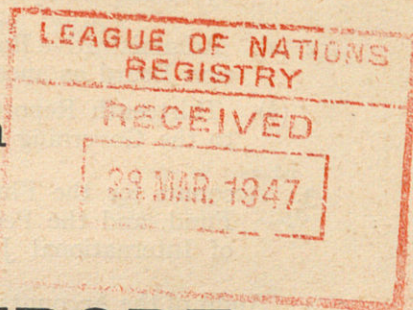
C. 3. M. 3. 1947.

63

Geneva, March 1st, 1947.

LEAGUE OF NATIONS

Board of Liquidation



THIRD INTERIM REPORT

(covering the period December 1st, 1946 — February 28th, 1947)

Presented in accordance with the Assembly Resolution of April 18th, 1946.

CONTENTS

	Page
INTRODUCTORY REMARKS	2
<i>Chapter 1.</i> — TRANSFERS EFFECTED SINCE NOVEMBER 30TH, 1946:	
I. Assets, Funds, etc., transferred	3
II. Activities transferred	3
III. Staff transferred on the Cessation of League Activities	3
<i>Chapter 2.</i> — TRANSFERS PENDING AS AT FEBRUARY 28TH, 1947:	
Assets, Funds, etc.:	
A. Transfers to the United Nations awaiting completion	4
B. Transfers to the International Labour Organisation awaiting completion	5
<i>Chapter 3.</i> — NON-TRANSFERABLE SERVICES, FUNDS, ETC., LIQUIDATED SINCE NOVEMBER 30TH, 1946:	
Staff Provident Fund	6
<i>Chapter 4.</i> — NON-TRANSFERABLE SERVICES, FUNDS, ETC., UNDER LIQUIDATION :	
Nansen Office	6
<i>Chapter 5.</i> — STAFF QUESTIONS:	
(a) Secretariat Staff Situation	7
(b) Staff Sickness Insurance Association	8
<i>Chapter 6.</i> — CLAIMS:	
(a) Claim of Mr. Manley O. Hudson	8
(b) Claims in respect of the League Buildings	9
(c) Claim of M. van Eysinga that the Pensions of Members of the Permanent Court of International Justice are payable in gold Florins	10
<i>Chapter 7.</i> — FINANCIAL QUESTIONS:	
(a) Liquidation Expenses for 1947	10
(b) Audit of the 1946 Accounts	10
(c) Position of Contributions received in 1947 and Contributions outstanding as at February 28th, 1947.	10

* * *

Annexes.

	Page
1. Actuarial valuation of the League of Nations Staff Pensions Fund as at July 31st, 1946: Report by Dr. H. Wyss, Consulting Actuary to the Pensions Fund	13
2 (a). Administrative Board of the Staff Pensions Fund: Twelfth Report to the Liquidation Board as successor to the Assembly	15
(b). Thirteenth Report to the Liquidation Board as successor to the Assembly, and to the Governing Body of the International Labour Office	17
3. Accounts for the Financial Year 1946 of the Staff Pensions Fund, Staff Provident Fund, and the Pensions Fund of the Members of the Former Permanent Court of International Justice	19
4. Audit of the Accounts of the Staff Pensions Fund for the 1946 Financial Period: Report by M. U. A. J. Brunskog, Auditor	24
5 (a). Pensions Fund of the Members of the Former Permanent Court of International Justice (Judges' Pensions Fund): Consulting Actuary's Report, dated May 11th, 1946, on the Position of the Fund	25
(b). Supplementary Report (b), dated January 27th, 1947, by the Consulting Actuary	27
6 (a). Request addressed to M. Plinio Bolla, President of the Swiss Federal Tribunal, for a Legal Opinion on the Right claimed by Mr. Manley O. Hudson, a Former Member of the Permanent Court of International Justice, to Reimbursement by the League of Nations of the Taxes due by him in the United States on the Salary which he received from the League of Nations for the Period January 1st, 1941, to January 31st, 1946	28
(b). Legal Opinion given by M. Plinio Bolla, President of the Swiss Federal Tribunal	42
7. Statement of Contributions received in 1947 and Contributions outstanding as at February 28th, 1947	48

INTRODUCTORY REMARKS

The Board's Third Interim Report¹ to States Members is presented in the confident expectation that its next report will be the final report which is called for by the Assembly resolution of April 18th, 1946, and which will record the completion of the Board's task and its own dissolution.

At a series of meetings held from February 10th to 18th, 1947, the Board not only disposed of a number of questions which had been claiming its attention since it was first set up but also laid down the main lines to be followed for the prompt settlement of other issues, among them some of the most important with which it has had to deal, such as the future of the Staff Pensions and Judges' Pensions Funds. It has also had preliminary discussions on the principal object of its task, on which a final decision, however, cannot be taken pending the closing of the accounts—namely, the determination of the share due to each State Member of the material and liquid assets of the League.

A more detailed account is accordingly given in the present report than was possible in its predecessors of the considerations which have led the Board to take decisions in some of the issues before it or to indicate the way in which a final solution should be sought in others.

While full details in regard to the financial situation are included in this report, it may be interesting to draw attention to the fact that in the second half of 1946, Swiss francs 10,109,956 were collected in respect of contributions and arrears and that since January 1st, 1947, Swiss francs 2,350,359.92 have been received. Discussions are proceeding with the few States whose obligations have not yet been fulfilled and it is reasonable to anticipate that further payments will be received before the end of March 1947.

¹ The First and Second Interim Reports, to which reference is invited in connection with the present report, were issued as documents C.83.M.83.1946 and C.89.M.89.1946 respectively.

CHAPTER 1

TRANSFERS EFFECTED SINCE NOVEMBER 30TH, 1946¹

I. ASSETS, FUNDS, ETC., TRANSFERRED

Object	To whom transferred	Date of transfer
Movable assets of the New Delhi Branch Office	United Nations	Dec. 31st, 1946
High Commission for Refugees:	Intergovernmental Committee on Refugees (for subsequent transfer to the International Refugees Organisation)	do. do.
(a) Balance of Humanitarian Fund ^{2 3}		
(b) Balance of Fund for Settlement of Saar Refugees ^{2 3}		
(c) Furniture and equipment of London Office		
Movable assets of the International Institute of Intellectual Co-operation over which the League had rights of property ⁴	United Nations	Feb. 7th, 1947
Balance of the Wateler Peace Prize Fund (Donation of the Carnegie Foundation) ^{3 5}	do. do.	Feb. 27th, 1947

II. ACTIVITIES TRANSFERRED

Object	To whom transferred	Date of transfer
International Institute of Intellectual Co-operation	United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation	Dec. 31st, 1946
High Commission for Refugees	Intergovernmental Committee on Refugees (for subsequent transfer to the International Refugees Organisation)	Jan. 1st, 1947

III. STAFF TRANSFERRED ON THE CESSATION OF LEAGUE ACTIVITIES

On January 1st, 1947, one official of the First Division (belonging to the staff of the New Delhi Branch Office) was transferred to the United Nations, and two officials (one of the First Division and one of the Second, belonging to the Treasury) were transferred to the International Labour Office. Both the last-mentioned officials have been temporarily seconded back by the International Labour Office to the Secretariat, where their assistance is indispensable for the completion of the liquidation.

Since the last report was published, other members of the Secretariat have accepted engagements with the United Nations and the specialised agencies.

¹ Transfers effected prior to December 1st, 1946, are enumerated in the First and Second Interim Reports.

² The balances of the Humanitarian Fund (for relief of Nansen refugees) and the Saar Fund have been transferred on the understanding that they will be used exclusively for the assistance of the respective categories of refugees for whom they were established.

³ The amount of the balance actually transferred will be shown in the Board's final report.

⁴ On November 19th, 1946, the General Assembly of the United Nations passed a resolution whereby, in order to ensure, under the auspices of UNESCO, the continuity of the work performed by the International Institute of Intellectual Co-operation, the Secretary-General of the United Nations was invited to authorise UNESCO to utilise the assets of the Institute transferred by the League of Nations to the United Nations (*Journal of the United Nations*, No. 38; Supplement A-A/P.V./49, of November 21st, 1946, page 325).

⁵ By telegram dated December 31st, 1946, the Secretary-General of the United Nations confirmed the acceptance of the balance of this donation on the conditions laid down by the League Assembly (see Report of the Supervisory Commission on the Work of its 100th Session, document A.19.1946.X, page 6).

CHAPTER 2

TRANSFERS PENDING AT FEBRUARY 28TH, 1947

ASSETS, FUNDS, ETC.

A. *Transfers to the United Nations awaiting completion.*

(a) *Archives.*

While the archives have been formally transferred to the United Nations, it was arranged between the two organisations to have consultations as to certain questions regarding the care and disposal of League archives.

The discussions not having taken place, it was represented in January to the United Nations Secretariat that a careful distinction should be made between working documents required for the current tasks of the United Nations and the League archives themselves. Working documents must obviously be made available to the new staff where needed. Every effort should be made, however, to avoid any unnecessary dispersal and to preserve as far as possible the unity of the archives, which are an important part of the record of international history between the wars.

The United Nations Secretariat has now fully recognised the importance of these representations and has undertaken to take all due care of this part of the heritage of the League of Nations.

(b) *Assets the valuation of which is still pending.*¹

By a resolution adopted on December 7th, 1946,² the General Assembly of the United Nations approved the Agreement³ concerning the execution of the transfer to the United Nations of certain assets of the League of Nations and the Protocol⁴ concerning the execution of various operations in the transfer to the United Nations of certain assets of the League of Nations, arrived at in accordance with the provisions of the Common Plan with respect to the transfer of certain assets of the League of Nations.

The General Assembly further authorised the Secretary-General of the United Nations to prepare a definite schedule for establishing a final valuation of these assets, in accordance with the terms of the Common Plan, in consultation with the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions and the League authorities, it being understood that such a schedule agreed upon by the Advisory Committee, the League authorities and the Secretary-General of the United Nations shall be considered as final.

The discussions provided for in the above-mentioned resolution are now nearing completion.

(c) *Extra-budgetary Funds and Suspense Accounts.*⁵

(i) *Léon Bernard Fund; Darling Foundation.* — The Secretary-General of the United Nations having intimated on January 31st, 1947, that he is authorised by the General Assembly to accept the management of these two Funds for subsequent transfer to the World Health Organisation, the necessary procedures are under active discussion between the two administrations.

(ii) *International Press House Fund.* — The discussions for the transfer of the custody of this fund in accordance with the views of the Assembly are continuing.

(d) *Library Endowment Fund.*

The Secretary-General of the United Nations intimated on December 31st, 1946, that the General Assembly had agreed, on December 7th, 1946, to accept the Library Endowment Fund and that he proposes to adopt rules for the administration of the Fund which will ensure its being permanently earmarked for the purpose for which it was originally given.

With the letter, dated July 29th, 1946, by which he offered the Fund to the United Nations, the Secretary-General of the League, on the instructions of the Board, had forwarded a copy of certain "Revised Rules proposed for the Administration of the Fund after its Transfer to the United Nations".

Discussions on these revised rules are in progress.

(e) *Assets of the Far-Eastern Bureau, Singapore.*

The physical transfer to the United Nations of that portion of the Bureau's archives, library and office equipment which has survived the war will be effected as soon as the inventory requested from the local authorities has been received.

¹ See footnotes 4 and 5 of the Schedule attached to the Common Plan, which is reproduced in the First Interim Report, Annex I, Appendix, page 13.

² United Nations document A/214 of December 5th, 1946.

³ For text, see First Interim Report, Annex 2 (i), page 14.

⁴ For text, see First Interim Report, Annex 2 (ii), page 16.

⁵ The Supervisory Commission's recommendation, approved by the Assembly on April 18th, 1946, as to the disposal of these funds will be found in the Commission's Report on the Work of its 100th Session (document A.19.1946.X, pages 7-8).

The funds appropriated to the expenses of the Bureau have in the past been made up partly from the Rockefeller gift to the Health Organisation, partly from contributions from States Members and Far-Eastern territories with a direct interest in the work of the Bureau and partly from subsidies voted by the Assembly in the annual budgets of the League.

Having regard to this circumstance and to the special interest involved in the early re-opening of the Bureau, the Board has decided that it would be in accordance with the wishes of the League Assembly to transfer to the United Nations, for subsequent transfer to the World Health Organisation, the credit balance remaining, on the final liquidation, in the Singapore Bureau account after deduction of payments authorised by the Board to two former officials of the Bureau for the loss of personal effects as a result of the Japanese occupation. The amount of the balance thus to be transferred will be indicated in the Board's Final Report.

B. *Transfers to the International Labour Organisation awaiting completion.*

Staff Pensions Fund and Judges' Pensions Fund.

As was stated in the Second Interim Report,¹ the International Labour Organisation has agreed in principle to accept the Assembly's recommendation for the transfer to that body of the Staff and Judges' Pensions Funds on the understanding that appropriate financial provision will be made prior to its assumption of effective responsibility. The International Labour Conference having given the Governing Body discretion as to the detailed conditions of the transfer, negotiations are now proceeding between the Board of Liquidation and the ILO authorities. The Governing Body's next session has been called for March 5th, 1947.

In examining those aspects of the matter which concern the *Staff Pensions Fund*, the Board has kept in view the undertaking given by Members of the League in paragraph 16 (c) of the Assembly resolution of April 18th, 1946, which reads:

"Retired officials of the Secretariat and the Registry of the Permanent Court and their widows and children shall continue to receive the benefits due to them from the Fund, but, if the payment of these benefits involves a deficit for the Fund which has to be met by additional contributions from the International Labour Organisation, the amounts involved shall be divided among and form part of the contributions of those Members of the Organisation which were Members of the League at the date of the present resolution in the proportions in which those Members contribute to the other expenses of the International Labour Organisation."

It also had before it the Consulting Actuary's Report dated October 30th, 1946, on the actuarial valuation of the Fund as at July 31st, 1946,² the Twelfth and Thirteenth Reports of the Administrative Board of the Staff Pensions Fund,³ the Accounts of the Fund as at December 31st, 1946,⁴ and a Report by the Auditor⁵ dated February 14th, 1947, giving, *inter alia*, the market value of the Fund's investments at that date. The last-named report shows that, on the present technical basis of the Fund (4¼% yield), the assets of the Fund exceed the actuarial reserve by Swiss francs 5,391,000. In this connection, however, one of the elements for consideration is the fall in the market rate of interest since the Fund was established. The matter is still engaging the attention of the Board.

In regard to the Fund, the Board attaches importance to the following considerations:

(a) That, irrespective of the rate of interest to be adopted hereafter as a basis for the valuation of the Fund, there should be no question of increasing the capital sums payable in lieu of annuities to members of the Fund;

(b) That the Fund should remain closed to new entrants;

(c) That the position in regard to the Fund of States Members of the International Labour Organisation which are not Members of the League should not be overlooked.

In considering what provision should be made to strengthen the *Judges' Pensions Fund* prior to transfer to the International Labour Organisation, the Board has had before it a Report by the Consulting Actuary on the position of the Fund, dated May 11th, 1946, and a Supplementary Report, dated January 27th, 1947.⁶ The Board has taken steps to obtain from an insurance company a technical opinion on the amount to which the Fund should be increased on the assumption of a yield of 2½% and having regard to the present position of the Fund. It is expected that the reply will provide a basis for calculating the amount required to place the Fund in a satisfactory position before transfer.

The accounts of the Judges' Pensions Fund as at December 31st, 1946, are shown in Annex 3 (page 22).

¹ Document C.89.M.89.1946, page 3.

² See Annex 1.

³ See Annex 2(a) and (b).

⁴ See Annex 3.

⁵ See Annex 4.

⁶ See Annex 5(a) and (b).

CHAPTER 3

NON-TRANSFERABLE SERVICES, FUNDS, ETC., LIQUIDATED SINCE NOVEMBER 30th, 1946¹

Staff Provident Fund—liquidated December 31st, 1946.

In accordance with the Supervisory Commission's recommendation,² approved by the Assembly on April 18th, 1946, the balance remaining in the Staff Provident Fund and amounting after repayment of the advance from the Reserve Fund³ to Swiss francs 47,916.40 was credited to the Staff Pensions Fund on December 31st, 1946.

The accounts of the Staff Provident Fund as at December 31st, 1946, appear in Annex 3 (pages 20 and 21.).

CHAPTER 4

NON-TRANSFERABLE SERVICES, FUNDS, ETC., UNDER LIQUIDATION

Nansen Office.

After hearing a statement by M. de Reffye, Liquidator of the Nansen Office, the Board adopted the following decision:

"The Board of Liquidation of the League of Nations:

"Whereas, on the one hand:

"(1) In accordance with the report of the Second Committee of the Twenty-first Assembly approved on April 18th, 1946, it is 'for the authority charged with the liquidation of the League to take all necessary steps for the winding-up of the former International Nansen Office';

"(2) M. de Reffye, the present Liquidator of the said Office, appointed by its Governing Body to whom he is directly responsible, has been invested by the Governing Body with very wide powers with a view to the liquidation of the Office at the earliest possible date;

"(3) The chief obstacle in the way of this liquidation, already considerably delayed by the second world war and subsequent events, appears to be the winding-up of the autonomous fund known as the Near East Fund;

"(4) The winding-up of the Near East Fund primarily concerns the Armenian refugees for whose benefit that Fund was established;

"(5) The Intergovernmental Committee on Refugees has agreed to take over the protection of Armenian refugees which, until December 31st, 1946, was ensured by the High Commissioner of the League of Nations;

"(6) One of the creditors of the Near East Fund is, moreover, the Humanitarian Fund for Nansen refugees, the administration of which was entrusted as from January 1st, 1947, to the Intergovernmental Committee on Refugees;

"And whereas, on the other hand:

"1. It is highly desirable that M. de Reffye's final report be received by the Board of Liquidation of the League in good time before the close of its own work;

"2. Although the League can incur no responsibility whatsoever in respect of this liquidation, the Board nevertheless desires to satisfy itself that all the necessary precautions have been taken to enable the liquidation of the former Nansen Office to be effected in good and due form and in accordance with the directives laid down by the Governing Body of the Office:

"Takes note of the following statement on this matter made by M. de Reffye at the meeting on February 13th, 1947:

"1. M. Burnier, representative of the Office at Beirut, will be invited by telegram to close his accounts as at the end of February 1947 and to proceed immediately to Paris, bringing with him the accounts of his administration, together with the necessary vouchers.

"2. Before leaving for Paris, M. Burnier will hand over all the files of outstanding cases to the person whose name will be indicated to him by M. de Reffye.

"3. M. Burnier's accounts will be examined and audited by the Board of Liquidation of the former Nansen Office. For this purpose the Board of Liquidation of the former Nansen Office will co-opt a member fully qualified to audit accounts. Payment for his services will, if necessary, be borne by the Near East Fund.

¹ Services, funds, etc., liquidated prior to December 1st, 1946, are enumerated in the Board's First and Second Interim Reports.

² See Supervisory Commission's Report on the Work of its 101st Session, document A.25.1946.X, Chapter A.

³ This advance, amounting to Swiss francs 174,100, was subsequently transferred to the Staff Pensions Fund.

“ 4. When the audit has been completed, the Board of Liquidation of the former Nansen Office will give M. Burnier his discharge after payment of all his administrative expenses and of the remuneration to which he is entitled.

“ 5. The balance of the Near East Fund, less the payments provided for under paragraph 4 above, will be distributed among the creditors of the Fund with due regard for the terms of the Loan Contracts and proportionately to their claims.

“ In this connection a report will be drawn up by M. de Reffye. This report, which must be approved by the Board of Liquidation of the Office, will be sent for information to the Board of Liquidation of the League of Nations. All the creditors of the Near East Fund, including the Intergovernmental Committee on Refugees in London, will receive copies of the report.

“ 6. As regards the outstanding accounts referred to in paragraph 2 above, M. de Reffye will delegate his powers to a person selected by the *Union générale arménienne de Bienfaisance* and approved by the Liquidation Board of the former Nansen Office. This delegation of powers will be effected in accordance with the resolution which was adopted on November 25th, 1938, by the Governing Body of the Nansen Office and which provides, *inter alia*, that the liquidator has the right to appoint a deputy or to delegate his powers for the performance of some of his functions.

“ The Syrian and Lebanese Governments, which will be duly informed of this delegation of powers, will be requested to afford the liquidator's representative all necessary help and assistance in carrying out his duties.

“ 7. The amount of the claims recovered by the delegate will be distributed through M. de Reffye to the creditors in accordance with the procedure laid down in the first sub-paragraph of paragraph 5 above. The report drawn up in this connection by the delegate at Beirut will be communicated to the creditors of the Fund, including the Intergovernmental Committee (or such other international body as may have definitively taken over the protection of Armenian refugees), through M. de Reffye, as soon as it has been approved by him.

“ 8. The archives and any other documents relating to the liquidation of the properties situated in Syria and the Lebanon will be handed over to the competent Syrian and Lebanese authorities as soon as the liquidation of the Near East Fund has been completed.

“ The administrative archives will be placed at the disposal of such international organisation as shall have been charged with the protection of Armenian refugees.”

“ Requests the Secretary-General:

“ 1. To communicate, for all useful purposes, to the Director of the Intergovernmental Committee the text of the decision adopted this day ¹ by the Board;

“ 2. To request the Syrian and Lebanese Governments, to whom the text of this decision will also be transmitted, to be good enough to afford to M. de Reffye, the Liquidator of the former Nansen Office, and to his representative all the necessary facilities for the performance of their functions.”

CHAPTER 5

STAFF QUESTIONS

(a) Secretariat Staff Situation.

The following table shows the progressive reduction of the Secretariat staff since June 1st, 1946:

	1946			1947
	June 1st	Aug. 1st	Nov. 30th	Feb. 28th
Principal Officers	4	3	2	2
1st Division	37	22	6	5
2nd Division	97	50	17	13
3rd Division	21	1	—	—
Not classified	87	—	—	—
	246	76	25	20

The above figures comprise all staff on the Secretariat pay-roll, including those engaged on the work of liquidation.

The right-hand column includes one official of the First and one of the Second Division who were transferred on January 1st, 1947, to the International Labour Office but are temporarily seconded back to the Secretariat.

¹ Tuesday, February 18th, 1947.

(b) *Staff Sickness Insurance Association.*

The dissolution of the League and the consequent discharge of virtually all the Secretariat staff gave rise to the question of the future of the Staff Sickness Insurance Association. Although created by the League, the Association was an autonomous body, governed by an Executive Committee and the General Assembly of its members, which was alone competent, under the Association's Statutes, to take decisions as to its future.

The Secretary-General of the League, although represented on the Executive Committee, had no legal responsibility in respect of the Association; nor had the League, which contributed throughout the existence of the Association towards its expenses, any legal claim to a share in its assets, which belong to the Association as such.

Under the Association's Statutes, officials of the Secretariat are required upon the termination of their service to forfeit any claim they might have on the Association. This meant that the Association would have found itself, in the course of the autumn of 1946, when the majority of the Secretariat officials were transferred to the United Nations, without a sufficient membership to ensure its continuance. In order, therefore, to preserve the purpose for which the Association had been created, the General Assembly adopted an amendment to the Statutes whereby the title of the Association was altered to "Staff Insurance Association of the International Organisations at the Palais des Nations", making it possible not only for the ex-officials of the Secretariat to remain members of the Association but also for the officials of the United Nations serving at Geneva and officials of intergovernmental organisations having their seat at the Palais des Nations to join it.

The amendments to the Statutes having been made with the full concurrence of the Secretary-General's representative on the Executive Committee, and the purpose for which the Association had been created being thus safeguarded, the Board of Liquidation endorsed the decisions taken.

The assets of the Association, which, on July 31st, 1946, amounted to approximately 80,000 Swiss francs, have passed to the new Association. All former Secretariat officials who are now serving at the Palais des Nations with one of the above-mentioned organisations can thus continue to enjoy the benefits of insurance in case of sickness or accident, which was the purpose for which the League had created the former Association. They form the large majority of the members of the new Association.

Those former members of the Secretariat who took service elsewhere and cannot therefore, under the amended Statutes, adhere to the Association are permitted, in case of sickness or accident, on certain conditions, to apply to the Association for assistance, to be granted from a special fund earmarked by the General Assembly for this purpose.

CHAPTER 6

CLAIMS

At the series of meetings held in February 1947, the Board disposed of some of the claims against the League with which it has had to deal. Satisfactory progress has been made towards the settlement of others.

Those on which a final decision was reached are described below:

- (a) *Claim of Mr. Manley O. Hudson, formerly a member of the Permanent Court of International Justice, for the refund of income tax exacted by the American Commissioner of Internal Revenue on arrears of salary paid in 1946 for the period January 1st, 1941, to January 31st, 1946.*

During the course of the war the Supervisory Commission had occasion to consider the claim of Mr. Manley O. Hudson, a citizen of the United States, to receive his salary as Judge of the Permanent Court of International Justice free of income tax. The legal basis of this claim is contained in Article 32 of the Statute of the Court, which reads:

"The members of the Court shall receive an annual salary.
.....¹
"The above salaries . . . shall be free of all taxation."

In this connection it should be observed that, in agreeing to accord an exceptional situation to the members of the Court, the Assembly was doubtless guided by the consideration that, as members of the international high court of justice, they should be placed in a position not only of equality as regards one another but also of financial independence, regardless of the volume of work awaiting the Court at any time. In 1940, the Supervisory Commission, as set forth in its Report for the Year 1940 and its First Report for the Year 1941,² while ensuring the continued existence of the Court, had felt obliged to require a reduction in the salary normally attaching to members of the Court and from January 1st, 1941, to January 31st, 1946,

¹ Article 32 of the Statute of the new International Court of Justice contains the same provision.
² Documents C.152.M.139.1940.X and C.53.M.50.1941.X.

the remuneration of the Judges (other than the President of the Court) was limited to Swiss francs 500 a month. After the war, and as part of the arrangement for the dissolution of the Court, the whole question as between the League and the Judges was re-examined with the result that a payment of Dutch florins 106,730.61 was made to each member of the Court in settlement of arrears of salary. The circumstances of the settlement were reported in the Supervisory Commission's First Report for the Year 1945¹.

Some years prior to this decision, Mr. Hudson, who was then residing in the United States, had himself taken up the question of the liability of his salary as Judge of the Permanent Court of International Justice to United States income tax with the competent American authorities. The latter refused to take account of the argument that as the judges, being members of the highest international tribunal, received their salaries from funds provided by an international association of States they should be granted immunity from income tax. They maintained that the United States not being a party to the Statute of the Court, Mr. Hudson's salary as a member of the Court was, under United States law, subject to United States income tax. In these circumstances, Mr. Hudson contended that he was entitled to reimbursement by the League under Article 32 of the Statute of the Court, and his claim assumed increased practical importance when the decision to make a substantial payment in respect of arrears of salary was reached after the war.

It therefore fell to the Liquidation Board to pursue the examination of the question from the point to which it had been taken by the Supervisory Commission.

The legal issues raised points of doubt, and the Liquidation Board felt it to be necessary to obtain an advisory opinion from high judicial authority before it could arrive at a just conclusion on the matter. It therefore approached M. Plinio Bolla, the President of the Swiss Federal Tribunal, who kindly consented to advise it on the legal considerations involved in the case. In view of the importance of the issues raised, the Liquidation Board considers that it will be useful to place on record (1) the terms of the reference made to M. Plinio Bolla, and (2) the terms of his reply. These documents are accordingly appended to this Report.²

It will be observed that, in M. Plinio Bolla's opinion:

(1) The League of Nations is obliged, in the event of the United States authorities not granting tax exemption, to repay to Mr. Hudson the tax exacted from him by the American revenue on the whole of his arrears of salary for the period January 1st, 1941, to January 31st, 1946;

(2) The amount to be refunded by the League is the difference between what Mr. Hudson will have to pay to the American revenue and what he would have had to pay if the League had not paid to him the arrears of salary amounting to Dutch florins 106,730.61.

(3) The League is not called upon to reimburse Mr. Hudson for any tax that may be imposed by the United States authorities on the amounts refunded under (2) above.

The Liquidation Board, having given the question careful consideration in the light of M. Plinio Bolla's report, finds it its duty to accept his opinion. Mr. Hudson is being informed accordingly and action is being taken to determine the amount due. It should be mentioned that this decision was adopted on the understanding that Mr. Hudson would take all necessary steps to ensure that the United States authorities, in assessing his tax liability, take due account of the fact that the payments made to the Judges in 1946 represent not the salary of the year in which payment was made but arrears of salary in respect of five years and one month. He has since informed the Board of the ruling of the Commissioner for Internal Revenue that the payments made in 1946 must be regarded, for tax purposes, as forming part of his income for that year.

The Liquidation Board desires to place on record its sincere obligation to M. Plinio Bolla for the valuable opinion he has recorded on the case and for the help he has given to the Board in the settlement of this matter.

(b) *Claims in respect of the League Buildings.*

A compromise settlement has been reached on the two outstanding claims of the *Entreprise sanitaire du Palais des Nations (E.S.)* and the *Entreprise du Chauffage et Ventilation du Palais des Nations (E.C.V.)* in respect of the installations effected by them in the League buildings.

The two claims, which were first made in 1937, were subsequently referred to an *Arbital Tribunal*.

Both contracting firms had claimed damages on the ground of delays in the construction of the new buildings, their combined claims amounting to Swiss francs 1,138,000. This amount included both compensation for alleged losses in respect of administrative expenses and alleged losses resulting from the devaluation of the Swiss franc. As regards the *E.C.V.*, the claim also included compensation for work which, though not ordered by the architects, had been executed by the firm and subsequently accepted (enlarging of boilers and duplication of pipe-work).

¹ Document C.118.M.118.1945.X.

² See Annex 6(a) and (b).

Owing to the difficulties which both firms alleged they had encountered in the collection of material evidence in support of their claims, the arbitral proceedings, in spite of the Secretariat's efforts to expedite them, had not yet been terminated when the question came before the Board of Liquidation, and the latter therefore reached the conclusion that an attempt should be made to settle the two claims by offering a reasonable sum in full settlement. In doing so, it was guided by the following considerations. The arbitration proceedings were, in the circumstances of the two cases, likely to be protracted and might well have outlasted the final phase of the League's liquidation. In that event, it would have been necessary either to postpone the date of final liquidation or to deposit a sum of money in the hands of a trustee. It would, however, have been virtually impossible to predict the exact amounts which in the case of an adverse verdict the Arbitral Tribunal might award against the League and, in addition to these sums, there would have been increases in the lawyers' fees and in the League's share of the costs of the Tribunal. The Board therefore authorised the Secretary-General to reach as satisfactory a compromise settlement as possible and is now able to report the success of his efforts, a total of 130,000 Swiss francs having been accepted by the firms, who have given receipts in full settlement.

(c) *Claim of M. van Eysinga that the pensions of members of the Permanent Court of International Justice are payable in gold florins.*

The Board received from M. van Eysinga a claim in which he sought to establish that the League is under a legal obligation to pay the ex-Judges' pensions in gold florins.

The Board obtained legal opinion on M. van Eysinga's claim and was advised that it had no validity in law. It therefore unanimously decided that the claim should be rejected.

A number of other claims of minor importance either inherited from the past or presented since the Board came into being have been settled or are on the way to settlement. In all these cases, the Board, while giving sympathetic consideration to those in which hardship to individuals might seem to be involved, decided that it would not be proper for it to be guided by any argument other than those based on a legal liability.

CHAPTER 7

FINANCIAL QUESTIONS

(a) *Liquidation Expenses for 1947.*

In the Second Interim Report, it was stated that provision amounting to Swiss francs 200,100 had been authorised for expenses in connection with the liquidation of the League for the first quarter of 1947. At that time, it had been hoped that it might be possible to complete the liquidation by the end of the current month. As a result, however, of delays outside the Board's control, as well as of the anticipation that further payments will be made for contributions, it is now estimated that the final phase cannot be concluded until some time later. The Board has therefore authorised the Secretary-General to continue to incur expenses during April and, if necessary, May in the same monthly proportion as that approved for the first quarter of the year, and, if necessary, to defray expenditure in 1947 from the 1946 surplus.

(b) *Audit of the 1946 Accounts.*

The Board expects to be able to include in its next report the Auditor's statement on the accounts for the financial period 1946 of the Secretariat, the International Labour Organisation and the Permanent Court of International Justice.

(c) *Position of Contributions received in 1947 and Contributions outstanding as at February 28th, 1947.*

Annex 7 presents a detailed statement of contributions received in 1947 and contributions outstanding as at February 28th, 1947.

While the situation as a whole shows a certain improvement, the Board is constrained to draw attention to the relatively large amounts of arrears still due by a few States, especially some of those with which special arrangements were concluded either in 1935 or during the Assembly's last session or since the Board was set up. As regards the settlements made in 1935, the Board would draw attention to the following recommendation made by the Committee for the Settlement of Contributions in Arrear and approved by the 1935 Assembly:

"6. Finally, the Committee recommends that the Assembly should only approve an arrangement with a State for settlement of arrears on the condition that it punctually pays, not only its annual instalments under the arrangement, but also its current contributions. It recommends that, if either of these payments is not made in full in the year for which it is due, the arrangement itself should automatically be regarded as cancelled and the total debt revived".¹

¹ Document A.73.1935.X.

Most of the arrangements concluded at the last Assembly in 1946 were made subject to prompt payment and contain a reservation similar to that mentioned above. States Members in arrear are reminded once again that, in the case of those to whom the reservations apply, the Board will, under the Assembly resolution of April 18th, 1946, have no alternative but to include their names in the list called for by that resolution and to set against them the full amount of their indebtedness to the League.

In order that the accounts may be finally closed on March 31st, 1947, and that the ascertainment of the percentage of the League's assets due to each State Member may not be unduly delayed, the Board has requested States in arrear to discharge their obligations not later than March 15th next. For the reasons given above, the Board attaches the highest importance to the prompt fulfilment of this request.

ANNEX 1

C. P. 99 (Geneva, October 1946).

ACTUARIAL VALUATION OF THE LEAGUE OF NATIONS STAFF PENSIONS FUND
AS AT JULY 31ST, 1946

Report by Dr. H. Wyss, Consulting Actuary to the Pensions Fund.

I.

Since the last actuarial valuation of the League of Nations Staff Pensions Fund, which showed the position on December 31st, 1944, half of the active members have resigned. The number of these members fell from 197 on December 31st, 1944, to 98 on July 31st, 1946. A large proportion of the members who resigned received the lump sum provided for in the regulations; a considerable number of former members, however, preferred a retiring pension. In consequence, the number of members who had retired on pension rose from 163 on December 31st, 1944, to 204 on July 31st, 1946. The data concerning the number of members, the salaries upon which the insurance scheme is based, the pensions which are payable, and all the other particulars are furnished by the card records of the staff which the Secretariat of the Fund has kept and which it has placed at my disposal for the purpose of making the calculations.

The most important data with regard to insured members are as follows:

Members insured on July 31st, 1946:

Category	Active members	Retired members	Annual amount payable in respect of pensions Francs
Secretariat	1	118	563,367
International Labour Office	97	78	401,773
Permanent Court of International Justice	—	8	42,529
Total	98	204	1,007,669

II.

The Administrative Board of the Staff Pensions Fund has asked me to calculate the amount of the actuarial reserve of the members who are still active and of the members who had retired on July 31st, 1946, in separate groups, according to whether they belong or belonged to one of the following three organisations:

- The League of Nations Secretariat;
- The International Labour Office; and
- The Permanent Court of International Justice.

The actuarial reserve represents the present worth, determined by actuarial methods, of the future liabilities of the Pensions Fund in respect of each of its members, less the present worth of the contributions as fixed by the regulations which the Fund ought to receive in the future in respect of each of its active members.

The calculation has been made on the hypothesis that the Fund will continue to be liable in the future, either when a member is required to retire or when he resigns, for payment of the exact amounts fixed in the regulations; on the other hand, it has been assumed that the Fund will in future receive not the contributions fixed by the regulations but—as has been the case for several years past—increased contributions (18%, 16% or 15¾% of the salary). These contributions and the interest on its investments are the only receipts of the Fund which have been taken into account.

In accordance with the instructions which I received, I have made two calculations:

1. The bases of valuation employed in making the *first calculation* are those adopted when the Fund was created, the actuarial rate of interest being fixed at 4¼%. In accordance with the methods of calculation adopted heretofore, no regard has been paid to the supplementary liabilities which may in certain instances be imposed upon the Fund when, in the case of resignation, the payment made pursuant to the regulations (whether pension or lump sum) is greater than the available actuarial reserve.

2. If the Fund continues its operations, it can no longer rely on the guarantee of the League of Nations; it is therefore no longer possible to employ the former bases of valuation in estimating its future liabilities. In particular, it must not be assumed in future that the rate of interest on investments will be as high as $4\frac{1}{4}\%$ per annum unless a new guarantor undertakes to make good any future loss of interest.

It is for that reason that I have been asked to make a *second calculation* in accordance with bases of valuation better adapted to the circumstances which must be taken into account. With this object in view, the former bases of valuation have been modified as follows:

- (a) The actuarial rate of interest has been reduced from $4\frac{1}{4}\%$ to $2\frac{1}{2}\%$ per annum; and
- (b) In order to take sufficiently into account the fall in mortality, the figures adopted for the liabilities arising out of present retirement pensions and expectancy rights have been increased by approximately 10% as compared with those based upon the mortality table used hitherto.

These modifications have resulted in a complete transformation of the bases of valuation.

* * *

The results of the calculations, the details of which will be found in the Appendix to the present report, are as follows:

	I. Former bases of valuation (actuarial rate of interest $4\frac{1}{4}\%$)	II. Modified bases of valuation (actuarial rate of interest $2\frac{1}{2}\%$).
	Actuarial reserve Francs	Actuarial reserve Francs
Secretariat	7,404,078	9,891,975
I. L. O.	10,459,598	15,844,004
Permanent Court	545,962	730,183
	<hr/>	<hr/>
Total	18,409,638	26,466,162

III.

If the Fund is to be enabled to fulfil its obligations in the future without receiving special guarantees, it must be furnished with a capital at least equal to the actuarial reserve.

In this connection, the result of the *first calculation*, based upon an actuarial rate of interest of $4\frac{1}{4}\%$, could be taken into account only if the Fund receives a guarantee that its investments will be regularly productive of interest at $4\frac{1}{4}\%$, or if, in the absence of such a guarantee, the loss of interest is compensated for by special grants. It would also be necessary to make good by special grants the losses arising out of the disparity between the mortality calculated in accordance with the former bases of valuation and the actual mortality (payment of retiring pensions over a longer period).

The hypotheses on which the second calculation is based would seem to be better adapted to future developments. But, even if the Fund is furnished with a capital of approximately 26.5 million francs, it needs the guarantee of a third party, chiefly because the remaining membership is relatively small and no longer provides a sufficient basis for the equalisation of risks. Moreover, the risk tends to become more and more uniform as the number of pensions paid increases. In these circumstances, it is to be feared that considerable fluctuations in the risk may occur in the years to come. If the second calculation were adopted, the guarantee which it would be necessary for the guarantor to furnish would naturally be much less important than in the case of the adoption of the first calculation, which clearly does not sufficiently take into account the realities of the situation. If $2\frac{1}{2}\%$ is adopted as the actuarial rate of interest, the risk of loss of interest is very much less than if $4\frac{1}{4}\%$ were adopted as the rate.

If, however, in the future it were not possible to obtain a regular rate of interest on investments of $2\frac{1}{2}\%$ per annum, the present worth of the Fund's estimated liabilities would have to be increased. If, for example, the actuarial rate of interest should be 2% per annum, the actuarial reserve for the number of members insured mentioned above would amount on July 31st, 1946, to about 29 million francs.

Zurich, October 30th, 1946.

The Consulting Actuary:
(Signed) Hans Wyss.

* * *

Appendix.

ACTUARIAL RESERVE AS AT JULY 31ST, 1946

		I Former bases of valuation (actuarial rate of interest 4¼%)	II Modified bases of valuation (actuarial rate of interest 2½%)
Beneficiaries		Actuarial Reserve (Swiss francs)	
(a) Active members.			
Secretariat	1	201,739	292,499
I. L. O.	97	5,592,021	9,408,921
Permanent Court	—	—	—
Total (a)	98	5,793,760	9,701,420
(b) Persons in receipt of pensions.			
(i) Retired members:			
Secretariat	107	6,682,806	8,915,854
I. L. O.	58	3,807,328	5,025,800
Permanent Court	7	533,935	714,795
(ii) Widows and orphans:			
Secretariat	11	519,533	683,622
I. L. O.	20	1,060,249	1,409,283
Permanent Court	1	12,027	15,388
Total (i) + (ii):			
Secretariat	118	7,202,339	9,599,476
I. L. O.	78	4,867,577	6,435,083
Permanent Court	8	545,962	730,183
Total (b)	204	12,615,878	16,764,742
Total (a) + (b):			
Secretariat	119	7,404,078	9,891,975
I. L. O.	175	10,459,598	15,844,004
Permanent Court	8	545,962	730,183
Grand total	302	18,409,638	26,466,162

ANNEX 2 (a)

C. P. 102.

ADMINISTRATIVE BOARD OF THE STAFF PENSIONS FUND: TWELFTH REPORT TO THE LIQUIDATION BOARD AS SUCCESSOR TO THE ASSEMBLY

The Administrative Board of the Staff Pensions Fund held a session at Geneva on December 16th, 1946, at which the following members and officials were present:

- Mr. F. T. CREMINS, appointed by the International Labour Conference, *Chairman*;
 - Professor W. RAPPARD, appointed by the International Labour Conference, *Vice-Chairman*;
 - Miss J. STEMBERG, appointed by the International Labour Conference;
 - M. V. ŠTENČEK, representing the Secretary-General of the League of Nations;
 - M. M. R. DE SALIS, representing the Director-General of the International Labour Office;
 - M. H. GALLOIS, International Labour Office;
 - M. P. SCHNAIDT,
 - Dr. Y. BIRAUD,
 - M. J. H. B. LHOEST,
- } representing the Members of the Fund;
- M. P. WELPS, Acting Secretary of the Fund.

There were also in attendance:

- Dr. H. WYSS, Consulting Actuary of the Fund.
- Me. J. SECRETAN, Legal Adviser of the Fund.

I. COMPOSITION OF THE BOARD

The Chairman raised the question of the composition of the Administrative Board and asked whether the meeting was a meeting of the old Board or the new, entitled to speak for the present owners of the Pensions Fund.

The Board examined this question in the light of Article 16 of the Assembly Resolution for the Dissolution of the League of Nations (document A.32(1).1946.X) and noted that the conditions of this Article had not yet been fully complied with and that the Board was therefore sitting in an interim composition. The Board further agreed that its decisions would remain provisional until the conditions laid down in Article 16 of the Assembly Resolution were fulfilled.

2. ELECTION OF CHAIRMAN AND VICE-CHAIRMAN

The Board re-elected Mr. Cremins as Chairman and Professor Rappard as Vice-Chairman.

3. ACTUARIAL VALUATION OF THE FUND

The Board examined the Report of the Actuary, Dr. Wyss, according to which the Fund was sound. It noted this with satisfaction. Dr. Wyss informed the Board that, if the Fund had been liquidated as at July 31st, 1946, on the basis of the actuarial reserve, there would have remained, after all liabilities calculated according to the old actuarial basis had been discharged, a balance of approximately 5.3 million Swiss francs. He added that, if the pensions annuities due to former members of the Secretariat and the Court were purchased from an insurance company, a supplementary payment of 2.5 million Swiss francs for the pensioned officials of the Secretariat and 0.2 million Swiss francs for the pensioned officials of the Court would have to be foreseen. This amount would not include administrative charges. Thus, even then, there would remain a balance of 2.6 million Swiss francs in the Fund.

4. TRANSFER OF THE FUND TO THE INTERNATIONAL LABOUR ORGANISATION

The Administrative Board took note of the three resolutions concerning the Staff Pensions Fund, adopted by the International Labour Conference at its twenty-ninth session at Montreal, September-October 1946, namely:

(a) *Resolution concerning the adoption of the revised Staff Pensions Regulations.*

“Whereas the Governing Body of the International Labour Office decided at its ninety-eighth session held in Montreal in May 1946 that the International Labour Organisation should assume responsibility for financing and administering the Staff Pensions Fund on the basis indicated in paragraph 16 of the Resolution adopted on April 18th, 1946, by the twenty-first and last session of the Assembly of the League of Nations and on the understanding that arrangements would be made for the Pensions Fund to be examined again by the Consulting Actuary so that such financial provisions as circumstances indicated could be made from League funds by the Liquidation Board before transfer was effected;

“The Conference, having noted the proposals for amendments to the Staff Pensions Fund Regulations submitted to it by the Governing Body:

“Adopts the Staff Pensions Regulations revised as follows”

(b) *Resolution concerning the contributions payable to the Pensions Fund in 1947.*

“The International Labour Conference:

“Decides that the contribution of the International Labour Organisation to the Pensions Fund for 1947 under Article 7, paragraph (a), of the Staff Pensions Regulations shall be 10.5 per cent of the pensionable emoluments of the members of the Fund;

“Decides that, for the year 1947, the officials mentioned in Article 4, paragraph (a) (i), of the Staff Pensions Regulations shall continue to pay an additional one per cent of their pensionable emoluments, and those mentioned in Article 4, paragraph (a) (ii), an additional half per cent if their pensionable emoluments exceed 6,500 francs per annum, and an additional quarter per cent if these emoluments are 6,500 francs or below that figure;

“Resolves that, in continuation of the arrangement approved in previous years, the whole budgetary vote for 1947 in respect of Part II of the Budget shall be paid to the Fund.”

(c) *Resolution concerning the election of members of the Administrative Board of the Staff Pensions Fund.*

“The Conference, in accordance with Article 3 of the Revised Staff Pensions Regulations, elects on the nomination of the Governing Body of the International Labour Office for a period of one year from October 9th, 1946, as members of the Administrative Board of the Staff Pensions Fund, Mr. F. T. Cremins (Ireland), Professor W. Rappard (Switzerland) and Professor H. Cramér (Sweden) and as substitute members, Miss Stemberg (Netherlands) (first substitute member) and Professor Kirkaldy (United Kingdom) (second substitute member).”

The Board was concerned that the Fund, after being transferred to the International Labour Organisation, should have the same guarantees as those given hitherto by the League of Nations. The Board noted with satisfaction that Article 13 of the Staff Pensions Regulations as adopted by the International Labour Conference contains the following stipulation:

“ The International Labour Organisation guarantees the payment of all annuities or capital sums falling due under the present Regulations.”

The Board noted further that, according to the provisions of Article 7 of the Pensions Regulations adopted by the Labour Conference, the International Labour Organisation will be responsible, from and after January 1st, 1947, for the contributions to the Fund which have hitherto been made by the League under Article 7 of the existing Regulations.

To implement its obligations, the International Labour Organisation has provided, in its budget for 1947, a credit of 703,660 Swiss francs composed of estimates of (a) contributions in respect of the staff of the International Labour Office at present members of the Fund, (b) cost of the administration of the Fund, and (c) contribution in respect of estimated interest deficiency on investments in 1947.

The International Labour Conference further decided that, in continuation of the arrangement approved in previous years, the whole budgetary vote for 1947 in respect of the Staff Pensions Fund should be paid into that Fund.

The Board did not feel bound to formulate any suggestions or proposals as to the financial provisions to be made from League funds by the Board of Liquidation prior to the transfer of the Fund, this being a matter for consideration by the Board of Liquidation. It is, however, satisfied that, as regards the legal position, all measures have been taken to ensure the satisfactory functioning of the Fund after its transfer to the International Labour Organisation.

5.

The Board gave further consideration to an appeal which had been made by a pensioner whose pension is paid in French francs. The pension in this case amounts to approximately 10,000 French francs a year, which sum in normal circumstances would allow of a very modest but nevertheless supportable existence. Owing, however, to the considerable depreciation in the purchasing power of the French franc, this amount is now much below the necessary minimum of existence and the pensioner requested a readjustment of her pension.

In its Tenth Report to the Assembly (document A.4.1946.X), the Administrative Board had already drawn attention to the existence of this and a few other cases. The Board, although unable under its statutes to grant relief, felt that some compassionate allowance to augment temporarily the annuity would be desirable. Amongst other suggestions, the Board examined whether it would be possible under the Regulations for the Board of Liquidation or the International Labour Conference, as an exceptional measure in these few cases in which pensions are paid in French francs, and without constituting a precedent, to convert the pension awarded in French francs into Swiss francs at the rate of 10 French francs to one Swiss franc, which was the official rate of the French franc at the time the pension was awarded. The Board suggests the alteration mentioned for favourable consideration by the Board of Liquidation or by the International Labour Conference.

ANNEX 2 (b)

C. P. 106. (Geneva, February 17th, 1947).

ADMINISTRATIVE BOARD OF THE STAFF PENSIONS FUND: THIRTEENTH REPORT TO THE LIQUIDATION BOARD AS SUCCESSOR TO THE ASSEMBLY, AND TO THE GOVERNING BODY OF THE INTERNATIONAL LABOUR OFFICE

The Administrative Board of the Staff Pensions Fund held a session at Geneva on February 17th, 1947, at which the following members and officials were present:

- Mr. F. T. CREMINS, appointed by the International Labour Conference, *Chairman*.
- M. V. ŠTENČEK, representing the Secretary-General of the League of Nations.
- Mr. G. A. JOHNSTON, representing the Director-General of the International Labour Office.
- Mr. S. JACKLIN, representing the Director-General of the International Labour Office.
- M. M. R. DE SALIS, International Labour Office.
- Mr. D. H. BLELLOCH, }
M. B. A. RENBORG, } representing the Members of the Fund.
M. P. SCHNAIDT, }
M. J. H. B. LHOEST, }
- M. P. WELPS, Acting Secretary of the Fund.

There was also in attendance: Mr. K. G. MCKINLAY, International Labour Office.

The Board had before it the Report made by the Consulting Actuary (document C.P.104) in response to the request made by the Director-General of the International Labour Office in accordance with the decisions taken by the Governing Body at its ninety-ninth session (Montreal, September 1946). The Administrative Board was asked to report on the following three questions:

- (i) The amendments to the Staff Pensions Regulations that would be required to give effect to the proposals of the staff that the Fund should be opened to membership by all regular full-time officials of the International Labour Office and that such officials should be given the right to elect to have back service counted for pension purposes,
- (ii) The financial provision that would be required to give effect to these proposals, having regard to the Consulting Actuary's report; and
- (iii) Any observations which the Board may wish to make on the possible consequences of the adoption of these proposals on the position of present members and pensioners of the Fund.

The Board first considered question (ii). It noted that the Consulting Actuary's report had been established as requested on the hypothesis of a rate of interest of $2\frac{1}{2}\%$ instead of $4\frac{1}{4}\%$, and taking account of additional charges for pensions due to the reduction in mortality rates. The Board considered that the proposals made by the Consulting Actuary involved a complete departure from the essential basis of the existing pensions scheme, in particular by providing for individual rates of contribution varying with the age on entry and sex of the officials. The Board noted the conclusions reached by the Consulting Actuary that, for the 109 persons whose cases had been taken into consideration the average total annual rate of contribution would be 28% of the salary; and that in the case of the same persons, if back service from the date of first appointment or reappointment to the staff of the Office were counted, the average total annual contribution would be 33% of the salary. Whilst realising that an increase in membership would be in the interest of the Fund, the Board did not consider that a scheme requiring such high contributions in respect of the higher age groups was practicable.

The Administrative Board also noted from the Second Report of the Consulting Actuary (document C.P.105) that, if the system of financing the Fund were to be altered on the lines indicated in his First Report (document C.P.104), it would be indispensable to adapt Article 9, paragraph 4(a), of the Regulations to these conditions and that in any case it would be necessary that the coefficients of reduction in the case of premature retirement should be altered if new bases of calculation—for example, a new rate of interest—were to be adopted.

With regard to (iii), the Administrative Board noted that the scale of contributions suggested by the Consulting Actuary would be sufficient to provide for the existing benefits under the Regulations of the Fund and would not require the payment into the Fund of any initial capital sum. The adoption of these proposals would therefore not prejudice the position of present members and pensioners of the Fund. The Board wished to place on record that it considers it essential to safeguard the existing rights of the present members and pensioners of the Fund.

The Board, dealing with (i), considered that, if effect were to be given to the proposals of the staff that the Fund should be opened to all regular full-time officials of the International Labour Office and that such officials should be given the right to elect to have back service counted for pension purposes, it would be necessary to amend the Staff Pensions Regulations in regard to the membership of such new members in particular on the following points, if the scheme suggested by the Consulting Actuary were approved. (It is understood that the existing rules would continue to apply to existing members and pensioners.)

Article 1, paragraph (i): delete last sentence, in order to provide for the possibility of entry to the Fund of those officials over 45 years of age who have hitherto been excluded.

A new paragraph 5 to be added to Article 1, to make provision for the admission of all regular full-time officials not at present members of the Fund, together with provision for counting back service prior to January 1st, 1947, of such officials, for the purpose of benefits falling due to them.

Article 4 would have to be modified in such a way as to make provision for the new rates of contribution and methods of assessment proposed by the Actuary.

Further, the Board decided to propose for adoption by the International Labour Conference the following resolution:

“ The International Labour Conference:

“ Decides that the contribution of the International Labour Organisation to the Pensions Fund for 1948 under Article 7, paragraph (a), of the Staff Pensions Regulations, shall be 10.5 per cent of the pensionable emoluments of the members of the Fund:

“ Decides that, for the year 1948, the officials mentioned in Article 4, paragraph (a) (i), of the Staff Pensions Regulations shall continue to pay an additional one per cent of their pensionable emoluments, and those mentioned in Article 4, paragraph (a) (ii), an additional half per cent if their pensionable emoluments exceed 6,500 francs per annum, and an additional quarter per cent if these emoluments are 6,500 francs or below that figure;

“ Resolves that, in continuation of the arrangement approved in previous years, the whole budgetary vote for 1948 in respect of Part II of the Budget shall be paid to the Fund.”

ANNEX 3

C.P. 103
C.2.M.2.1947.X. — Extrait N° I.

Geneva, February 10th, 1947.

ACCOUNTS FOR THE FINANCIAL YEAR 1946 OF THE LEAGUE OF NATIONS STAFF PENSIONS FUND, THE LEAGUE OF NATIONS STAFF PROVIDENT FUND, AND THE PENSIONS FUND OF THE MEMBERS OF THE FORMER PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE

ACCOUNTS OF THE LEAGUE OF NATIONS STAFF PENSIONS FUND

BALANCE-SHEET AS AT DECEMBER 31st, 1946

Liabilities.

	Swiss francs	Swiss francs
ACCUMULATED FUND		22,786,365.68
SUNDRY CREDITORS:		
Pensions due but not paid	252,806.20	
Capital sums due but not paid	—	
	—————	252,806.20
INSURANCE PREMIUM DEBT RESERVE FUND		608.40
		—————
		<u>23,039,780.28</u>

Assets.

	Swiss francs	Swiss francs
AVAILABLE FUNDS:		
Current account — Swiss francs	1,132,208.95	
Current account — U.S.A. dollars (\$235,341.39) ¹	1,014,321.40	
Current account — sterling (£44,388 2s. 2d.) ¹	767,914.25	
Current account — Canadian dollars (\$23,827.77) ¹	102,697.70	
Gold deposit account (at cost)	8,338,949.95	
	—————	11,356,092.25
INVESTMENTS (at cost), for details see Schedule pages 22-23	11,609,409.43	
Add: accrued interest	41,521.25	
	—————	11,650,930.68
SUNDRY DEBTORS:		
Insurance premium debts		32,070.20
Sundries		687.15
		—————
		<u>23,039,780.28</u>

(Signed) O. JENNY,
Chief Accountant.

Swiss francs

¹ Conversion rates: 1 U.S.A. dollar = 4.31
1 pound sterling = 17.30
1 Canadian dollar = 4.31

STAFF PENSIONS FUND: RECEIPTS AND PAYMENTS

		RECEIPTS	Swiss francs	Swiss francs
Balances as at January 1st, 1946:				
At Bank:				
Current account — Swiss francs			702,721.70	
Current account — U.S.A. dollars (\$436,106.42) .			1,879,618.65	
Current account — sterling (£2,797 18s. 10d.) . .			48,404.40	
Current account — Canadian dollars (\$48,339.93)			189,492.50	
Current account — French francs (fr. 16,312.50)			592.95	
Gold deposit account			8,361,846.75	
Investments (at cost) including accrued interest			13,066,309.98	
Sundry debtors:				
Insurance premium debts			30,836.75	
Sundries			633.10	
			<u>31,470.85</u>	24,280,456.78
Receipts during year:				
		Swiss francs		
Contributions from Members of the Fund.	222,704.65			
Contributions from States Members of the Organisations:				
<i>Current contributions</i>	322,439.45			
<i>Unexpended balance on Part VI of the League Budget.</i>	631,834.35			
Appropriation-in-aid (Part VI) (Contributions from non-member States)	164,410.—			
Amount recovered in respect of officials seconded from the International Labour Office	3,279.90	799,524.25		
<i>Annuity</i>		400,000.—		
		<u>799,524.25</u>	1,744,668.35	
League contribution paid by members of the Fund temporarily detached			5,270.15	
Refunds in accordance with Article 19 of the Regulations			6,347.50	
Interest			190,956.30	
Net exchange profits on current accounts.			30,468.15	
Adjustments in respect of previous year			—	
			<u>1,977,710.45</u>	1,977,710.45
Remittances from the League of Nations representing the balances of:				
The Fund to cover Exchange Losses			285,129.75	
The Reserve Fund			174,100.—	
The Staff Provident Fund			47,916.40	
			<u>507,146.15</u>	507,146.15
Balances as at December 31st, 1946:				
Pensions due but not paid			252,806.20	
Capital sums due but not paid			—	
Insurance Premium Debt Reserve Fund			608.40	
			<u>253,414.60</u>	253,414.60
				<u>27,018,727.98</u>

ACCOUNT AS AT DECEMBER 31st, 1946

	EXPENDITURE	Swiss francs	Swiss francs
Balances as at January 1st, 1946:			
Pensions due but not paid		181,896.60	
Capital sums due but not paid		204,629.05	
Insurance Premium Debt Reserve Fund		405.60	
		<hr/>	386,931.25
Expenditure during year:			
	Swiss francs		
Capital sums	1,926,346.65		
Contributions refunded	414,192.70		
	<hr/>	2,340,539.35	
Pensions	674,969.95		
Invalidity pensions	94,284.40		
Pensions to widows and orphans	119,136.—		
	<hr/>	888,390.35	
Net losses on repaid investments		344,928.10	
Miscellaneous expenses		13,836.30	
Adjustments in respect of previous year		4,322.35	
		<hr/>	3,592,016.45

Balances as at December 31st, 1946:

At Bank:

Current account — Swiss francs	1,132,208.95	
Current account — U.S.A. dollars (\$235,341.39) ¹	1,014,321.40	
Current account — sterling (£44,388 2s. 2d.) ¹	767,914.25	
Current account — Canadian dollars (\$23,827.77) ¹	102,697.70	
Gold deposit account	8,338,949.95	
	<hr/>	11,356,092.25

Investments (at cost) including accrued interest 11,650,930.68

Sundry debtors:

Insurance premium debts	32,070.20	
Sundries	687.15	
	<hr/>	23,039,780.28

27,018,727.98

(Signed) O. JENNY,
Chief Accountant.

¹ For conversion rates, see footnote on page 19.

INVESTMENTS HELD BY

Investment	As at January 1st, 1946			Investments purchased during 1946 ¹			Investments sold
	Nominal value	Cost price		Nominal value	Cost price		Nominal value
		In currency of investment	In Swiss francs		In currency of investment	In Swiss francs	
3¾% Brazil External Loan, 1957	U.S.A. \$ 52,560	\$ 27,625.—	116,083.90	—	—	—	—
7% Italian Credit Consortium, 1927-1947 . . .	U.S.A. \$ 5,000	\$ 4,951.—	25,583.50	—	—	—	—
1¾% Dominion of Canada Nov. 1st, 1948 . . .	Can. \$ 2,741,000	Can. \$ 2,741,000	10,739,736.35	—	—	—	—
4% French Loan, 1939	Fl. 120,500	Fl. 110,156.75	259,859.75	—	—	—	—
5% Suez Canal (386 gold bills)		F.f. 1,072,408.30	225,673.55	—	—	—	—
Suez Canal (2 actions jouissance)		F.f. 37,759.40	7,671.88	—	—	—	—
Suez Canal (172/5 Civil Society)		F.f. 819,130.60	165,737.45	—	—	—	F.f. 361,941.45
4% Argentine Govt., 1933-1953	£ 8,500	£ 7,976 8 0	172,210.85	—	—	—	—
2½% British National Defence Bonds, 1944-1948 . . .	£ 44,900	£ 44,889 9 6	973,652.70	£ 2,600	£ 2,598 7 6	56,306.80	—
2½% Norwegian Govt., 1946.	Kr. 235,000	Kr. 231,475.—	252,319.50	Kr. 40,000.—	Kr. 39,400.—	43,118.20	—
			12,938,529.43			99,425.—	

ACCOUNTS OF THE LEAGUE OF NATIONS
RECEIPTS AND PAYMENTS ACCOUNT

RECEIPTS

Balances as at January 1st, 1946:			
At Bank:			
Current account — Swiss francs		11,321.30	
Current account — dollars (United States) (\$36,482.83)		157,241.—	
Current account — sterling (£257 9s. 6d.)		4,454.35	
Investments (at cost)		148,127.75	
		<hr/>	
		321,144.40	
Sundry debtors		11.30	
		<hr/>	
			321,155.70
CONTRIBUTIONS:			
<i>Secretariat.</i>			
Contributions by members	Swiss francs	741.93	
Contributions by Secretariat		667.71	
		<hr/>	
			1,409.64
<i>International Labour Office.</i>			
Contributions by members		1,721.20	
Contributions by International Labour Office		1,549.40	
		<hr/>	
			3,270.60
<i>Death and Invalidity Fund</i>		653.95	
		<hr/>	
			5,334.19
INCOME FROM INVESTMENTS, INCLUDING BANK INTEREST		9,028.10	
Less amount transferred to Capital Account, being provision for interest to December 31st, 1946, at 2½% <i>per annum</i>		2,322.49	
		<hr/>	
			6,705.61
			<hr/>
			333,195.50
			<hr/>

¹ Investments transferred from the Staff Provident Fund.

THE PENSIONS FUND

during 1946	Investments repaid during 1946		Profit	Loss	As at December 31st, 1946					
	In Swiss francs	Nominal value			In Swiss francs	In Swiss francs	Nominal value	Cost price		Market value in Swiss francs ¹
								In currency of investment	In Swiss francs	
—	—	—	—	—	\$ 52,560	\$ 27,625.—	116,083.90	144,981.50		
—	—	—	—	—	\$ 5,000	\$ 4,951.—	25,583.50	— ²		
—	—	—	—	—	Can.\$ 2,741,000	Can.\$ 2,741,000.—	10,739,736.35	11,866,871.70		
—	Fl. 1,000	2,405.—	248.55	—	Fl. 119,500	Fl. 109,242.60	257,703.30	239,258.40		
—	386 bills	131,576.95	—	94,096.60	—	—	—	—		
—	—	—	—	—	2 shares	F.f. 37,759.40	7,671.88	3,744.05		
49,106.45	—	—	—	24,126.40	96/5ths parts	F.f. 457,189.15	92,504.60	58,625.25		
—	£ 300	5,190.—	—	888.45	£ 8,200	£ 7,694 17 7	166,132.40	143,987.90		
—	£ 47,500	821,750.—	—	208,209.50	—	—	—	—		
—	Kr. 85,000	73,588.50	—	17,855.70	Kr. 190,000	Kr. 187,150.—	203,993.50	164,185.80		
49,106.45	—	1,034,510.45	248.55	345,176.65	—	—	11,609,409.43	12,621,654.60		

STAFF PROVIDENT FUND (IN LIQUIDATION)

AS AT DECEMBER 31st, 1946

	EXPENDITURE		
	Swiss francs	Swiss francs	Swiss francs
BY REFUNDS CONSEQUENT ON RESIGNATION, ETC.:			
<i>Secretariat.</i>			
Members' account	19,361.63		
Secretariat account	17,425.07		
		36,786.70	
<i>International Labour Office.</i>			
Members' account	33,930.15		
International Labour Office account	30,538.55		
		64,468.70	101,255.40
Net losses on repaid investments			9,765.25
SUNDRY EXPENSES			158.45
Repayment of advance from the League of Nations Reserve Fund			174,100.—
Final balance transferred to the Staff Pensions Fund			47,916.40
			<u>333,195.50</u>

(Signed) O. JENNY,
Chief Accountant.

¹ Conversion rates : 1 U.S.A. dollar = 4.31
 1 Canadian dollar = 4.31
 1 pound sterling = 17.30
 100 florins = 240.50 (fixed rate)
 100 French francs = 3.635
 100 Norwegian crowns = 86.61

² No quotation.

ACCOUNTS OF THE PENSIONS FUND OF THE MEMBERS OF THE FORMER PERMANENT
COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE

STATEMENT AS AT DECEMBER 31ST, 1946

RECEIPTS	Swiss francs	Gold francs	PAYMENTS	Swiss francs	Gold francs
Accumulated Fund as at January 1st, 1946:					
Deposit account	1,380,752.39	976,615.18	Pensions paid during 1946: in respect of pensions due for 1946 (Fl. 147,958.43)	240,685.70	170,238.56
Allocation from the appropriation of 174,282.90 Swiss francs provided in the Budget of the Permanent Court of International Justice for the twenty-eighth financial period (1946)	174,282.90	123,271.43	Accumulated Fund as at December 31st, 1946:		
	1,555,035.29	1,099,886.61	Deposit account	1,314,349.59	929,648.05
				1,555,035.29	1,099,886.61

(Signed) O. JENNY,
Chief Accountant.

ANNEX 4

AUDIT OF THE ACCOUNTS OF THE STAFF PENSIONS FUND FOR THE 1946
FINANCIAL PERIOD

Report by M. U. A. J. BRUNSKOG, Auditor.

I have examined the accounts of the Staff Pensions Fund of the League of Nations and have found them to agree in all respects with the books and with the balance-sheet as at December 31st, 1946.

During the 1946 financial period, the accumulated capital of the Staff Pensions Fund has decreased by 1,107,159.85 Swiss francs, whereas in 1945 it increased by 1,066,170.35 Swiss francs. This decrease is mainly due to the increase in 1946 in the capital sums paid out by 1,516,334.70 Swiss francs. On the other hand, it should be noted that the balances (as at January 1st, 1946), of the Fund to cover Exchanges Losses and of the Reserve Fund have been transferred to the Staff Pensions Fund together with the final balance as at December 31st, 1946, of the Staff Provident Fund. The total of these remittances amounted to 507,146.15 Swiss francs.

The balance of the Staff Pensions Fund was made up as follows on December 31st, 1946:

		Swiss francs
Sundry debtors		32,757.35
Accrued interest		41,521.25
Investments		11,609,409.43
Gold		8,338,949.95
Cash in hand		3,017,142.30
		<u>23,039,780.28</u>
<i>less:</i>		
Pensions due but not paid	252,806.20	
Reserve Fund for debts in respect of insurance premiums	608.40	
		<u>253,414.60</u>
However, it should be mentioned that the investments of the Fund are shown in the balance-sheet at cost price, viz. . . .	11,609,409.43	22,786,365.68
Whereas, according to the quotation in- dicated by the banks to-day, the market value of these investments amounts to . . .	12,623,702.40	
With the result that there is an appreciation of		1,014,292.97
and consequently the real value of the Staff Pensions Fund now amounts to		<u>23,800,658.65</u>

As regards the holding of 7% Italian Credit Consortium bonds (1927-1947) the Bank has received information to the effect that Italian securities issued in U. S. dollars are not quoted for the moment on the New York Stock Exchange.

Geneva, February 14th, 1947.

(Signed) UNO BRUNSKOG,
Auditor.

ANNEX 5 (a)

B.L.13. (Geneva, June 29th, 1946).

PENSIONS FUND OF THE MEMBERS OF THE FORMER PERMANENT COURT
OF INTERNATIONAL JUSTICE (JUDGES' PENSIONS FUND)

CONSULTING ACTUARY'S REPORT, DATED MAY 11TH, 1946, ON THE POSITION OF THE FUND

Note by the Secretary-General.

On the instructions of the Supervisory Commission, the Treasurer of the League wrote on March 26th last to Dr. Hans Wyss, Consulting Actuary of the Judges' Pensions Fund, a letter requesting him to undertake an examination of the position of the Fund at the latest possible date and to estimate the sum of money (in florins) (1 florin = 1.625 Swiss francs) which should be made available to cover the annuities of the fourteen Judges still alive.

The Secretary-General has the honour to communicate below to the members of the Board of Liquidation, Dr. Wyss's reply, which is dated May 11th, 1946.

* * *

[*Translation.*]

In reply to your request of March 26th, 1946, I have the honour to give you the following information with regard to the position of the Pensions Fund of the Court of Justice:

1. The accounts of the Pensions Fund of the Court of Justice for the year 1945 show that the accumulated fund as at December 31st, 1945, amounted to 1,380,752 Swiss francs, or 849,694 florins, taking the rate of conversion as 1 florin = 1.625 francs, as mentioned in your letter.

If it had been possible regularly to pay into the Fund the sums contemplated in the original plan, the accumulated fund would have amounted, at the end of 1945, to about 950,000 florins. In a statement drawn up in the form of a budget, it would have been possible to show on the asset side not only this but also the present value of the annual payments of 80,766 florins which were to have been made up to 1951—that is to say, about 450,000 florins. The fund would also have received annual contributions for three of its members until they reached the age of 65, the present value of which must be estimated at about 80,000 florins. Under the original plan, the assets of the Pensions Fund of the Court of Justice at the end of 1945 would have amounted to nearly 1,500,000 florins.

I have already referred in previous reports to the changes which have for various reasons been made in the original plan (see, for instance, my report of May 10th, 1945).

2. According to Annex V of your letter of March 26th, 1946, eleven judges are entitled as from February 1st, 1946, to pensions amounting to 156,189 florins per annum. At a later date, three other judges will be entitled to pensions amounting to a total of 35,495.83 florins, but these pensions will commence only when the beneficiaries reach the age of 65.

3. In previous reports (see, in particular, that of May 10th, 1945), I have frequently explained why there can be no question of a valuation of the Pensions Fund of the Court of Justice on actuarial principles. In order to give at least some guidance with a view to the establishment of a balanced budget, certain calculations were made as to interest on the basis of very simple assumptions, the effect of mortality being disregarded. When such calculations were made, it was always assumed that the League of Nations would in each case guarantee the payment of the pensions to the Judges.

If, in order to determine what sum would be required on July 1st, 1946, to guarantee the payment of the pensions to which fourteen judges will be entitled, we start from the main assumptions adopted by Professor Friedli when he drew up his first financial plan and take into account the new circumstances (retirement of all the judges either immediately or at the age of 65, cessation of annual payments and contributions), we obtain the following results:

Case (a): The Fund regularly earns interest at the rate of 2½%; pensions are paid as under 2 above to each judge until he reaches the age of 80; in this case, the fund required would be 1,165,000 florins. It would even be a little lower than the total assets which should have been available on December 31st, 1945, under the original plan as described under 1 above. The main reason for this is that, in many cases, payment of the pension began later than was allowed for in the budget.

Case (b): If the pensions were payable in the same conditions but with one difference—that is to say, until the beneficiary reaches the age of 85—the fund required on July 1st, 1946, would be 1,885,000 florins. This is more than the total assets as shown in 1 above in accordance with the original plan, for the reason that the budget provided for the payment of pensions only until the age of 80.

Case (b) would seem to correspond far more closely to the facts than case (a). In both cases, however, the fund which would be required is much higher than the amount which was actually available at the end of 1945.

4. Since the guarantee of the League of Nations in respect of the liabilities of the Pensions Fund of the Court of Justice has been withdrawn, another guarantor will have to be found to take the place of the League. The Pensions Fund could not function satisfactorily if left to its own resources. It could not afford to the judges an adequate guarantee that the liabilities incurred in respect of them would be met unless it were augmented beyond all due proportions.

In practice, there would seem to me to be only two possible solutions:

(a) A new Pensions Fund is to be established for the International Labour Organisation. It will probably take over the liabilities of the former Pensions Fund of the League. It might also assume responsibility for the liabilities of the Pensions Fund of the Court of Justice. In return, it would be equitable, from the actuarial standpoint, to pay into the Fund of the International Labour Organisation the sum of 1,650,000 florins.

(b) The liabilities of the Pensions Fund of the Court of Justice might be transferred to a private insurance company. I note, from the documents attached to your letter of March 26th, 1946, that this solution has already been considered. Two proposals have been made, as follows:

(aa) One comes from a Dutch undertaking (*Nationale Levensverzekering Bank N.V.*). This company would be prepared to pay to the fourteen judges the pensions referred to in 2 above in return for a single premium of 1,510,452 florins, taking account of the deaths of two judges.

(bb) The other proposal is from a British company. If the figures given by this company are converted into florins in order to facilitate comparison, the sum required in return for the same guarantee would be 1,693,158 florins.

A careful comparison of the two proposals shows that the difference would be even greater if the pensions payable under the proposal of the British company were absolutely identical with those payable under proposal (aa). Under the latter, the annuities would run from May 1st, 1946, and would be payable quarterly in arrears. The first instalments would therefore be payable on August 1st, 1946, provided the beneficiary were alive on that date. Subsequent instalments would be payable on November 1st, 1946, February 1st, 1947, and so on.

Under (bb), on the other hand, the annuities would run from July 1st, 1946. They would be payable in six-monthly instalments in arrears. The first instalments would therefore be due only on January 1st, 1947, the next on July 1st, 1947, and so on. In addition, under proposal (aa), the three pensions beginning to run at a later date would be higher by 200 florins than the corresponding annuities payable under proposal (bb). If the conditions were the same as under proposal (bb), the single premium payable to the Dutch company would be about 200,000 florins less than that demanded by the British company. It should be pointed out, however, in regard to this difference, that the cost of the insurance is not the only consideration. Other factors should also be borne in mind in selecting a company to take over the liabilities of the Pensions Fund of the Court of Justice.

5. To enable me, on the one hand, to form an opinion as to the proposals made by two life insurance companies and, on the other hand, to draw attention to the fact that the *Société suisse d'Assurances générales sur la vie humaine* also would be prepared to assume responsibility for the payment of the pensions in question to the fourteen judges, I have also obtained a proposal from this company.

Assuming that the annuities began to run on July 1st, 1946, a single premium of 1,591,816 florins would be required under this proposal in return for the payment, quarterly in arrears, of the life annuities shown in the table in Annex V of your letter of March 26th, 1946. For six-monthly instalments, as proposed by the British company, a single premium of 1,568,000 florins would be required.

The *Société suisse d'Assurances générales sur la vie humaine* is reputed to be a safe and conscientious undertaking. It has for a long time had considerable life annuity business. Even in recent years, it has regularly paid instalments of annuities in nearly all countries. As it is authorised to operate not only in Switzerland but also in the Netherlands and in France and has special offices in these countries, there would be no difficulty in paying annuities either in florins with Amsterdam as the place of execution or in Swiss francs with Switzerland as the place of execution, in accordance with the wishes of the beneficiary at the time of concluding the contract. I shall be glad to give you any explanations as to any questions which may arise on this matter. I should be prepared, should you so desire, to place a detailed proposal before you, together with all the documents necessary to enable you to form a judgment.

I hope I have given you all the information you required. I am entirely at your service if you need any further information.

(Signed) WYSS.

ANNEX 5 (b)

B.L. 87. (Geneva, January 30th, 1947).

SUPPLEMENTARY REPORT (b), DATED JANUARY 27TH, 1947, BY THE CONSULTING ACTUARY

Note by the Secretary-General.

In his report dated May 11th, 1946 (document B.L.13), the Actuary examined the position of the Fund as at July 1st, 1946, indicating the sum of money which should be available to cover the annuities of the fourteen judges still alive.

In a supplementary report, dated January 27th, 1947, the Actuary examines the position as at March 15th, 1947, on the assumption that no modification will have occurred at that date as regards the number of persons entitled to an annuity.

This report is reproduced below.

* * *

[*Translation.*]

By way of supplementing my letter of May 11th, 1946, I shall sum up the results of the calculations obtained by taking the date March 15th, 1947, on the assumption that at that date there will have been no change in the number of members entitled to a pension.

The calculations take into account the data communicated by the Secretariat, according to which eleven judges are in receipt of a pension. The total of these pensions amounts to 156,189 florins. Three other judges will later become pensionable and will receive pensions totalling 35,495.83 florins; the pensions will begin to run only after they have reached 65 years of age.

For the rest, I refer to the observations and reservations made in my above-mentioned letter of May 11th, 1946.

As the position of the accumulated fund at March 15th, 1947, is not yet known, I am obliged to indicate merely the amount that would be required in each of the different hypotheses described in greater detail in that letter. As soon as the amount of the accumulated Fund is known, it will thus be possible to calculate directly the sum by which the Fund would, if necessary, have to be strengthened.

Calculations made as at March 15th, 1947, on the assumption that benefits have been paid when due.

Case (a): The Fund regularly earns interest at 2½%. The pension is paid to each judge until the age of 80. Fund required: 1,070,000 florins.

Case (b): The Fund regularly earns interest at 2½%. The pension is paid to each judge until the age of 85. Fund required: 1,800,000 florins.

Case (c): The Fund regularly earns interest at 2½%. The pension is paid to each judge until decease. The actuarial calculation, starting from the same technical bases as for the League Staff Pensions Fund but assuming a technical interest of only 2½%, shows that a fund of 1,720,000 florins would be required.

To facilitate comparison, I mention the following cases also:

Case (d): The Fund earns no interest. The pension is paid to each judge until the age of 80. Fund required: 1,285,000 florins.

Case (e): The fund earns no interest. The pension is paid to each judge until the age of 85. Fund required: 2,185,000 florins.

* * *

From the actuarial point of view, it would in my opinion be appropriate to take the result based on case (c) (fund required: 1,720,000 florins) if the Judges' Pensions Fund is administered by the I. L. O. and enjoys the guarantee of the States Members of the League.

(Signed) Wyss.

ANNEX 6 (a)

B.L. 45(1) (Genève, July 23rd, 1946).

REQUEST ADDRESSED TO M. PLINIO BOLLA, PRESIDENT OF THE SWISS FEDERAL TRIBUNAL, FOR A LEGAL OPINION ON THE RIGHT CLAIMED BY MR. MANLEY O. HUDSON, A FORMER MEMBER OF THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE, TO REIMBURSEMENT BY THE LEAGUE OF NATIONS OF THE TAXES DUE BY HIM IN THE UNITED STATES ON THE SALARY WHICH HE RECEIVED FROM THE LEAGUE OF NATIONS FOR THE PERIOD JANUARY 1ST, 1941, TO JANUARY 31ST, 1946

1. Although the United States was not a party to the Statute of the Permanent Court of International Justice, it was considered desirable for an American citizen to be included among the candidates at the elections to the Court.

Thus, Mr. Bassett Moore, Mr. Hughes and Mr. Kellogg were in turn elected judges of the Court. Finally, Professor Manley Hudson was elected at the time of the general renewal of the Court's membership in September 1930 for a period of nine years from January 1st, 1931, to December 31st, 1940.

2. In 1939, the Council and the Assembly were prevented by reason of the war from proceeding to the re-election of the judges whose term of office was on the point of expiry. Their term of office was accordingly extended in virtue of Article 13 of the Statute, which reads:

" The members of the Court shall be elected for nine years.
They may be re-elected.
They shall continue to discharge their duties until their places have been filled . . . "

3. In 1940, the Supervisory Commission decided to make a substantial reduction in the Budget¹, to take effect on January 1st, 1941. It was consequently decided that, during the emergency period, the judges (with the exception of the President) would until further notice receive a monthly payment of 500 Swiss francs and that in addition an allowance would be paid to them if there should be a meeting of the Court. The President of the Court reserved the judges' rights on this question, and the Supervisory Commission, for its part, reserved its position.

In fact, no judicial session of the Court was held during the emergency period and, as a result of the creation by the United Nations of the International Court of Justice to replace the Permanent Court of International Justice, all the judges of the latter, including Mr. Manley Hudson, resigned with effect from February 1st, 1946.

By a decision mentioned in its report of November 20th, 1945,² the Supervisory Commission decided, in agreement with the President of the Court, that the judges should receive for the period January 1st, 1940, to January 31st, 1946, an annual salary of 24,000 Dutch florins, less the monthly allowance of 500 Swiss francs which had been paid to them previously. As a result of this payment of arrears of salary, Mr. Manley Hudson received a sum of 106,730.61 Dutch florins, which was paid to his account with a Swiss bank in Geneva.³

4. The question of the taxation of the salary paid to Mr. Manley Hudson and to the other judges of American nationality elected prior to Mr. Manley Hudson's election had not arisen previously so far as concerns the League. In his letter of February 26th, 1946 [Appendix, II, 1(f)], Mr. Manley Hudson states:

" In the past, I have paid taxes on salary received as a judge, except in years when I was a *bona fide* non-resident of the United States for more than six months of the year. I have not heretofore requested a reimbursement of taxes paid."

The only issue here therefore is that of the tax payable on the sum of 106,730.61 Dutch florins, representing arrears of salary.

As Mr. Manley Hudson resided continuously in the United States of America during the period under consideration (1940-1946), the United States Revenue authorities intend to tax the salary paid to him by the League.

It should be noted that the Statute of the Court required the judges " to hold themselves permanently at the disposal of the Court " ⁴, but did not require them to reside at The Hague, which was the seat of the Court. It was therefore permissible for judges to live in whatever country suited their own convenience.

As mentioned above, no judicial session ⁵ was held by the Court during the emergency period (the last judicial session took place in 1939). Moreover, the Netherlands were occupied by the Germans from May 10th, 1940 onwards.

¹ See Report of the Supervisory Commission for 1940 (document C.152.M.139.1940.X).

² See Report of the Supervisory Commission (document C.118.M.118.1945.X, page 9).

³ These 106,730.61 Dutch florins represented 173,543.95 Swiss francs, the sum paid by the League of Nations on February 23rd, 1946, to Mr. Manley Hudson's account with the Société de Banque Suisse, Geneva.

⁴ Article 23 of the Statute reads:

" Members of the Court shall be bound, unless they are on regular leave or prevented from attending by illness or other serious reason duly explained to the President, to hold themselves permanently at the disposal of the Court. "

⁵ The Court held an administrative session at the end of 1945.

Mr. Manley Hudson took up residence in the United States, his own country, resuming his professorial duties at Harvard University in October 1940.¹

5. The United States, not being a party to the Statute of the Permanent Court of International Justice or a Member of the League of Nations, was not under any obligation at common law to exempt the judge's salary of Mr. Manley Hudson from taxation.

6. Mr. Manley Hudson now requests the League to refund to him the amounts claimed from him by the American Revenue authorities in consequence of its payment to him of arrears of salary.² He maintains that the League is legally bound in all circumstances to ensure the fiscal immunity of his salary as judge.

7. As regards the sum claimed by the American Revenue authorities from Mr. Manley Hudson, this amounts to the figure specified in his letter of February 26th, 1946, because, the arrears of salary having been paid in a lump sum, the Revenue authorities have included it in his income for 1946, the year in which Mr. Manley Hudson received the whole of these arrears.

Moreover, Mr. Manley Hudson explains that, had the whole of the arrears of salary paid to him represented his sole income for 1946, the tax would have been approximately \$19,028 instead of \$27,510.

8. The Board of Liquidation, having received Mr. Manley Hudson's claim and being in doubt as to its legal aspect, has decided to have recourse to the high authority of the President of the Swiss Federal Tribunal and to request him to give his opinion on the question formulated hereunder. Should he be unable to comply with its request, the Board asks him to suggest the names of two jurists competent to give an opinion.

The question is the following:

Having regard to all the circumstances of the case, has the League of Nations a legal obligation to reimburse Mr. Manley Hudson for the tax levied by the American Revenue authorities on the total of the arrears of salary for the period January 1st, 1941—January 31st, 1946, amounting to 106,730.61 Dutch florins, paid to him on February 23rd, 1946 ?

It should be clearly understood that only the tax on salary plus surtax, or the global tax levied on the taxpayer in respect of salary received from the League enters in consideration to the exclusion in both cases, of the portion of the tax levied on income from other sources.

9. The jurist whose opinion is requested should ask the Secretary-General of the League for any explanations or information he may need.

* * *

10. Should the question be answered in the affirmative, the Board of Liquidation will endeavour, in the light of the available information, to ascertain whether it would have been possible for Mr. Manley Hudson by some lawful means to reduce the amount of his assessment, in particular, by arranging for it to be spread over the different years for which arrears of salary have been paid.

On this point a question was put to Mr. Manley Hudson (the question and the answer given will be found in the Appendix, II, 4).

11. Should the League refund to Mr. Manley Hudson the tax levied on his salary, the question would arise whether any sums thus refunded would not in their turn be taxed as new income.³

* * *

POSITION OF THE QUESTION

Having regard to all the circumstances of the case, has the League of Nations a legal obligation to reimburse Mr. Manley Hudson for the tax levied by the American revenue authorities on the total of the arrears of salary for the period January 1st, 1941—January 31st, 1946, amounting to 106,730.61 Dutch florins, paid to him on February 23rd, 1946 ?

The right to repayment cannot be presumed. It exists only if it is contained in the provisions relating to the status of the judges.

¹ Under Article 16 of the Statute (as amended in 1929), judges were forbidden to exercise professorial functions or any other professional functions.

Nevertheless, a new situation was created by the events of the war, which, on the one hand, made the holding of a session of the Court highly improbable, while on the other, it led to a reduction, possibly only temporary but for the time being very drastic, in the annual salary of judges from 35,000 florins to 6,000 Swiss francs, in spite of the fact that Article 32 of the Statute provides that: ". . . they (*i.e.*, these salaries) may not be decreased during the term of office". It was on account of this situation that the President of the Permanent Court of International Justice authorised Mr. Manley Hudson to resume his teaching work in the United States (see letter from Mr. Manley Hudson dated July 22nd, 1946).

² See the figures given by Mr. Manley Hudson in his letter of February 26th, 1946 (paragraphs 7 and 8).

The provisions of American Law applicable to Mr. Manley Hudson's case are as follows:

"Internal Revenue Code—Chapters 1 and 2—especially Section 107 (*d*) on Back Pay. Regulations 111, Section 29, 107—3." (Letter from Mr. Manley Hudson dated July 22nd, 1946.)

³ See Mr. Manley Hudson's memorandum attached to the letter of February 26th, 1946.

The "status" of the judges—that is to say, their situation—derives from two kinds of instruments; on the one hand, the *Statute of the Permanent Court of International Justice*, which is the basic charter of the Court, and on the other, the *Resolutions of the Assembly of the League of Nations*, which determine certain points which the Statute left to the Assembly to decide. For instance, Article 32 of the Statute provides that the salaries, allowances and indemnities of the judges "shall be fixed by the Assembly of the League of Nations on the proposal of the Council"

Mr. Manley Hudson has referred to both these instruments: the Statute of the Court and the Resolutions of the Assembly.

I. *The Statute of the Permanent Court of International Justice.*

The Statute of the Permanent Court of International Justice is the basic instrument determining the judges' status, their rights and obligations.

The original Statute of the Permanent Court of International Justice, established by a Protocol dated December 16th, 1920, was silent on the fiscal immunity of the judges. Article 32 was amended by the Protocol concerning the revision of the Statute dated September 14th, 1929, the following (last) paragraph being added:

"The above salaries, indemnities and allowances shall be free of all taxation."

This Protocol came into force on February 1st, 1936; that is to say, prior to the period 1941-1945, in respect of which Mr. Manley Hudson received the salary which is being taxed by the American Revenue authorities.

The question to be determined is the scope of the last paragraph of Article 32 of the Statute having regard to the present case:

(a) Does this provision mean that the League is in all circumstances bound to ensure exemption of the salaries, indemnities and allowances of the judges from taxation in any country whatsoever, so that, if such taxation could not be prevented (as in the case of a country not a party to the Statute of the Court and not a Member of the League), the League would be obliged to refund to the judges the amount of the tax levied?

(b) Or, on the contrary, does this provision simply mean that the States parties to the Court's Statute have undertaken not to levy taxes on the salaries, indemnities and allowances of judges?

It might be held that, since States not parties to the Statute are obviously not bound by this provision, the League would have no need to take cognisance of the action of such States. The only case in which it would have to do so would be one in which the residence of judges in a country not a party to the Statute was due to a professional obligation (for instance, in the event of the temporary transfer of the Court to the United States).

Cannot it even be said that the sole obligation of the League is to assure the immunity of the salaries of judges at the seat of the Court and that, if States parties to the Statute of the Court, other than the State in which the seat is located, levy a tax on the salaries of judges in contravention of their obligations, the League has discharged its duty to the uttermost by making representations to those States urging them to fulfil their obligations?

II. *The Resolutions of the Assembly.*

The Assembly Resolutions do not contain anything not mentioned in the Statute revised in 1929. Resolution No. 4 relating to the Court, adopted by the Assembly on September 25th, 1930¹, concludes by saying:

"Allowances and salaries shall be free of all tax."

However, Mr. Manley Hudson refers to passages in reports submitted to the Assembly and to the statements of rapporteurs concerning the reimbursement to judges of taxes levied on their salaries. He also quotes a letter from M. Hammarskjöld, Registrar of the Court.

A. *Letter from M. Hammarskjöld, Registrar of the Court, to Judge John Bassett Moore (United States citizen), dated November 9th, 1922.*

After referring to a resolution adopted by the First Assembly of the League of Nations, the report by which that resolution was presented to the Assembly, and a verbal statement by M. Lafontaine, Rapporteur to the Assembly, M. Hammarskjöld says:

"The following conclusions seem to be warranted: (a) that the competent organisms of the League of Nations desired that the judges of the Permanent Court of International Justice should draw without any deductions the full amount of the indemnities allocated to them; (b) that the same organisms envisage the possibility of income tax being levied on such salaries in certain cases (if my memory does not altogether fail, the actual case

¹ Records of the Eleventh Assembly (Plenary Meetings), page 132.

contemplated was that of a judge from the United States being elected); (c) that for this reason such judges as had to pay income tax should receive full compensation from the League of Nations."

The opinion expressed by M. Hammarskjöld, Registrar of the Court, in a letter, does not of course create the law. It is a personal opinion, given by a person able to speak with authority, and the validity of the sources on which it is based should therefore be examined.

B. *Reports to the Assembly and Oral Statements of Rapporteurs, Resolutions of the Assembly.*

1. *1920 Assembly.* — (a) M. Lafontaine, Rapporteur of the Third Committee, stated in his report to the Assembly:

"To ensure an equal position for all the members of the Court of International Justice, by neutralising the different degrees in which their salaries may be affected by taxation in the various countries, the Committee proposes that all salaries and allowances should be free of taxation. As, however, the decisions of the Assembly may be inoperative as against the fiscal laws applied in the different countries, it has been proposed that the League of Nations should reimburse the members of the Court for any taxes which they may be obliged to pay."¹

(b) In submitting his report to the Assembly on December 18th, 1920, the Rapporteur said:

"I should like to add that, in order to equalise the position of all the judges, we propose that their salaries be exempt from taxation in every country. In the cases where in certain countries a tax is levied, the League of Nations will reimburse the judge for the amount which he may lose by the tax."²

(c) It is stated in the Minutes of the meeting that:

"The conclusions and resolution of the Committee were adopted."

It will be noted that, as regards the fiscal immunity of the judges' salaries, the resolution itself states simply that:

"Allowances and salaries are free of all tax."

2. *1930 Assembly.*—On September 25th, 1930, M. Pilotti, Rapporteur of the First Committee, submitted a written report to the Assembly on the remuneration of the judges, in which he made the following statement:

"One of the points which particularly struck the Committee was that, while the Regulations regarding salaries and allowances stipulate that these shall be free of all tax, there is no similar provision in the 1924 and 1929 texts in regard to pensions.

"In this connection, the Committee's attention was drawn to the following passage in the report adopted by the Assembly in 1920 concerning the taxation of salaries of members of the Court:

"To ensure an equal position for all the members of the Court of International Justice, by neutralising the different degrees in which their salaries may be affected by taxation in the various countries, the Committee proposes that all salaries and allowances should be free of taxation. As, however, the decisions of the Assembly may be inoperative as against the fiscal laws applied in the different countries, it has been proposed that the League of Nations should reimburse the members of the Court for any taxes which they may be obliged to pay."

"The First Committee trust that, pending the formal settlement of the question, the general principle set forth in this passage will be observed."³

After M. Pilotti had read his report, the President of the Assembly said: "I think I shall be interpreting the wishes of the Assembly if I add that the Assembly has duly noted the statement made by M. Pilotti on behalf of the First Committee."

The Assembly also adopted a number of resolutions relating to the Court; the fourth, that concerning salaries, ends with the following paragraph, which states merely that:

"Allowances and salaries shall be free of all tax."

* * *

It will be for the distinguished jurist who is being consulted to give an advisory opinion on the question set forth above, taking all the various factors into consideration.

¹ Records of the First Assembly (Plenary Meetings), page 766.

² *Ibidem*, page 748.

³ Records of the Eleventh Assembly (Plenary Meetings), page 132.

Appendix.

List of Documents.

I. GENERAL DOCUMENTS ¹

1. *Statute of the Permanent Court of International Justice:*

(1) Original Statute of December 16th, 1920 (Series D—Acts and Documents concerning the Organisation of the Court, No. 1, 1926 Edition).

(2) Statute revised on September 14th, 1929, which came into force on February 1st, 1936 (Series D—Acts and Documents concerning the Organisation of the Court, No. 1—Fourth Edition, April 1940).

2. *Records of the Assembly* (see the series to which references are made).

II. DOCUMENTS RELATING TO THE CASE OF MR. MANLEY HUDSON

	Page
1. <i>Document C.C.1486—March 13th, 1946:</i>	
Note by the Registrar of the Permanent Court of International Justice submitting copies of correspondence exchanged between Mr. Manley Hudson and various authorities concerning his liability to income tax in America	33
(a) Letter dated November 16th, 1945, from Mr. Manley Hudson to M. Guerrero, President of the Permanent Court of International Justice	33
(b) Letter dated December 1st, 1945, from Mr. Manley Hudson to M. J. López Oliván, Registrar of the Permanent Court of International Justice	33
(c) Letter dated February 10th, 1943, from Mr. Manley Hudson to Mr. Henry Morgenthau, Jr., Secretary of Treasury, Washington, D.C.	34
(d) Letter dated April 5th, 1943, from the Treasury Department, Washington, to Mr. Manley Hudson	34
(e) Letter dated February 26th, 1943, from Mr. Manley Hudson to M. J. López Oliván	35
(f) Claim of Mr. Manley Hudson, dated February 26th, 1946, to relief from United States income tax on arrears of salary as judge of the Permanent Court of International Justice (with Annex)	35
2. <i>Document B.L.8—May 20th, 1946:</i>	
Letter, dated May 13th, 1946, from Mr. Manley Hudson to the Secretary-General . .	37
3. <i>Document B.L.8 (b)—July 1st, 1946:</i>	
Note by the Registrar of the Permanent Court of International Justice	37
Annex I:	
Letter dated November 6th, 1922, from Judge J. B. Moore to M. Hammarskjöld	39
Letter dated November 9th, 1922, from M. Hammarskjöld to Judge J. B. Moore	39
Annex II:	
Letter dated May 29th, 1946, from Judge G. H. Hackworth to M. Hambro	40
4. <i>Document B.L.45 (a)—July 22nd, 1946:</i>	
Questionnaire addressed to Mr. Manley Hudson and his answers thereto	40
5. <i>Document B.L.45 (b)—July 23rd, 1946:</i>	
Letter, dated July 22nd, 1946, from Mr. Manley Hudson to the Secretary-General . .	41
6. <i>Document B.L.45 (c)—July 26th, 1946:</i>	
Letter dated July 18th, 1946, from Mr. Charles Fahy, Legal Adviser to the Department of State, Washington, D.C. to Mr. Manley Hudson	41

¹ Not reproduced in this Report.

II. DOCUMENTS RELATING TO THE CASE OF MR. MANLEY O. HUDSON

C.C. 1486 (Geneva, March 13th, 1946).

I. NOTE BY THE REGISTRAR OF THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE

The Registrar of the Permanent Court of International Justice has the honour to submit to the Supervisory Commission copies of correspondence and a memorandum received from Mr. Manley O. Hudson, former Judge, concerning exemption from payment of income tax, in America, on the sum which he has recently received for arrears of salary.

(a) *From Mr. Manley O. Hudson, to M. Guerrero, President of the Permanent Court of International Justice.*

November 16th, 1945. Law School of Harvard University, Cambridge, Mass., U.S.A.

Will you permit me to raise an additional point upon which I should like to be protected ?

In the past, I have been unable to persuade the Government of the United States to relieve me from paying an income tax on my salary from the Court, and I have regularly paid that tax during each year when I was not six months resident in Europe.

If a payment of back salary is now made to me, I shall have a very sizable American income tax to be paid to the Government of the United States.

I believe it has been the practice of the League of Nations to meet such burdens cast upon officials. I note that in the First Report of the Supervisory Commission for 1944 (document C.27.N.27.1944.X, page 18) certain officials of the League were reimbursed the sums paid to the United States as taxes on their salaries.

I hope you will find it possible in the current negotiations to see that a provision protecting me in this regard is included.

(Signed) Manley O. HUDSON.

(b) *From Mr. Manley O. Hudson to M. J. López Oliván, Registrar of the Permanent Court of International Justice.*

Cambridge, Mass., December 1st, 1945.

1. Many thanks for your cable saying that agreement has been reached on the payment of back salaries to the amount of 106,730 florins. My warm congratulations to you !

2. I assume that the payment to me will be made in United States dollars, and I hope it will be made, not in 1945, but in 1946, when taxes will be lower and my own tax position more favourable.

3. A serious question will be presented to me if I am compelled to pay income tax to the United States in 1946 on the sum paid to me. It is important, first of all, that the payment should be characterised by the League as "back salary"; this would reduce my tax considerably, for it could then be figured on each of five tax-years. I hope you can see that the payment is thus described. Even so, the tax may amount to as much as 50 to 60% of the amount received, or perhaps even more. The computation depends on complicated and graduated surtax percentages, and they are so intricate that I cannot now give an approximate guess as to the amount.

4. If I have to pay income tax on what I receive, I assume that, under the decisions taken in the past, the amount paid will be refunded to me by the League. Yet unless an agreement can be reached with the United States Treasury, I shall again have to pay income tax on the refund, and technically I would again be entitled to a refund by the League—a process which would go on *ad infinitum*. From this point of view alone, I think the League should negotiate the matter with the United States Department of State.

5. Direct negotiations between the League and the United States Department of State might be undertaken with a view also to the application of the provision in Article 32 of the Statute that the salaries "shall be free of all taxation". I enclose copies of my correspondence with the Treasury in 1943. The Department of State might be more inclined than the Treasury to arrange for a waiver of the tax on my salary, and this is particularly true at the present time in view of current developments relating to the transfer of the League to the United Nations Organisation.

6. Can you suggest to the competent authority of the League the opening of negotiations with the United States Department of State on this matter ?

(Signed) Manley O. HUDSON.

(c) *From Mr. Manley O. Hudson to Mr. Henry Morgenthau, Jr., Secretary of Treasury, Washington, D.C.*

February 10th, 1943.

Will you permit me to lay before you the following question, upon which I should appreciate it if you would be good enough to give me a ruling as soon as possible:

1. I am a Judge of the Permanent Court of International Justice. My permanent address is 251, Badhuisweg, The Hague, Netherlands; my temporary address is the Harvard Law School, Cambridge, Massachusetts.

2. During the year 1942 I received as payment on my salary as Judge of the Permanent Court of International Justice, \$1,381.61.

3. Under Section 22 (b) (7) of the Internal Revenue Law "income exempt under treaty"—*i.e.*, "income of any kind, to the extent required by any treaty obligations of the United States" is not to be included in a report of gross income.

4. As a member of the International Labour Organisation, the United States is a party to the treaty instrument, which serves as the Constitution of the International Labour Organisation, proclaimed by the President on September 10th, 1934, and published in *U.S. Treaty Series* No. 874, 49 Stat. at Large 2712. Articles 416, 417, 418, 419, 420, and 423, the text of which is appended, confer various functions on the Permanent Court of International Justice. Under these Articles the United States has treaty obligations relating to the Court, and these obligations require the United States to respect the provisions of the Statute of the Court, and particularly the provisions of the Court's Statute relating to its structural character.

5. Article 32 of the Statute of the Court, attached to the Protocol of Signature of December 16th, 1920, and amended by a Protocol of December 24th, 1929, provided that the salaries, indemnities and allowances of the judges "shall be free of all taxation". I attach the text of Article 32.

6. I submit that the quoted provision in Article 32 of the Court's Statute has been made a treaty obligation of the United States by reason of its incorporation in Articles 416, 417, 418, 419, 420, and 423 of the Constitution of the International Labour Organisation, and that this obligation of the United States is covered by Section 22 (b) (7) of the Internal Revenue Law.

7. In line with this submission, I ask you to rule that I am not required to report as gross income the salary which I received from the Permanent Court of International Justice in 1942.

(Signed) Manley O. HUDSON.

(d) *From the Treasury Department, Washington, to Mr. Manley O. Hudson.*

April 5th, 1943.

Further reference is made to your letter of February 10th, 1943, addressed to the Secretary of the Treasury, and transmitted to this office for consideration and reply since the subject-matter discussed therein relates to the treatment for the purposes of Federal income tax, of compensation received by you as a Judge of the Permanent Court of International Justice during 1942.

You state that you are a Judge of the Permanent Court of International Justice with a permanent address in The Hague, Netherlands, and a temporary address at the Harvard Law School, Cambridge, Massachusetts; and that during 1942 you received a salary of \$1,381.61 as a Judge of the Court. It is your opinion that, as a member of the International Labour Organisation, the United States is a party to the "treaty instrument" which serves as the Constitution of the International Labour Organisation, proclaimed by the President, and that as Article 32 of the Statute of the Court contains a provision that the salaries paid the President, Vice-President and members of the Court as fixed by the Assembly of the League of Nations on the proposal of the Council of the League shall be free of all taxation, the salary received by you during the year 1942 is exempt from taxation under Section 22 (b) (7) of the Internal Revenue Code.

Although the United States is a member of the International Labour Organisation, it is not a member of the League of Nations of which that Office is a Department or Board and under which it is functioning. The mere fact that the Constitution of the Labour Organisation confers certain powers and functions on the Permanent Court of International Justice in labour cases does not, in the opinion of this office, operate to extend the treaty obligations created thereunder, and designed only for the uses and purposes of the signatories, to cover obligations created, not by a treaty to which the United States is a party, but by the Statute of the Court to which instrument the United States is not a party because of its failure to ratify the same. The United States is not a member of the Permanent Court of International Justice (a department of the League of Nations) to which reference is made in Articles 416 to 420, inclusive, and Article 423 of the Constitution of the International Labour Organisation.

The facts presented in your present enquiry are similar in all pertinent respects to those which formed the basis of a ruling dated December 30th, 1938, in which you were advised that the protocol of accession of the United States of America to the protocol of signature of the Statute

to the Permanent Court of International Justice will not enter into force until ratified by the President, with advice and consent of the Senate. Accordingly, in view of the recent information secured from the Department of State, Washington, D.C., in this respect, Article 32 of the Statute of the Permanent Court of International Justice, as amended, is not a "treaty obligation of the United States" within the meaning of section 22 (b) (7) of the Internal Revenue Code.

Therefore, assuming you were not a *bona fide* non-resident of the United States for more than six full calendar months during 1942 the amount received by you as a Judge of the Permanent Court of International Justice constitutes gross income subject to the Federal income tax for the year 1942.

(Signed) Norman D. CANN,
Acting Commissioner.

(e) *From Mr. Manley O. Hudson to M. López Oliván.*

Harvard Law School, Cambridge 38, Mass.,

February 26th, 1946.

On December 1st, 1945, I wrote to you requesting that direct negotiations between the League of Nations and the United States Government be undertaken with a view to relieving me of payment of income tax on the arrears of salary payable to me as a Judge.

I now enclose a memorandum on this subject which you may wish to forward to the competent authority of the League of Nations.

(Signed) Manley O. HUDSON.

(f) *Claim of Manley O. Hudson to Relief from United States Income Tax on Arrears of Salary as Judge of the Permanent Court of International Justice.*

February 26th, 1946.

1. Article 32 of the Statute of the Permanent Court provides that the salaries of Judges "shall be free of all taxation".

2. While the United States is not a party to the Statute, it is a party to the Constitution of the International Labour Organisation which confers jurisdiction on the Court. In the past, I have urged that by reason of the latter fact the United States is bound to take the Court as it is, and to respect the provision in Article 32 of its Statute. This contention has been rejected by the Commissioner for Internal Revenue, however.

3. In the past, I have paid taxes on salary received as a Judge, except in years when I was a *bona fide* non-resident of the United States for more than six months of the year. I have not heretofore requested the reimbursement of taxes paid.

4. My present status is as follows: I have retained my legal residence at The Hague since 1937. However, during the years 1941-1946, I have not been and do not now plan to be actually resident outside the United States for as much as six months of the year. I am therefore subject to income tax on the arrears of salary paid in 1946. While it would be possible for such arrears to be spread for tax purposes over the years 1941-1945, this would effect no saving over the treatment of the arrears as 1946 income, the 1946 tax having been reduced.

5. I therefore request the League of Nations to seek to negotiate with the Government of the United States an arrangement by which I would be relieved from payment of the United States income tax on the arrears of salary to be paid to me in 1946. I find a precedent for such negotiation referred to in the First Report of the Supervisory Commission for 1944, page 18. In this connection, I call attention to a United States Law of December 29th, 1945, the International Organizations Immunities Act, which liberalises the general policy of the United States (extracts in Annex), but does not exempt United States citizens. An Executive Order No. 9698, of February 19th, 1946, lists the Organisations to which the Act applies—it includes the International Labour Organisation, but not the Permanent Court of International Justice.

6. If no arrangement can be negotiated with the Government of the United States to relieve me from paying income tax on the arrears of salary paid to me as Judge, I request the League of Nations to reimburse to me the amount which I shall have to pay. It is my understanding that, since 1920, the League of Nations has sought to relieve judges of inequality by reimbursing them for taxes payable and paid.

(a) In 1920, the Third Committee of the First Assembly stated in its report on judges' salaries (Records of First Assembly, Plenary, page 766): As "the decisions of the Assembly may be inoperative as against the fiscal laws applied in different countries, it has been proposed that the League of Nations should reimburse the members of the Court for any taxes they may be obliged to pay." This statement was repeated to the 1920 Assembly orally. (*Ibid.*, p. 748.)

(b) In 1930, the First Committee of the Eleventh Assembly quoted the passage from the 1920 report, and stated (Records of Eleventh Assembly, Plenary, page 132): "The First Committee trust that, pending the formal settlement of the questions, the general principle set forth in this passage will be observed."

(c) It seems that the same general principle has been applied with reference to League officials other than the Judges. The principle of reimbursement was affirmed by the Supervisory Commission in its First Report for 1944. The Supervisory Commission there stated that "it had no other course open to it than to repay to the officials the sums disbursed by them on account of direct (United States) Federal taxes on their salaries." First Report for 1944, page 18.

(d) The same general principle seems to have been adopted by the Fifth Commission of the United Nations General Assembly, on January 28th, 1946 (*Journal* No. 16, Supp. No. 5, A/C.5/13, page 16).

7. Treating the payment of arrears of salary (106,730.60 Dutch florins, roughly the equivalent of about \$40,420) as 1946 income, the 1946 United States income tax, if payable, would be about \$19,028.31, if this were my sole income.

8. However, I have other income which, after deductions allowed, I have estimated to be about \$10,500; in an estimate already filed, I computed an estimated tax on this amount as a minimum of \$2,688.75. However, the surtax is greater on larger sums, and I would roughly estimate my 1946 tax, if payable on both the arrears and my other income, to be about \$27,510—*i.e.*, an increase of \$24,821.25.

(Signed) Manley O. HUDSON.

* * *

Annex.

Section 1.—For the purposes of this title, the term "international organisation" means a public international organisation in which the United States participates pursuant to any treaty or under the authority of any Act of Congress authorising such participation or making an appropriation for such participation, and which shall have been designated by the President through appropriate Executive order as being entitled to enjoy the privileges, exemptions, and immunities herein provided. The President shall be authorised, in the light of the functions performed by any such international organisation, by appropriate Executive order to withhold or withdraw from any such organisation or its officers or employees any of the privileges, exemptions, and immunities provided for in this title (including the amendments made by this title) or to condition or limit the enjoyment by any such organisation or its officers or employees of any such privilege, exemption, or immunity. The President shall be authorised, if in his judgment such action should be justified by reason of the abuse by an international organisation or its officers and employees of the privileges, exemptions, and immunities herein provided or for any other reason, at any time to revoke the designation of any international organisation under this section, whereupon the international organisation in question shall cease to be classed as an international organisation for the purposes of this title.

Section 4.—The Internal Revenue Code is hereby amended as follows:

(a) Effective with respect to taxable years beginning after December 31st, 1943, section 116 (c), relating to the exclusion from gross income of income of foreign Governments, is amended to read as follows:

(b) Effective with respect to taxable years beginning after December 31st, 1943, section 116 (h) (1), relating to the exclusion from gross income of amounts paid employees of foreign Governments, is amended to read as follows:

(1) Rule for Exclusion.—Wages, fees, or salary of any employee of a foreign Government or of an international organisation or of the Commonwealth of the Philippines (including a consular or other officer, or a non-diplomatic representative, received as compensation for official services to such Government, international organisation, or such Commonwealth—

(A) If such employee is not a citizen of the United States, or is a citizen of the Commonwealth of the Philippines (whether or not a citizen of the United States); and

(B) If, in the case of an employee of a foreign government or of the Commonwealth of the Philippines, the services are of a character similar to those performed by employees of the Government of the United States in foreign countries or in the Commonwealth of the Philippines, as the case may be; and

(C) If, in the case of an employee of a foreign government or of the Commonwealth of the Philippines, the foreign government or the Commonwealth grants an equivalent exemption to employees of the Government of the United States performing similar services in such foreign country or such Commonwealth, as the case may be.

2. LETTER DATED MAY 13TH, 1946, FROM MR. MANLEY HUDSON TO THE SECRETARY-GENERAL

B.L.8 (Geneva, May 20th, 1946).

Harvard Law School, Cambridge 38, Mass.,

May 13th, 1946.

I hope the Liquidating Board will give favourable consideration to my claim for reimbursement of the income tax which I shall have to pay to the Government of the United States on the salary paid to me during this year by the Court.

This is a very important matter to me. I have received approximately \$41,000 as payment on my salary as Judge. I shall have to pay at least \$25,000 of this amount as income tax in this country.

On December 18th, 1920, the Assembly of the League adopted a report of a Committee which clearly promised the reimbursement of taxes to the judges. This was repeated by the Assembly on September 25th, 1930. In 1936, Article 32 of the Statute was amended to provide for complete freedom from taxes for the judges. I think my legal claim to reimbursement is absolutely solid and unanswerable.

I submit to your consideration that, even during the years of the Court's inactivity, I have served it to the best of my ability. I represented the Court before the Supervisory Commission each year; before the Committee of Jurists in Washington in 1945; and before the San Francisco Conference (nine weeks) in 1945. In 1942 I published Volume IV of my *World Court Reports*. A treatise on the Court which I published in 1943 is now in daily use at The Hague. I have continued my annual articles on the Court in the *American Journal of International Law*. On my own initiative, I sought funds for the Court, and succeeded in getting a grant of \$15,000 from the Carnegie Endowment.

In this situation I venture to hope that the Liquidating Board will feel that I have tried to do my best. If it takes this view, I hope the Board will give me my legal rights.

(Signed) Manley O. HUDSON.

3. NOTE BY THE REGISTRAR OF THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE

B.L.8 (b) (Geneva, July 1st, 1946).

In conformity with the instructions given by the Board at its last meeting, enquiries concerning the reimbursement of taxes on judges' salaries were addressed to the Registry at The Hague, and to Judge Hackworth in Washington, and studies were made of the official pronouncements on the subject. The Registrar now has the honour to communicate to the Board the results of these enquiries and studies.

I.

The enquiry at The Hague yielded a copy of a letter addressed to Judge John Bassett Moore by M. Hammarskjöld, on November 9th, 1922. After quoting relevant texts, M. Hammarskjöld reached the following conclusions:

"(a) That the competent organisms of the League of Nations desired that the judges of the Permanent Court of International Justice should draw without any deductions the full amount of the indemnities allocated to them;

"(b) That the same organisms envisaged the possibility of income tax being levied on such salaries in certain cases (if my memory does not altogether fail, the actual case contemplated was that of a judge from the United States being elected);

"(c) That for this reason such judges as had to pay income tax should receive full compensation from the League of Nations."

The full texts of Judge Moore's enquiry and of M. Hammarskjöld's reply are annexed hereto.

II.

The enquiry at Washington yielded a letter addressed to M. Hambro by Judge Hackworth, on May 29th, 1946. Specific information as to past practice did not seem to be available to Judge Hackworth. The text of his letter is annexed hereto.

III.

The result of the study of the official documents is as follows:

The question of reimbursing judges for the amounts which they might be obliged to pay as income taxes on their salaries was first considered by the Assembly of the League of Nations in 1920, in connection with the determination of the salaries to be paid the judges. A British proposal was placed before the Assembly on December 15th, 1920, which included the provision: "All salaries and allowances to be free of tax" (Records of First Assembly, Committees, I, page 583). The Third Committee of the Assembly made the following statement in its report (Records of First Assembly, Plenary, page 766):

"To ensure an equal position for all the members of the Court of International Justice, by neutralising the different degrees in which their salaries may be affected by taxation in the various countries, the Committee proposes that all salaries and allowances should be free of taxation. As, however, the decisions of the Assembly might be inoperative as against the fiscal laws applied in the different countries, it has been proposed that the League of Nations should reimburse the members of the Court for any taxes which they may be obliged to pay."

In presenting this report to the First Assembly on December 18th, 1920, M. Lafontaine, acting as rapporteur of the Committee, stated orally:

"I should like to add that, in order to equalise the position of all the judges, we propose that their salaries be exempt from taxation in every country. In the cases where in certain countries a tax is levied, the League of Nations will reimburse the judge for the amount which he may lose by the tax." (*Ibid.*, page 748.)

When the President of the Assembly "put to the vote the conclusions of the Committee", the "conclusions and the resolution of the Committee were adopted" (*Ibid.*, page 748). The resolution provided that "allowances and salaries are free of all tax".

The Protocol on the amendment of the Statute of the Court, of September 14th, 1929, embodied an amendment to Article 32 of the Statute to incorporate the conclusion adopted by the First Assembly in 1920. The concluding paragraph of the amended text of Article 32 reads:

"The above salaries, allowances and compensation shall be free of all taxation."

The text of this Protocol was approved by the Tenth Assembly on September 14th, 1929. The 1929 Protocol did not enter into force until February 1st, 1936.

On September 12th, 1930, the Council proposed to the Eleventh Assembly a resolution fixing an interim scale for the salaries of the judges, which stated that "allowances and salaries shall be free of all taxes". (Records of Eleventh Assembly, First Committee, page 101.)

In the Eleventh Assembly, on September 22nd, 1930, M. Pilotti, Rapporteur, stated to the First Committee that, in presenting its written report, he would give the Assembly some verbal explanations "based on the discussion which has taken place in this Committee" (Records of Eleventh Assembly, First Committee, page 41). On September 25th, 1930, M. Pilotti made the following statement to the Assembly (Records of Eleventh Assembly, Plenary, page 132):

"In this connection, the Committee's attention was drawn to the following passage in the report adopted by the Assembly in 1920 concerning the taxation of salaries of Members of the Court.

"To ensure an equal position for all the members of the Court of International Justice, by neutralising the different degrees in which their salaries may be affected by taxation in the various countries, the Committee proposes that all salaries and allowances should be free of taxation. As, however, the decisions of the Assembly may be inoperative as against the fiscal laws applied in the different countries, it has been proposed that the League of Nations should reimburse the members of the Court for any taxes which they may be obliged to pay.

"The First Committee trusts that, pending the formal settlement of the question [*i.e.*, in the Protocol of September 14th, 1929], the general principle set forth in this passage will be observed."

This statement was "duly noted" by the Assembly. A resolution offered by the First Committee, approved by the Supervisory Commission and the Fourth Committee, was adopted by the Assembly on September 25th, 1930. This resolution stated that "allowances and salaries shall be free of all taxes."

In its reports in 1931 and 1932, the Supervisory Commission considered the question of exempting from taxation the pensions of judges. Declining to approve such an extension of the exemption to pensions, the Supervisory Commission said in 1931:

"As regards the question of exemption from taxation, the Commission noted that the resolution of December 18th, 1920, with regard to the salaries of members of the Court stated that 'allowances and salaries shall be free of all taxes'. Further, the report adopted by the 1920 Assembly concerning the organisation of the Permanent Court of International Justice contained the following passage on the question:

"To ensure an equal position for all the members of the Court of International Justice by neutralising the different degrees in which their salaries may be affected by

taxation in the various countries, the Committee proposes that all salaries and allowances should be free of taxation. As, however, the decisions of the Assembly may be inoperative against the fiscal laws applied in the different countries, it has been proposed that the League of Nations should reimburse the members of the Court for any taxes which they may be obliged to pay.'

"The Supervisory Commission has always considered, and still considers, that the idea of equality thus put forward as a basis for exemption from taxation only holds good while the judges are performing their duties. There seems no reason to grant the former holders of high international posts, once they have retired into private life, a privilege giving them an advantage over the other nationals of the countries in which they live."

IV.

The available information does not indicate that any claim has previously been made by a judge for the reimbursement of income taxes paid on his salary.

Annex I.

Letter from Judge J. B. Moore to M. Hammarskjöld.

Paris, November 6th, 1922.

Although it was intended that the pay of the judges and deputy-judges should be exempt from income tax in the countries of which they are citizens, I am not sure that this exemption has in all cases been assured. Have you definite information on this question? I of course do not include the United States in this enquiry, my own case being exceptional as yet.

(Signed) J. B. MOORE.

Letter from M. Hammarskjöld to Judge J. B. Moore.

November 9th, 1922.

I have your letter of November 6th concerning payment of income tax on the salaries and indemnities of members of the Permanent Court of International Justice.

I have heard of no difficulties in this respect except as concerns the emoluments of the President. These difficulties, however, are of quite a special nature: they arise out of the question whether diplomatic privileges and immunities as granted officials of the League of Nations when engaged on business of the League shall apply also to persons of a given nationality in their own country. We are at present in correspondence with the Geneva Secretariat in order to find out what is the system followed in the present respect by the Swiss Government.

For your convenience, I quote texts which may be applicable. First there is a passage of the resolution adopted by the First Assembly of the League of Nations concerning the salaries of the judges: "Allowances and salaries are free of all tax."

Secondly, there is a passage of the report on which the resolution in question was adopted. "To ensure an equal position for all the members of the Court of International Justice by neutralising the different degrees in which their salaries might be affected by taxation in the various countries, the Committee (Third Committee of the First Assembly) proposes that all salaries and allowances are to be free of taxation. As, however, the decision of the Assembly might be inoperative as against the fiscal laws applying in the different countries, it has been proposed that the League of Nations should reimburse the members of the Court for any taxes which they may have been obliged to pay."

There, further, is the following passage of the oral report of M. Lafontaine to the First Assembly concerning the question of taxation: "I should like to add that in order to equalise the position of all the judges we propose that their salaries be exempt from taxation in every country. In the cases where in certain countries the tax is levied, the League of Nations will reimburse the judge for the amount which he may lose by the tax."

The verbatim report of the thirty-first meeting of the First Assembly states "that the conclusions and resolutions of the Committee were adopted." The report then refers to an annex which reproduces the two documents from which the two first quotations above are made.

Article 32 of the Statute provides that the salaries of the judges shall be determined by the Assembly of the League of Nations, upon the proposal of the Council. The Council's prerogative under this Article was, however, delegated by it to the Third Assembly Committee. The Council decision in this respect is embodied in one letter addressed by the Secretary-General to M. Léon Bourgeois, President of the Third Committee of the First Assembly, and in another letter addressed by the Secretary-General to M. Paul Hymans, President of the First Assembly. The letter mentioned contains the following passage: "I have the honour to inform you that the Council of the League of Nations has decided at its meeting to-day (December 10th, 1920) to ask the Third Committee of the Assembly to be so good as to prepare and submit to the Assembly a proposal . . . to be made on behalf of the Council of the League of Nations. In consequence, the report with regard to the salaries question which shall be submitted to the Assembly by the Third Committee

should be considered as the proposal which, according to the terms of the said draft scheme, should be submitted to the Assembly by the Council."

The following conclusions seem to be warranted: (a) that the competent organisms of the League of Nations desired that the judges of the Permanent Court of International Justice should draw without any deductions the full amount of the indemnities allocated to them; (b) that the same organisms envisage the possibility of income tax being levied on such salaries in certain cases (if my memory does not altogether fail, the actual case contemplated was that of a judge from the United States being elected); (c) that for this reason such judges as had to pay income tax should receive full compensation from the League of Nations.

I may add that, as the 1923 Budget does not provide any funds for the purpose, such funds would, should the occasion arise, have to be asked of the next Assembly for payment in 1924.

(Signed) A. HAMMARSKJÖLD.

Annex II.

Letter from Judge G. H. Hackworth to M. Hambro.

Washington, May 29th, 1946.

I have your letter of May 11th transmitting an enquiry by M. López-Oliván as to whether the American judges of the Permanent Court of International Justice were taxed by the United States on their salaries.

I have put the matter informally to a member of the Internal Revenue staff of the Treasury Department, but he has not been able up to this moment to make a categorical answer. It appears that the official records of income-tax returns are filed in the various area offices rather than in Washington and, hence, are not readily available. In the case of the older returns, they may even have been destroyed.

Furthermore, there is some question whether the information can be given out informally in view of the Treasury's traditional rule against the disclosure of the details of income-tax reports of individuals. It seems likely, however, that an official request for the information directed to the Treasury Department through the Department of State, showing that the information is needed by the Liquidating Board of the League of Nations would avoid this difficulty. I have not asked the Department of State to take this matter up with the Treasury since the extract from M. Oliván's letter quoted by you seems to call for a less formal approach.

It may be that the specific facts as to the income-tax payments by the American judges will not be deemed to be required in view of the provision of the income-tax law that was in force prior to the adoption of the Revenue Act of 1943. The earlier law exempted from tax income earned by an individual citizen from sources outside of the United States, providing the citizen was a non-resident of the United States for more than six months during the taxable year (Internal Revenue Code 1939: Sec. 116). The law on this point was apparently unchanged during the period from the institution of the Permanent Court of International Justice until the taxable year 1943 (58 Stat. 21, 32).

Consequently, the question whether the American judges on the Permanent Court were liable to income tax in the United States on salary received as such judges would seem to depend upon whether they claimed and were allowed exemption on the basis of residence abroad for at least six months of each taxable year—assuming, of course, that there was no other basis for exemption. Since the rule was in force during most of Judge Hudson's service, he should have no difficulty in making clear his own experience.

I hope that this information may be of some assistance to M. Oliván. I regret that it is not more complete.

(Signed) Green H. HACKWORTH.

4. QUESTIONNAIRE ADDRESSED TO MR. MANLEY HUDSON BY THE DRAFTING COMMITTEE
AND HIS ANSWERS THERETO.

B.L.45 (a) (Geneva, July 22nd, 1946).

1. (a) On what date did you resume your professorial duties at Harvard University ?
(b) Up to what date did you continue to discharge them ?
 - (a) October 1940.
 - (b) Have continued since, but with various periods of leave. Have always been at disposition of the Court.
2. What emoluments did you receive in respect of the above service ?

Annual salary \$12,000, with some deductions. Only half-salary was paid from 1942 to 1944.

3. Before taking up your professorial work, did you receive any authorisation, either written or oral, from the President of the late Permanent Court of International Justice ?

Yes.

If you received a written instruction, could you kindly attach a copy thereof ?

Various letters were exchanged. I do not have copies here.

4. What steps have you taken with the American fiscal authorities to secure that the assessment should be as low as possible under the law—*e.g.*, by explaining that the arrears represent salary payments covering a period of five years, or by any other means open to you ?

In April 1946, I asked the Department of States to arrange for exemption. They took up the question with Treasury, which has not replied.

5. Can you kindly give a reference to the American fiscal law or laws applicable to your case ?
Internal Revenue Code, Chapters 1 and 2—especially Section 107 (*d*) on back pay.
Regulations III, Section 29, 107-3.

July 21st, 1946.

Manley O. HUDSON.

5. LETTER, DATED JULY 22ND, 1946, FROM MR. MANLEY HUDSON TO THE SECRETARY-GENERAL

B.L.45 (*b*). (Geneva, July 23rd, 1946).

Hôtel d'Angleterre,
Geneva,

July 22nd, 1946.

Supplementing my answers to the questionnaire, may I say that to-day I received a reply to my request for exemption from the American tax, denying the exemption which I sought.

(Signed) Manley O. HUDSON.

6. LETTER, DATED JULY 18TH, 1946, FROM MR. CHARLES FAHY, LEGAL ADVISER TO THE DEPARTMENT OF STATE, WASHINGTON, D. C., TO MR. MANLEY HUDSON

B.L.45 (*c*). (Geneva, July 26th, 1946).

Department of State,
Washington,

July 18th, 1946.

Reference is made to your letter of April 8th, 1946, and to the Department's acknowledgment thereof of April 23rd, 1946, concerning the exemption from Federal income taxes on arrears of salary to be paid to you as Judge of the Permanent Court of International Justice.

The Department of State has now received a reply to its letter to the Treasury Department in which information was requested as to the possibility of your obtaining exemption from the Federal income tax on the arrears of salary to be paid to you.

The Treasury Department has informed the Department of State as follows:

"A citizen of the United States is liable for Federal tax on his entire income from whatever source derived except such income as may be specifically exempted from the tax by statutory provisions.

"In view of the fact that the United States did not become a party to the Statute of the Permanent Court of International Justice drafted in 1920 pursuant to the Covenant of the League of Nations under the provisions of which the salaries of the judges of the Court are exempt from all taxation and as there is no provision in the Internal Revenue Code whereby such salaries are specifically exempted from the tax, it is held that the amount payable as arrears of salary for services performed as a judge of the Permanent Court of International Justice is subject to Federal income tax.

"Prior to 1943, section 116 (*a*) of the Internal Revenue Code provided that an American citizen's earned income from sources without the United States was exempt if he were a *bona fide* non-resident of the United States for more than six months for the taxable year. From 1943 on, the citizen has been required to be a *bona fide* resident of a foreign country during the entire taxable year to obtain such exemption. Without a more complete statement of the facts than is contained in his letter, this Department cannot state whether the Honorable Mr. Hudson by using section 107 of the Internal Revenue Code, which provides special treatment for compensation rendered for a period of thirty-six months or more and back pay, could qualify for relief under section 116."

(Signed) Charles FAHY,
Legal Adviser.

ANNEX 6 (b)

B.L. 60. (Geneva, October 26th, 1946.)

LEGAL OPINION GIVEN BY M. PLINIO BOLLA, PRESIDENT OF THE SWISS
FEDERAL TRIBUNAL

[Translation.]

Lausanne, October 5th, 1946.

To the Board of Liquidation of the League of Nations, Geneva
(through M. Daniel Secretan, Counsellor of Legation at
the Federal Political Department, Berne).

Gentlemen,

You have been good enough to ask me for my legal opinion on the following question:

“ Having regard to all the circumstances of the case, has the League of Nations a legal obligation to reimburse Mr. Manley Hudson for the tax levied by the American Revenue authorities on the total of the arrears of salary for the period January 1st, 1941—January 31st, 1946, amounting to 106,730.61 Dutch florins, paid to him on February 23rd, 1946 ? ”

I have the honour to give you this opinion herewith—basing myself upon the facts emerging from your document B.L.45 and the annexes thereto (*cf.* letter of August 9th, 1946, from M. Emile Giraud, acting Legal Adviser of the League of Nations, to M. Daniel Secretan, Counsellor of Legation at the Federal Political Department, Berne).

These facts, in so far as in my opinion they affect the solution of the dispute, may be summarised as follows:

Although the United States of America was not a party either to the Covenant of the League or to the Statute of the Permanent Court of International Justice (hereinafter referred to as the Court), Professor Manley Hudson was elected judge of the Court, at the general renewal of the Court's membership in September 1930, for a period of nine years from January 1st, 1931, to December 31st, 1939; he was chosen to occupy the seat held in succession by his eminent fellow citizens, Messrs. Bassett Moore, Hughes and Kellogg, before him.

In 1939, in consequence of the war, the Council and the Assembly of the League were unable to re-elect judges to replace the members of the Court whose term of office was on the point of terminating.

In 1940, the Supervisory Commission appointed by the League Assembly resolved to effect a substantial reduction in the Court's budget—a reduction which was to take effect on January 1st, 1941. It was consequently decided that, during the emergency period, the judges (with the exception of the President) would until further notice receive a monthly payment of 500 Swiss francs and that an additional allowance would be paid to them if there should be a meeting of the Court.

As a matter of fact, no judicial session of the Court was held after 1939. An administrative session was held at the end of 1945. As a result of the creation by the United Nations of the International Court of Justice to replace the Court, all the judges of the latter, including Mr. Manley Hudson, handed in their resignations with effect from February 1st, 1946.

By a resolution of November 20th, 1945, the Supervisory Commission decided, in agreement with the President of the Court, that the judges should receive for the period January 1st, 1940—January 31st, 1946, an annual salary of 24,000 Dutch florins, less the monthly allowance of 500 Swiss francs which had been paid to them previously. As a result of this payment of arrears of salary, Mr. Manley Hudson received on February 23rd, 1946, the sum of 106,730.61 Dutch florins.

Mr. Manley Hudson resided continuously in the United States during the period January 1st, 1940—January 31st, 1946; from October 1940 onwards he resumed his activity as a professor at Harvard University, and he did so with the authorisation of the President of the Court.

The United States Revenue authorities accordingly propose to tax the 106,730.61 Dutch florins which Mr. Manley Hudson received from the League as arrears of salary for the period January 1st, 1941—January 31st, 1946.

Mr. Manley Hudson requests the League to refund to him the amounts claimed from him by the American Revenue authorities in consequence of its payment to him of 106,730.61 Dutch florins in respect of arrears of salary for the period January 1st, 1941—January 31st, 1946. The arrears of salary having been paid in a lump sum in 1946, the American Revenue authorities have included the amount in Mr. Manley Hudson's income for that year. The arrears of salary in question were not Mr. Manley Hudson's only taxable income in the United States in 1946. The rate of income tax in the United States increases with the amount subject to tax.

These facts suggest, in my opinion, the following legal considerations:

1. It is in his capacity as a judge of the Permanent Court of International Justice during the period January 1st, 1941—January 31st, 1946, that Mr. Manley Hudson claims from the

League the repayment of the taxes due by him to the American Revenue in consequence of his recovery in 1946 of arrears of salary amounting to 106,730.61 Dutch florins.

The rights and obligations of the Court judges in relation to the League are defined by the Statute of the Court.

The original Statute, established by a Protocol of December 16th, 1920, was revised. The revision resulted in the establishment of a Protocol, dated September 14th, 1929, which came into force on February 1st, 1936.

It is therefore the revised Statute that determines the rights and obligations of the Court judges during the period January 1st, 1941—January 31st, 1946, to which Mr. Manley Hudson's claim relates. The term of office of Mr. Manley Hudson, who was elected for the period January 1st, 1931—December 31st, 1939, was extended on its expiration, as it was not possible to re-elect judges in 1939, and Article 13, paragraph 3, of the revised Statute provides that the judges "shall continue to discharge their duties until their places have been filled."

The original rules made provision, in the case of the judges, for the payment of an annual salary and of an indemnity for each day on which they sat—the whole to be fixed by the League Assembly on the proposal of the Council (Article 32 of the Statute of 1920); the amended Statute (Article 32) substituted for these payments, in the case of the members of the Court, an annual salary to be fixed in the same manner. Whereas the point was not referred to in the original Statute, Article 32, paragraph 8, of the revised text of 1929 provides that "The above salaries, indemnities and allowances shall be free of all taxation."

2. The League Assembly believed, however, that the absence of any reference to this point in the original Statute was made good by its resolution of December 18th, 1920.

We have seen that, under the original Statute, the Assembly was competent to fix the amount of the annual salary and allowances due to the judges. It was to have done this on the proposal of the Council. On December 10th, 1920, however, the Council delegated this prerogative to the Third Committee of the Assembly (*cf.* the two letters of December 10th, 1920, addressed by the Secretary-General to M. Léon Bourgeois, Chairman of the Third Committee of the First Assembly, and M. Paul Hymans, President of the First Assembly, published in the Records of the First Assembly of the League of Nations, 1920, Meetings of the Committees, pages 578 and 579). The matter was submitted to the Third Committee in a memorandum by the Secretariat (*ibid.*, pages 580-582): the question of the taxation of the salaries and allowances of the judges of the Court is not referred to in that document. During the Committee's session, however, a British proposal was put forward which, after suggesting figures for the salaries and allowances, ends by stating: "All salaries and allowances to be free of tax" (*ibid.*, page 583). This proposal was adopted by the Committee in its draft resolution: "Allowances and salaries are free of all tax" (*ibid.*, page 587). The motives by which the Committee was guided on this point will be found in the written report submitted to the Assembly by M. H. Lafontaine (*ibid.*, page 586, and the Records of the First Assembly of the League of Nations, 1920, Plenary Meetings, page 766):

"To ensure an equal position for all the members of the Court of International Justice, by neutralising the different degrees in which their salaries may be affected by taxation in the various countries, the Committee proposes that all salaries and allowances should be free of taxation. As, however, the decisions of the Assembly may be inoperative as against the fiscal laws applied in the different countries, it has been proposed that the League of Nations should reimburse the members of the Court for any taxes which they may be obliged to pay."

The Rapporteur, M. H. Lafontaine, made the following additional oral commentary at the thirty-first plenary meeting on December 18th, 1920 (*ibid.*, page 748):

"I should like to add that, in order to equalise the position of all the judges, we propose that their salaries be exempt from taxation in every country. In the cases where in certain countries a tax is levied the League of Nations will reimburse the judge for the amount which he may lose by the tax."

At the same meeting the conclusions and resolution of the Committee were adopted (*ibid.*, page 748).

3. In the light of the explanations furnished by the Rapporteur, the bearing of the Assembly's resolution of December 18th, 1920, was therefore quite clear.

There was no question of imposing upon the State in whose territory the seat of the Court was established—*i.e.*, the Netherlands (*cf.* Article 22, paragraph 1, of the Statute both in its original and in its amended form: "The seat of the Court shall be established at The Hague")—an obligation not to levy taxes on the salaries and allowances of the judges and deputy judges. Any such idea would have been all the more misplaced in that under the original Statute the Court did not sit continuously but held only one session a year; there was no need to fear that the Netherlands Revenue authorities would seek to tax the judges by reason of their attendance at The Hague during the annual session. Moreover, fiscal exemption at The Hague ought to have formed the subject of a convention with the Netherlands and not of a resolution of the League Assembly.

Nor was it intended to impose upon the States parties to the Statute an obligation not to tax the salaries and allowances of the judges. The Assembly was not competent to impose such an obligation on the States Members of the League. The League had no direct authority of a constitu-

tional order over any of its Members, and the Assembly, apart from the adoption of concrete measures with regard to definite objects expressly mentioned in the Covenant (*e.g.*, admission and exclusion of Members, change of seat, etc.) could not pass any resolution which would be binding upon the States Members (DIENA: *Diretto internazionale pubblico*, page 91). The resolutions of the Assembly did not constitute rules of law (ANZILOTTI: *Corso di Diretto internazionale*, page 272). The Court had not been constituted by an Assembly resolution but by a protocol—*i.e.*, a treaty—although the latter was preceded by a unanimous resolution of the Assembly (*ibid.*, pages 272 and 273). At its meeting on December 18th, 1920, therefore, the Assembly rightly foresaw the possibility that States might levy taxes on the salaries and allowances of the judges and decided in consequence to reimburse the judges so taxed in order that they should all enjoy an equal position. So far as the States Members are concerned, the Assembly resolution exempting the salaries and allowances of the Court judges from all taxation could only be valid as a recommendation; moreover, the judges might be taxed by non-member States for whom the resolution would not even have that validity; in these circumstances, the object which the Assembly sought—*viz.*, equality of treatment—could in practice be achieved only by some sort of guarantee on the part of the League, the latter undertaking to repay to the judges the tax which might be levied by any State whatever on their salaries and allowances.

4. At the time of the revision of the Statute which led to the establishment of the Protocol of September 14th, 1929, the Assembly resolution of December 18th, 1920, concerning exemption of the judges' allowances and salaries from all taxation became Article 32, paragraph 8, of the amended Statute, which reads: "The above salaries, indemnities and allowances shall be free of all taxation". The only modification as compared with the text of the resolution is that exemption now applies expressly to indemnities as well.

It is desirable to enquire into the origin of Article 32, paragraph 8, of the amended Statute.

In resolutions dated December 13th and 14th, 1928, the Council of the League instructed a Committee of Jurists to undertake a re-examination of the Court's Statute. This Committee sat from March 11th to 19th, 1929, and adopted a report on the amendments which might be made in the Statute (*League of Nations Official Journal* 10, 1929, page 1113). This report (*ibid.*, pages 1194 *et seq.*) says nothing about the fiscal exemption of the judges' salaries, etc.; it merely proposes in this connection that the following paragraph be added to Article 32: "The above salaries, indemnities and allowances shall be free of all taxation" (*ibid.*, page 1119) and consequently that the new Assembly resolution concerning salaries, which was to replace the resolution of December 18th, 1920, should no longer mention such exemption.

5. The revised Statute was to have come into force on September 1st, 1930. As the conditions for its coming into force had not been fulfilled, a committee of three jurists was appointed on September 9th, 1930, to submit definite recommendations to the Assembly (*League of Nations Official Journal* 11, 1930, page 1313): the object was to achieve as far as possible by provisional measures the objects aimed at by the revision of the Court's Statute. The Committee of Jurists, in its report of September 10th, 1930 (*ibid.*, pages 1466 *et seq.*) proposed a resolution fixing again the salaries and allowances of the members of the Court, and added, as in the resolution of December 18th, 1920: "Allowances and salaries are free of all tax". The proposed resolution was adopted, at its meeting on September 12th, 1930, by the League Council (*ibid.*, page 1322), which decided to transmit it to the Assembly (*League of Nations Official Journal*, 11th Ordinary Session, 1930, Special Supplement, page 130). The Assembly sent the question to the First Committee for examination. The First Committee appointed as Rapporteur M. Pilotti (see his report, *ibid.*, pages 498-500), who, at the Assembly's meeting on September 25th, 1930, submitted draft resolutions which corresponded as regards fiscal exemption to the proposal of the committee of three jurists and of the League Council. M. Pilotti at the same meeting submitted "certain explanations of the proposed resolutions" (*ibid.*, page 131) and stated, *inter alia* (*ibid.*, page 132):

"One of the points which particularly struck the Committee was that, while the Regulations regarding salaries and allowances stipulate that these shall be free of all tax, there is no similar provision in the 1924 and 1929 texts in regard to pensions.

"In this connection, the Committee's attention was drawn to the following passage in the report adopted by the Assembly in 1920 concerning the taxation of salaries of members of the Court:

"To ensure an equal position for all the members of the Court of International Justice, by neutralising the different degrees in which their salaries may be affected by taxation in the various countries, the Committee proposes that all salaries and allowances should be free of taxation. As, however, the decisions of the Assembly may be inoperative as against the fiscal laws applied in the different countries, it has been proposed that the League of Nations should reimburse the members of the Court for any taxes which they may be obliged to pay'.

"The First Committee trusts that, pending the formal settlement of the question, the general principle set forth in this passage will be observed."

At the same meeting of the Assembly on September 25th, 1930, the First Committee's draft resolutions were adopted after the Chairman had declared (*ibid.*, page 133): "I think I shall be interpreting the wishes of the Assembly if I add that the Assembly has duly noted the statement made by M. Pilotti on behalf of the First Committee".

In its Reports for the years 1931 and 1932, the Supervisory Commission elected by the League Assembly examined the question whether the judges' pensions also should be exempted from taxation. It refused to agree to such exemption and stated in its report for 1931:

"As regards the question of exemption from taxation, the Commission noted that the resolution of December 18th, 1920, with regard to the salaries of members of the Court, stated that 'allowances and salaries are free of all tax'. Further, the report adopted by the 1920 Assembly concerning the organisation of the Permanent Court of International Justice, contained the following passage on the question:

"To ensure an equal position for all the members of the Court of International Justice, by neutralising the different degrees in which their salaries may be affected by taxation in the various countries, the Committee proposes that all salaries and allowances should be free of taxation. As, however, the decisions of the Assembly may be inoperative as against the fiscal laws applied in the different countries, it has been proposed that the League of Nations should reimburse the members of the Court for any taxes which they may be obliged to pay'.

"The Supervisory Commission has always considered, and still considers, that the idea of equality thus put forward as a basis for exemption from taxation only holds good while the judges are performing their duties. There seems no reason to grant the former holders of high international posts, once they have retired into private life, a privilege giving them an advantage over the other nationals of the countries in which they live."

6. It is an incontrovertible fact that the fiscal exemption of the Court judges underwent a formal change of character when, on February 1st, 1936, it ceased to be an Assembly resolution and became a provision of the Court's Statute: from a mere recommendation by the Assembly, not binding even on the States Members of the League, it became an article of a protocol—*i.e.*, a treaty—and consequently an international rule of law resulting from an agreement between States and valid for all the States parties to that agreement. When at the League's Assembly meeting on September 25th, 1930, M. Pilotti spoke of a formal settlement of the question, he was specifically referring to the new legal character which the fiscal exemption *de quo agitur* would acquire as soon as the Protocol of September 14th, 1929, came into force. For, when it came into force, the fear expressed by M. Lafontaine in his written report in December 1920 that "the decisions of the Assembly may be inoperative as against the fiscal laws applied in the different countries" ceased to be grounded, theoretically at any rate, in respect of the countries signatory to the Protocol of September 14th, 1929. Must we conclude that Article 32, paragraph 8, of the amended Statute was intended to do away with the League's obligation to reimburse the members of the Court for any taxes which they might be required to pay—an obligation which had been an integral part of the fiscal exemption resulting from the Assembly resolution of December 18th, 1920? This question must, in my opinion, be answered in the negative. Had it been intended to modify the concrete effect of the exemption such as it had always been recognised by the League, some trace of this intention to make a material innovation would have remained in the records of the League; we have seen, however, that that is not the case. The obligation to repay to the Court judges the amount of the taxes which they might be obliged to pay did not lose its entire *raison d'être* as a result of the new legal character which fiscal exemption acquired by its incorporation in a treaty. Apart even from the possibility that a country signatory to the Protocol of September 14th, 1929, might not respect its undertaking, the judge, not being obliged to have his fiscal domicile—or one of his fiscal domiciles—in the Netherlands (see below, section 7), might have it in a State which had not signed the Protocol of September 14th, 1929. There is more. Under the terms of the Statute, both in its original and in its revised form (Article 2), the Court judges were to be elected regardless of their nationality and might therefore be nationals of States which were not parties to the Statute; in 1929 it was known that a judge of the United States, a country not a party to the Statute, had continuously been a member of the Court (BUSTAMANTE: *Droit international public* I, page 586); even the revised Statute did not prohibit a judge who was a citizen of the United States from maintaining his home there (*cf.* Article 23, paragraph 2, of the Statute as revised in 1929)—a fact which might expose him to claims by the American fisc on his income as a member of the Court. The whole tendency of the revision of the Statute in 1929 was to improve the material situation of the judges, the judicial functions losing their casual character and becoming fixed and the rules as to incompatibilities becoming stricter (PEREIRA DA SILVA: *La réforme de la Cour permanente*, pages 136 and 150): it would have been contrary to this tendency to weaken the effect of the fiscal exemption by doing away with the subsidiary guarantee of the League. Such a guarantee even under the new regulations was alone susceptible of ensuring the object constantly aimed at by the League: equality of treatment. This object, and this object alone, is the point at issue in M. Lafontaine's written report of December 1920, in his verbal commentary uttered at the meeting on December 18th, 1920, in the explanations given by M. Pilotti at the meeting on September 25th, 1930, and in the Supervisory Commission's report for 1931; it is an object which could of course have been achieved on the coming into force of the Protocol of September 14th, 1929, without the obligation for repayment by the League, but only if the Protocol had been binding on all States—a condition of universality which, to the knowledge of the signatories, was far from being fulfilled, chiefly by reason of the absence of the United States, although it was nevertheless intended to associate that country with the Court's activities by reserving for it a permanent seat thereon.

It is, moreover, clear that, by the provisional measures rendered necessary by the delay in the putting into force of the Protocol of September 14th, 1929, the League Assembly merely sought to anticipate, so to speak, the effects of the Protocol; and—the reference by M. Pilotti to M. Lafontaine's report at the meeting of September 25th, 1930, leaves no doubt on this point—the Assembly desired, by the provisional measures in question, to maintain the rule as to the repayment to the Court members of the taxes which they might be obliged to pay.

The purpose which the League Assembly wished to secure, under the régime of the original Statute, by its resolution of December 18th, 1920, under the régime of the revised Statute, by the provisions of Article 32, paragraph 8, and under the provisional régime during the interval between the adoption and the coming into force of the revised Statute, by its resolution of September 25th, 1930, was what M. Pilotti described, on the same September 25th, as a "general principle": a guarantee of equality of treatment for the judges. This principle would have been weakened in 1929 if one of the means of giving effect to it had been abolished (the League's obligation to refund the taxes paid by the judges on their salaries, etc.)—a means which had been recognised up to then and which in certain circumstances could alone ensure equality of treatment.

7. It results from the foregoing that the League is, in my opinion, obliged in principle to repay to Mr. Manley Hudson the tax due by him to the American Revenue on the whole of the arrears of salary which were paid to him on February 23rd, 1946, for the period January 1st, 1941—January 31st, 1946.

This principle would cease to apply if Mr. Manley Hudson had incurred the liability for the payment of this tax through a violation of his duties to the League.

In this connection it should be noted in the first place that the revised Statute did not, any more than the original Statute, impose upon the judges the obligation to have their domicile—in particular their fiscal domicile—at The Hague, or, more generally, in the Netherlands. It was sufficient that the members of the Court should hold themselves permanently at the Court's disposal (Article 23, paragraph 3, of the revised Statute). Article 23, paragraph 2, of the revised Statute granted to members whose homes were situated at more than five days' normal journey from The Hague six months' leave every three years, not including the time spent in travelling. The judges whose homes were situated at a shorter distance from The Hague were therefore regarded as being entitled to reside at their homes provided they held themselves permanently at the Court's disposal. This was the line adopted, at the Conference which resulted in the Protocol of September 14th, 1929, by M. Politis: "The judge must be at the disposal of the Court when the latter called upon him. But that did not imply compulsory residence at The Hague when there was nothing to do" (Minutes of the Conference, page 39). The same line is taken by M. Pereira da Silva (*op. cit.*, page 110).

It is true that in 1939 the United States, whither Mr. Manley Hudson had transferred his residence, was situated at more than five days' normal journey from The Hague and that the leave conditions laid down in Article 23, paragraph 2, of the revised Statute were not fulfilled. But the Court held no judicial session after 1939, the second world war broke out at the beginning of September 1939, the Netherlands was occupied by the German army in May 1940 and was only liberated in the spring of 1945. Mr. Manley Hudson would have had nothing to do at The Hague during the war—to employ the expression used by M. Politis—and his residence in the United States did not prevent him from accomplishing any of his duties as a member of the Court. Moreover, the substantial reduction in the salary of the judges, decided upon in 1940 by the Supervisory Commission, was in fact justified by the cessation of the Court's activities and, furthermore, the President of the Court, by authorising Mr. Manley Hudson to resume his professional duties at Harvard University in October 1940, implicitly consented to his residing in the United States during the war, or at any rate during the occupation of the Netherlands by Germany.

There is another aspect of the question whether Mr. Manley Hudson did not contravene his obligations to the League and thereby give rise to the creation of the fiscal liability to the United States of which he asks to be relieved.

Under Article 16 of the revised Statute, "The members of the Court may not exercise any political or administrative function, nor engage in any other occupation of a professional nature". The functions of a university professor are undoubtedly an occupation of the last-mentioned character. The Conference which resulted in the Protocol of September 14th, 1929, expressed its agreement with the opinion put forward by one of the rapporteurs of the Committee of Jurists, M. Fromageot, to the effect that the judges of the Court should thereafter be forbidden to occupy posts as university professors (PEREIRA DA SILVA, *op. cit.*, page 138). Mr. Manley Hudson, however, resumed his duties as a professor of Harvard University in October 1940. But he did so with the authorisation of the President of the Court at a time when, in consequence of the emergency, the Court was in suspense and its members were receiving only a monthly allowance of 500 Swiss francs—which was really nothing but a token payment. It follows that it would be unseemly for the League to reproach Mr. Manley Hudson for having, with the consent of the President of the Court, employed otherwise the time during which he was unoccupied owing to the latter's inactivity.

8. It is a general principle of law that every man is bound to exercise his rights and to discharge his obligations in accordance with the rules of good faith (*cf.* Article 2, paragraph 1, of the Swiss Civil Code).

Mr. Manley Hudson was therefore under an obligation towards the League to employ in resisting the claim of the American fisc to tax the arrears of salary *de quo agitur* any means of fact or of law likely to be recognised, whether directed against the principle of taxation itself or against the *quantum*.

Mr. Manley Hudson satisfied this requirement by endeavouring, in his letter of February 10th, 1943, to Mr. Morgenthau, Secretary of the Treasury, to prove that the United States as a party to the International Labour Organisation should respect the provisions of the Court's Statute and therefore could not tax him, Article 22 (b) (7) of the Internal Revenue Code of the United States providing that "income exempt under treaty" is not to be included in gross income. This argument was, however, rejected in the letters of April 5th, 1943, from the Treasury Department, and of July 18th, 1946, from Mr. Charles Fahy, Legal Adviser to the Department of State, to Mr. Manley Hudson.

It will, in my opinion, be Mr. Manley Hudson's duty to endeavour to induce the American Revenue authorities to spread the arrears of salary paid to him by the League over the years 1941-1945, if that should result in a reduction of the total tax due; Mr. Manley Hudson denies that this would be the case as the tax schedules for 1946 have been reduced as compared with those in force in previous years: it is not possible from the *dossier* to say whether this contention is correct.

As regards the *quantum* to be refunded by the League, the amount, in my opinion, is the difference between what Mr. Manley Hudson will have effectively to pay to the American revenue and what he would have had to pay if the League had not remitted to him the arrears of salary amounting to 106,730.61 Dutch florins. The fiscal exemption granted by the League to the Court judges involves the payment, if necessary, by the League not only of the tax on income received from salary but also of the increase in the tax on the taxpayer's other income resulting from the application of graduated scales.

9. Mr. Manley Hudson, in a letter dated December 1st, 1945, to M. J. López Oliván expresses the opinion that, if the League reimburses him for the tax *de quo agitur*, he will again be obliged to pay tax on the income represented by this reimbursement and will theoretically again be entitled to reimbursement by the League. I do not share Mr. Manley Hudson's opinion on this point. When it has repaid the tax due by Mr. Manley Hudson to the United States on the arrears, the League will have discharged its obligation. It cannot be supposed that the League intended to assume an obligation which would continually re-arise from its ashes and whose extent it would be impossible to determine—the process being repeated indefinitely. The League undertook to refund to the judges the taxes levied on their salaries but not any taxes levied on the sums which it might have to pay to them by way of reimbursement of taxes.

* * *

I believe that I have now replied to the question which you were good enough to put to me. Thanking you for the proof of confidence which you have accorded to me, I am, Gentlemen, etc.

(Signed) Plinio BOLLA,
President of the Swiss Federal Court and
Member of the Permanent Court of Arbitration.

ANNEX 7

STATEMENT SHOWING THE STATES WHICH HAVE NOT PAID THEIR CONTRIBUTIONS AS AT FEBRUARY 28TH, 1947

Etats	Exercice financier Financial period	Dette au 1 ^{er} janvier 1947 — Debt on January 1st, 1947			Montant payé en 1947 Amount paid in 1947	Solde dû au 28 février 1947 Balance due as at February 28th, 1947		State (French alphabetical order)
		Arriérés Arrears	Contributions consolidées Consolidated contributions	Total		Francs suisses Swiss francs	Francs-or Gold francs	
		Francs suisses Swiss francs	Francs suisses Swiss francs	Francs suisses Swiss francs				
1. Albanie	1939-1940	49 234.30		49 234.30		49 234.30	34 823.75	Albania
2. Argentine *	1940-1946	2 171 875.08		2 171 875.08		2 171 875.08	1 536 181.41	Argentine *
3. Autriche	1938	63 931.20		63 931.20		63 931.20	45 218.93	Austria
4. Belgique	1946	49 161.06		49 161.06		49 161.06	34 771.93	Belgium
5. Bolivie *	1929-1933, 1935, 1945-1946	147 388.52	47 291.20	194 679.72		194 679.72	137 698.20	Bolivia *
6. Bulgarie	1933-1935, 1939-1946	824 331.30	165 669.60	990 000.90		990 000.90	700 234.09	Bulgaria
7. Colombie	1939-1946	1 019 111.40		1 019 111.40		1 019 111.40	720 824.16	Colombia
8. Cuba *	1930-1934, 1938-1946	1 212 488.45	287 842.80	1 500 331.25		1 500 331.25	1 061 194.08	Cuba *
9. Egypte	1941-1946	1 940 480.11		1 940 480.11	1 940 480.11	—	—	Egypt
10. Equateur *	1936-1942, 1944-1946	293 338.46		293 338.46		293 338.46	207 480.20	Ecuador *
11. Espagne	1939-1941	2 260 267.85		2 260 267.85		2 260 267.85	1 598 702.22	Spain
12. Estonie	1940	53 384.95		53 384.95		53 384.95	37 759.54	Estonia
13. Ethiopie	1945-1946	43 990.60		43 990.60		43 990.60	31 114.84	Ethiopia
14. Haïti	1941-1944	57 250.35		57 250.35		57 250.35	40 493.52	Haiti
15. Hongrie	1933-1935, 1940-1941	162 120.26	248 136.84	410 257.10		410 257.10	290 177.58	Hungary
16. Irak	1946	115 132.08		115 132.08	103 200.—	11 932.08	8 439.64	Iraq
17. Iran	1939-1946	150 211.63		150 211.63	150 211.63	—	—	Iran
18. Lettonie	1940	34 171.65		34 171.65		34 171.65	24 169.82	Latvia
19. Libéria	1932-1936, 1940-1946	190 933.06	35 731.80	226 664.86		226 664.86	160 321.53	Liberia
20. Lithuanie	1940	44 953.10		44 953.10		44 953.10	31 795.63	Lithuania
21. Luxembourg *	1946	38 377.35		38 377.35		38 377.35	27 144.55	Luxemburg *
22. Mexique	1938-1946	2 615 292.72		2 615 292.72		2 615 292.72	1 849 813.56	Mexico
23. Nicaragua	1934-1937		19 349.95	19 349.95		19 349.95	13 686.35	Nicaragua
24. Panama	1936-1946	156 468.18		156 468.18	156 468.18	—	—	Panama
25. Paraguay	1920, 1927, 1929-1937	381 711.70		381 711.70		381 711.70	269 987.18	Paraguay
26. Pérou	1929-1934, 1939-1941	288 242.50	1 218 796.85	1 507 039.35		1 507 039.35	1 065 938.85	Peru
27. Portugal	1946	307 018.87		307 018.87		307 018.87	217 156.45	Portugal
28. Roumanie	1940-1942	769 574.80		769 574.80		769 574.80	544 325.27	Roumania
29. Siam	1940-1946	897 470.05		897 470.05		897 470.05	634 786.45	Siam
Total		16 337 911.58	2 022 819.04	18 360 730.62	2 350 359.92	16 010 370.70	11 324 239.73	

* Although the full payments provided for in the arrangements made with the Governments of Argentina (1940-1946), Bolivia (1945-1946) and Luxemburg (1946) have not been effected, this statement reflects the result of these arrangements. On the other hand, as the Governments of Cuba and Ecuador have effected no payment, no account has been taken in this statement of the arrangements made with these States.